’ ’TERNATIONALE

PAR

LE Dr ZACHER

rage traduit de l'allemand

AVEC L'AUTORISATION DE L'AUTEUR

PARIS

HINRICHSEN ET Cie, ÉDITEURS

40, RUE DES SAINTS-PÈRES, 40

1884

L'INTERNATIONALE ROUGE

1311-84. — Corbeil. Typ. et stér. Crété.

L'INTERNATIONALE ROUGE

PAR

LE Dr ZACHER

Ouvrage traduit de l'allemand

AVEC L'AUTORISATION DE L'AUTEUR

PARIS

HINRICHSEN ET Cie, ÉDITEURS

40, RUE DES SAINTS-PÈRES, 40

1884

PRÉFACE

Le mouvement socialiste s'étend et s'accentue de jour en jour dans tous les pays civilisés, et la question sociale est le foyer où convergent les préoccupations de l'Europe entière. Mais la grande masse de la société ignore à peu près complètement ce mouvement, ou du moins en méconnaît l'importance, parce que les éléments d'appréciation lui font défaut. Nous croyons donc répondre à un impérieux besoin du temps présent en essayant d'esquisser brièvement le développement et la forme actuelle de ce mouvement international dans les divers pays. Pour atteindre ce but, nous avons cru devoir nous borner à l'exposition des faits, laissant au lecteur le soin de tirer les conclusions. Nous pensons toutefois qu'un examen impartial de la question con-

duira en fin de compte à ce résultat, qu'il ne faut chercher le remède aux maux dont souffre de nos jours la société, ni dans le nivellement général, tel que le veut le socialisme, ni dans le triomphe de l'individualisme, mais dans la fusion de ces deux tendances extrêmes. Nous voulons dire que la vie économique devra se fonder sur l'association, en s'aidant, quand il en sera besoin, du concours actif de l'État, que son principe même destine à intervenir de tout le poids de sa puissance, toutes les fois qu'il s'agit de réaliser des progrès que les forces sociales élémentaires ne peuvent accomplir par elles-mêmes. Et tant que les résultats obtenus par ce moyen n'auront d'eux-mêmes fait disparaître le danger qui résulte pour la chose publique des revendications de la démocratie sociale, il ne paraît guère possible de ne pas employer vis-à-vis de cette dernière, des mesures répressives.

Berlin, mars 1884.

L'AUTEUR.

ERRATA

Page 7, 7e ligne du haut, *lire :* honnêteté, *au lieu de :* ambition.

Page 17, 7e ligne du bas, *lire :* la disposition de l'article 110, *au lieu de :* le nouveau projet.

Page 19, 9e ligne du bas, *lire :* 20, *au lieu de :* 29.

Page 19, 8e ligne du bas, *ajouter devant le mot* et: « qui était dirigée contre les tendances révolutionnaires de la démocratie sociale. »

Page 23, 9e ligne du haut, *lire :* les, *au lieu de :* des.

Page 24, 1re ligne du haut, *lire :* 28, *au lieu de :* 428.

Page 27, 6e ligne du bas, *lire :* la loi, *au lieu de :* les lois.

Page 30, 2e ligne du haut, *lire :* Offingen, *au lieu de :* Ottingen.

Page 43, 6e ligne du bas, *lire :* allaient, *au lieu de :* allant.

Page 43, 5e ligne du bas, *remplacer* « le gouvernement, etc., » *par* « la scission entre modérés et radicaux s'en accrût encore. »

Page 49, 3e ligne du bas, *supprimer les mots :* « populaire suisse. »

Page 49, 1re ligne du bas, *lire :* de la librairie populaire suisse, *au lieu de :* d'une librairie.

Page 52, 11e ligne du haut, *ajouter* « : en Allemagne, » *devant* « 95,000. »

Page 54, 6e ligne du bas, *lire :* Reichstag, *au lieu de :* Reichstad.

Page 60, 5e ligne du haut, *lire :* 1881, *au lieu de :* 1882.

Page 65, entre la 6e et la 7e ligne, *ajouter :* On ne saurait trop insister sur ce point, que la loi contre les socialistes n'est dirigée que contre celles des tendances de la démocratie socialiste qui constituent un danger public. Celle-ci n'est donc empêchée par rien au monde de prendre une part active à l'élaboration des réformes sociales, ni même de préparer elle-même ces réformes conformément à ces idées, à condition qu'elle renonce simplement aux procédés révolutionnaires que nul État ne doit ni ne peut tolérer.

Page 70, 7e ligne du haut, *lire :* 1870, *au lieu de :* 1871.

Page 71, 1re ligne du haut, *lire :* sociétés ouvrières, *au lieu de :* congrès ouvriers.

Page 78, 2e ligne du bas, *lire :* d'un jour par semaine, *au lieu de :* le lundi

Page 78, 1re ligne du bas, *lire :* plus de jours par semaine, *au lieu de :* le lundi.

Page 80, 2e ligne du bas, *ajouter* « et les comités » à « congrès. »

Page 81, 13e ligne du haut, *lire :* il n'aurait d'ailleurs pas d'initiative, *au lieu de :* d'ailleurs toutes les initiatives.

Page 89, 3e ligne du bas, *lire :* 8,000 *au lieu de :* 800.

Page 96, 14e ligne du haut, *lire :* des révolutionnaires, *au lieu de :* de la révolution.

Page 101, 2e ligne du bas, *lire :* Men, *au lieu de :* New.

Page 105, 3e ligne du haut, *ajouter* « de Londres » *derrière* « Allemands. »

Page 110, 6e ligne du bas, *lire :* emploi, *au lieu de :* envoi.

Page 124, 12e ligne du bas, *lire :* 40,000, *au lieu de :* 4,000.

Page 129, 6e ligne du haut, *lire :* 2 au 9, *au lieu de :* 29.

Page 133, 2e ligne du haut, *lire :* suisses, *au lieu de :* allemands.

Page 134, 8e ligne du bas, *lire :* dissolution, *au lieu de :* scission.

Page 140, 12e ligne du haut, *lire :* allemands et suisses, *au lieu de :* suisses.

Page 144, 5e ligne du bas, *lire :* Gand, *au lieu de :* Anvers.

Page 161, 6e ligne du haut, *lire :* des, *au lieu de :* de.

Page 163, 1re ligne du bas, *lire :* Valence, *au lieu de :* Barcelone.

Page 165, 2e ligne du haut, *lire :* 1833, *au lieu de :* 1855.

Page 169, 11e ligne du bas, *lire :* opposition, *au lieu de :* association.

Page 173, 4e et 5e ligne du bas, *supprimer* « inter » *devant* « national. »

Page 182, 7e ligne du bas, *lire :* Agram, *au lieu de :* Agren.

Page 185, 13e ligne du bas, *supprimer* le renvoi entre parenthèses.

Page 199, 2e ligne du haut, *lire :* législation, *au lieu de :* classe.

Page 205, 8e ligne du bas, *ajouter* « 1878 » *derrière* « Noël.

Page 210, 2e ligne du haut, *lire :* 15,000, *au lieu de :* 1,000.

Page 212, 8e ligne du bas, *lire :* Milwaukee, *au lieu de :* Milwauhee.

L'INTERNATIONALE ROUGE

INTRODUCTION

Avant d'aborder l'étude du mouvement socialiste dans chacun des pays de l'Europe et de l'Amérique, il convient, pour fournir au lecteur quelques points de repère, d'examiner d'abord sommairement les principes essentiels du socialisme moderne.

On s'accorde généralement à en faire remonter la paternité à Karl Marx, qui naquit à Trèves, le 2 mai 1818 et mourut à Londres, le 14 mars 1883.

Dès 1848, à la sollicitation de l'*Union communiste*, qui avait alors son siège à Londres, d'où il fut plus tard transféré à Cologne, il développa l'idée fondamentale de sa doctrine dans le *Manifeste communiste*, qui constitue encore aujour-

d'hui, dans ses points essentiels, la base du socialisme international.

Il parut de cette œuvre de nombreuses éditions, dans un très grand nombre de langues, et peu après la mort de Karl Marx, Frédéric Engels (né en 1819 à Barmen), qui fut son collaborateur pendant de longues années, en publia encore une nouvelle édition allemande, faisant ressortir tout particulièrement dans sa préface que l'idée dominante du *Manifeste* appartenait bien à Karl Marx et n'appartenait qu'à lui.

Suivant Engels, cette idée est la suivante : « La production économique et les classifications sociales qui en sont la conséquence nécessaire créent pour chaque époque la base de son histoire politique et intellectuelle; il en résulte, depuis que la possession en commun du sol, telle qu'elle a primitivement existé, a cessé d'être, que l'histoire tout entière a été uniquement, aux divers degrés du développement social, l'histoire des luttes des classes entre elles, luttes des exploités et des exploiteurs, des classes dominantes et des classes dominées; mais aujourd'hui, cette lutte est entrée dans une phase où il n'est plus possible à la classe exploitée et opprimée, au prolétariat, de se délivrer de la classe qui l'exploite et l'opprime, de la bourgeoisie, sans délivrer du même coup, et a jamais, la société tout entière de

l'exploitation, de l'oppression et, du coup, de la lutte même des classes. »

Puisque, donc, le système actuel ne peut être amélioré, étant fondé sur la propriété, laquelle repose elle-même sur l'opposition du capital et du salaire, il faut le remplacer par un système nouveau, ayant pour base la propriété collective et le travail collectif.

A la place de la production privée, qu'une aveugle concurrence rend effrénée et qui doit conduire ainsi, fatalement, à des crises de plus en plus violentes, il faut mettre la production collective, dont les différentes branches seront réglées et limitées suivant les indications de la statistique, et, au lieu du salaire, qui ne représente, une fois que ce que l'on appelle le profit de l'entreprise a été prélevé, que la satisfaction des plus stricts besoins matériels de la vie, chacun recevrait le fruit de la totalité du travail effectué.

Pour rendre possible le passage au système nouveau, le manifeste établit un certain nombre de conditions, et poursuit ensuite dans ces termes :

« Lorsque, dans le cours de l'évolution, les distinctions de classes auront disparu, et que toute la production se trouvera concentrée dans les mains de la collectivité, les pouvoirs publics perdront tout caractère politique. Au sens exact du

mot, tout pouvoir politique représente le pouvoir d'une classe organisée pour en opprimer une autre. *Si, dans sa lutte contre la bourgeoisie, le prolétariat constitue nécessairement une classe et qu'il passe par suite d'une révolution à l'état de classe dominante, et supprime comme telle, par la force, les anciennes conditions de production,* il supprimera par cela même les circonstances qui rendent possible l'opposition des classes, il supprimera du même coup sa propre domination, en tant que classe. *A la place de la vieille société bourgeoise avec ses classes et ses rivalités de classes il y aura une association au sein de laquelle le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous.* »

Et ainsi se trouve indiquée la voie qu'on compte suivre pour atteindre le but, et les conclusions de l'ouvrage prouvent assez que cette voie ne saurait être celle des réformes pacifiques, car ces conclusions sont les suivantes :

« En un mot, *les communistes soutiendront, où qu'il se produise, tout mouvement révolutionnaire dirigé contre l'état de choses politique et social actuel.*

« Tous ces mouvements révolutionnaires viseront au fond la question de la propriété, sous quelque forme qu'elle se présente, à quelque phase de son développement qu'elle se trouve.

« *Les communistes travailleront partout à l'union et à l'entente des partis démocratiques de tous les pays.*

« Les communistes dédaignent de cacher leurs idées et leurs projets. Ils déclarent ouvertement *qu'ils ne peuvent arriver à leurs fins qu'en renversant par la force tout l'ordre social* actuellement existant. *Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste. Les prolétaires n'ont à y perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner.*

« *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

ALLEMAGNE

Le mouvement socialiste ne date à proprement parler, en Allemagne, que de Ferdinand Lassalle (né à Breslau, le 11 avril 1825, mort à Genève, le 31 août 1864). Ses idées étaient en principe celles de Karl Marx, mais il possédait, en outre, de singulières aptitudes au rôle d'agitateur, s'entendant surtout à débarrasser merveilleusement les idées de leur forme scientifique si pesante et à les lancer dans les foules où elles produisaient alors l'effet de véritables projectiles incendiaires. Ce qui le décida à se poser en chef de l'agitation naissante, ce fut l'invitation que lui adressa le Comité central de Leipzig à convoquer un « congrès ouvrier allemand ». Il publia, à cette occasion, la *Réponse publique* du 1er mars 1863. Elle eut plusieurs éditions et renferme l'essence de ses théories.

Il y combattit d'abord énergiquement une idée qui avait alors cours dans les cercles ouvriers, et suivant laquelle les ouvriers n'avaient point à s'occuper du mouvement politique et devaient tout bonnement se considérer comme apparte-

nant au parti *progressiste;* il montra que les ouvriers n'avaient à attendre de satisfaction à leurs légitimes revendications que de la liberté politique, mais qu'ils n'avaient sous ce rapport rien à espérer du parti progressiste, dont les principes étaient bien mieux arrêtés que les leurs, qui, d'ailleurs, était dépourvu d'ambition politique et serait réduit à l'impuissance devant un gouvernement résolu.

Il montra que, notamment, la théorie de l'*aide-toi*, prêchée par les progressistes et appliquée par Schultze-Delitzsch sous la forme d'associations coopératives, n'était qu'un leurre, les associations de *crédit*, *d'avances* et *de matières premières* ne signifiant absolument rien pour des ouvriers attachés à la grande production industrielle et n'existant réellement que dans le système de la petite industrie, où chacun travaille pour son propre compte; encore ne constituent-elles, même dans ce dernier cas, aucune garantie durable contre l'envahissement de la grande industrie; et, d'autre part, les associations de *consommation* ne pourraient améliorer en rien la situation générale des travailleurs, car la loi de l'offre et de la demande réduirait toujours le salaire à rester ce qu'il est aujourd'hui, à ne représenter que la satisfaction des plus stricts besoins matériels de la vie.

Lassalle conseilla dès lors aux ouvriers d'adopter une ligne politique indépendante et de faire avant tout les plus grands efforts pour obtenir le suffrage universel et direct ; quant au surplus, il viendrait tout seul. Alors seulement, selon Lassalle, les ouvriers seraient en situation de se rendre maîtres de l'État, et d'appliquer sous sa forme véritable la théorie de l'*aide-toi ;* ils organiseraient sur une grande échelle, et d'abord pour les articles de fabrique, des associations de *production* qui, s'appuyant sur des *unions de crédit* et *d'assurance*, arriveraient, en se développant progressivement, à écraser toute la production des capitaux privés et nous conduiraient enfin à la forme socialiste, où la classe ouvrière tout entière serait entrepreneur et où chacun recevrait la totalité du produit de son travail.

Lassalle pensait que ces vérités simples et évidentes entraîneraient si puissamment les masses que, au bout de peu de temps, le gouvernement se verrait obligé de céder, et qu'alors l'*État démocratique et social* arriverait facilement à se constituer, par de simples décisions du parlement, derrière lequel se trouveraient tous les travailleurs.

C'est pourquoi il donna un caractère purement national à l'association qu'il fonda le 22 mai 1863 à Leipzig, et qui prit le nom de *Société générale des ouvriers allemands*.

Il la dota, du reste, d'une organisation nettement centralisée, réclamant pour lui, comme président de la Société, un pouvoir presque dictatorial et ne permettant pas aux membres de s'affilier à d'autres sociétés ou d'en former.

Dans les statuts, il donna à la Société pour but de travailler, par tous les moyens légaux, et notamment en gagnant l'opinion publique à sa cause, à établir le suffrage universel, égal pour tous et direct, attendu qu'il n'est aucun autre moyen d'arriver à représenter équitablement les intérêts sociaux de la classe ouvrière et de faire cesser définitivement les luttes de classes dans la société.

La suite montra que Lassalle s'était singulièrement abusé sur l'effet que ses idées allaient produire sur les masses.

Tous ses efforts n'aboutirent qu'à lui amener quelques milliers d'adhérents et, quand sa mort prématurée fit disparaître le chef, le mouvement se ralentit de plus en plus, tandis que les partisans de l'*Internationale* ayant à leur tête Liebknecht (Guillaume-Philippe-Martin, né le 29 mars 1826 à Giessen) et Bebel (Auguste-Ferdinand, né à Cologne le 22 février 1840), gagnèrent de plus en plus de terrain, et firent à l'école de Lassalle une redoutable concurrence.

L'Internationale fut fondée peu après la mort

de Lassalle, dans le meeting international qui se tint le 28 septembre 1864 dans *Saint-Martins Hall*, à Londres; elle reposait en principe sur les idées que Karl Marx venait de développer; ce fut lui d'ailleurs qui en élabora le programme et les statuts (V. *Documents*, 1).

Bien que le but définitif poursuivi par les deux écoles fût sensiblement le même, l'Internationale était loin cependant de partager les illusions de Lassalle, et de croire que des réformes pourraient être réalisées par voie légale, du jour au lendemain. Elle partait au contraire de ce principe qu'il fallait tout d'abord, en entretenant une agitation active et incessante, éveiller dans les masses l'esprit de classe, et organiser, de la sorte, une phalange bien unie pour la faire marcher contre la bourgeoisie; et c'est dans les chambres syndicales qu'elle chercha, non sans raison, un terrain d'action favorablement disposé, estimant que de ces associations devaient sortir les subdivisions définitives, suivant les diverses branches de production, de l'état socialiste.

Elle choisit en conséquence pour son organisation, la forme démocratique fédéraliste, plaçant à sa tête un comité de plusieurs membres, nommé *Conseil général*, auquel devaient ressortir des comités nationaux, provinciaux et locaux des divers pays; mais ces derniers devaient fonc-

tionner comme organes purement exécutifs, le droit de prendre les décisions appartenant aux seuls congrès. Elle insista en outre sur le caractère international du mouvement, mais se vit naturellement obligée, au début, de donner à son action des bases nationales.

La tactique des deux partis était donc entièrement opposée. Des dissentiments personnels vinrent encore accentuer cette opposition ; elle fut surtout violente quand le nouveau chef du parti de Lassalle, le D[r] Schweitzer (Jean-Baptiste, né à Francfort-sur-le-Mein, le 12 juillet 1833), fut soupçonné de faire servir l'agitation ouvrière aux intérêts de la réaction.

Comme, d'ailleurs, l'organisation du parti de Lassalle ne se prêtait pas au mouvement international, les chefs de ce dernier convoquèrent un congrès à Eisenach, le 7 août 1869, dans le but de mettre fin, pour le bien commun, aux dissensions intestines du parti et de travailler à une organisation nouvelle de l'association.

Le congrès siégea jusqu'au 9 août ; 263 délégués, représentant environ 300 sociétés et 155 486 adhérents, y prirent part. Mais, au lieu d'arriver à l'entente espérée, on ne réussit qu'à accentuer plus nettement la scission, de sorte que le parti antilassallien, acceptant un programme élaboré par Bebel, et qui était en principe celui de l'In-

ternationale, se constitua définitivement en un rameau de l'Internationale, et prit le nom de *Parti ouvrier socialiste démocrate.*

Ce parti se développa sous la direction de Bebel et de Liebknecht avec une rapidité d'autant plus grande, que la chute de la Commune de Paris et la loi française du 14 mars 1872 arrêtaient momentanément, en France, l'essor de l'Internationale, qui dut ainsi se rejeter sur l'Allemagne, où l'approche de la crise économique semblait devoir lui préparer un terrain favorable. Cependant le défaut d'entente des deux partis, les Lassalliens et les adhérents du programme d'Eisenach, enrayait toujours sensiblement leur commun développement, et, quand de plus l'intervention de l'autorité vint les menacer dans leur existence même, ils comprirent qu'un accord définitif devait de toute nécessité intervenir entre eux, et le *Congrès fusioniste* fut convoqué à Gotha, le 22 mai 1875.

25 659 membres actifs y furent représentés par 127 délégués qui délibérèrent jusqu'au 27 mai; délibérations qui aboutirent à la fusion des deux partis par la formation d'un *Parti socialiste ouvrier d'Allemagné* qui consentit à inscrire dans son programme la formation, selon les idées de Lassalle, d'associations de productions, avec l'appui de l'État, et à se servir de ces associations comme

de moyens de transition propres à préparer les solutions communes aux deux programmes ; l'organisation du nouveau parti fut adaptée à celle de l'Internationale. Mais il y fut tenu compte le plus possible de la situation particulière de l'Allemagne ; enfin les deux journaux qui, jusque-là, représentaient séparément les deux partis, le *Démocrate social* de Berlin pour l'école de Lassalle, et le *Volksstaat* de Leipzig pour celle d'Eisenach, devaient se fondre en un organe unique, le *Centralorgan* de la démocratie sociale d'Allemagne, qui plus tard devint le journal *Vorwärts* (en avant !).

Depuis lors, le *programme de Gotha* (voir *Documents*, III) constitue la base du mouvement socialiste en Allemagne, et l'on peut ajouter, du socialisme moderne tout entier, puisqu'il a été adopté, dans ses points essentiels, par toutes les fractions étrangères du parti.

Une fois cet accord rétabli, et la crise économique aidant, le parti socialiste démocratique prit un très rapide essor.

Dès l'année suivante, au congrès qui se tint à Gotha, du 19 au 23 août, il fut établi que le parti disposait de 22 agitateurs, dont 8 sédentaires et 14 volants, de 77 orateurs, de 46 employés (rédacteurs, expéditionnaires, etc.), soit en tout de 145 personnes bien stylées, entretenues, en partie ou

en totalité, aux frais du parti ; qu'il disposait en outre de 23 journaux politiques avec 100 000 abonnés ; on apprit que des brochures par centaines de mille avaient été écoulées et que notamment 40 000 exemplaires du calendrier, rédigé par le parti, avaient été vendus ; que les recettes s'élevaient à 50 000 marks et que le nombre des adhérents actifs était déjà de plus de 30 000.

Le compte rendu annuel du congrès suivant (qui se tint à Gotha du 27 au 29 mai 1877) établit que le nombre des journaux politiques était de 41, comptant 150 000 abonnés ; à eux seuls, le journal *Vorwärts* en comptait 12 000 et le *Nouveau-Monde*, journal illustré, 35 000 ; de plus, il s'était vendu dans l'année 50 000 calendriers. En outre, chose remarquable, l'organisation des syndicats avait pris, sous l'influence de l'agitation socialiste, un développement tel qu'on put compter dès cette époque 26 grandes associations, comprenant 50 000 membres, appartenant eux-mêmes à 1 266 localités différentes ; leurs recettes annuelles s'élevaient à 400 000 marks ; elles disposaient de 15 journaux spéciaux avec un tirage de près de 40 000 exemplaires. L'on put songer dès lors à une centralisation de toutes les chambres syndicales et l'on voulut tenir, le jour de la Pentecôte de l'année 1878, un congrès

général des chambres syndicales ; mais ce congrès ne fut point autorisé.

Il va sans dire que les succès des socialistes, dans les diverses élections, allaient sans cesse croissant. C'est ainsi que, lors des élections législatives partielles qui eurent lieu à Leipzig, à Hanovre, à Stuttgart et à Lauenbourg, le nombre des voix socialistes fut sensiblement supérieur à ce qu'il avait été au moment des élections générales. La présence presque continuelle des députés socialistes du Reichstag à Berlin tendant de plus en plus à faire de la capitale le centre du mouvement, les élections y donnèrent les résultats suivants : en 1867, il n'y eut que 67 votes socialistes ; en 1871, le nombre en fut déjà de 2 058 ; il y en eut 11 279 en 1874, 31 522 en 1877, et en 1878 on en compta jusqu'à 56 147.

L'ensemble de ces votes aux élections du Reichstag fut, en 1871, de 101 927, en 1874 de 351 670, en 1877 de 493 447, et en 1878 de 437 158 ; enfin le nombre des députés socialistes élus fut successivement de 1, 9, 12 et 9. En présence de ces succès, le congrès de Gand, où l'Internationale se réunit du 9 au 16 septembre 1877, proposa à tous les partis de l'étranger, comme un modèle à suivre, l'organisation de la démocratie sociale en Allemagne.

Partant de cette supposition, que l'État actuel

n'a ni la volonté, ni le pouvoir de réaliser une réforme sociale véritablement radicale, ce parti emploie tous ses efforts à miner les fondements légaux et moraux de l'édifice social, afin d'élever sur ses ruines l'État qu'il rêve ; tout gouvernement conservateur, c'est-à-dire vraiment soucieux de maintenir l'ordre politique et social tel qu'il existe aujourd'hui, devrait, en conséquence, s'opposer de toute son énergie à tout nouveau développement de ce dangereux mouvement.

Dans le courant des années 1874 et 1875, la Société générale des ouvriers allemands, dont la dissolution avait antérieurement été deux fois décidée, le « Parti ouvrier socialiste démocrate » et plusieurs autres associations socialistes avaient été dissoutes par l'autorité judiciaire, en vertu de la loi prussienne du 11 mars 1850, sur le droit d'association, qui interdisait aux associations politiques d'entretenir des rapports entre elles. Cela n'empêcha pas de nouvelles associations de surgir sans cesse, sous des noms nouveaux, avec des statuts modifiés et avec d'autres organisateurs. Ainsi naquit la société *le Parti ouvrier socialiste*, qui fut dissoute en 1877.

Le gouvernement demanda des armes au Parlement.

Il profita du dépôt d'une proposition de loi,

qui devint plus tard la loi sur la presse, du 7 mai 1874, pour chercher à y introduire un article (l'article 20) qui visait les excès de langage dont les journaux socialistes se rendaient coupables.

Cet article était ainsi conçu :

« Quiconque, par la voie de la presse, déclarera légitime et méritoire la désobéissance aux lois ou leur violation, sera puni d'un emprisonnement dans une forteresse dont la durée pourra être de deux ans. S'il y a des circonstances atténuantes, il sera infligé une amende dont le montant pourra être de 600 marks; quiconque se rendra coupable, par la voie de la presse, des délits inscrits à l'article 166 du Code pénal, sera puni d'un emprisonnement dont la durée ne pourra être ni inférieure à trois mois, ni supérieure à quatre ans. »

Mais le Reichstag repoussa cet article comme étant contraire au principe même de la loi qui était celui de la liberté de la presse; il estima que le nouveau projet, dans l'esprit du gouvernement, serait étendu aux délits de presse et armerait suffisamment le pouvoir.

Une nouvelle tentative fut faite, dans cette voie, deux ans plus tard, à l'occasion de la revision du Code pénal de l'empire. Le gouvernement voulut faire compléter l'article 130,

lequel visait l'excitation publique à la haine des classes de citoyens les unes contre les autres, et le danger qui en résultait pour la paix publique, par des dispositions additionnelles destinées à protéger le mariage, la famille et la propriété contre de semblables attaques.

Mais cette proposition du gouvernement eut encore contre elle la majorité du Reichstag; les libéraux se placèrent à ce point de vue théorique qu'une presse libre finit toujours par se corriger elle-même; ils oubliaient que le lecteur ordinaire, surtout s'il obéit à la rigoureuse discipline des socialistes, ne peut ni n'ose s'offrir le luxe de lire plusieurs journaux de nuances diverses.

Quant au centre, il ne voulut point entendre parler des pénalités édictées par cet article, car il fallait, selon lui, extirper jusqu'à la racine du mal ; ce point de vue était encore trop étroit, puisque la première mesure à prendre, pour guérir un mal, doit être d'en arrêter les progrès. D'ailleurs les deux partis faisaient à la proposition du gouvernement des objections d'ordre juridique.

Les attentats du 11 mai et du 2 juin 1878 fournirent au gouvernement une nouvelle occasion de demander au pouvoir législatif des armes contre le socialisme.

Qu'on veuille, ou non, voir un rapport direct

entre ces odieuses tentatives et les menées du parti socialiste, on est forcé de convenir que ce parti n'est pas pur de toute complicité, au moins morale, avec les assassins, ces attentats n'étant que les suites naturelles d'une agitation entretenue par des hommes que ne retenait aucun scrupule.

Comme l'insuffisance du droit commun devant les progrès toujours croissants du mouvement socialiste s'était, dans l'intervalle, démontrée jusqu'à l'évidence ; que, d'autre part, tous les efforts qui avaient été tentés jusqu'alors pour compléter la législation existante avaient échoué ; comme enfin le mal qu'il s'agissait de combattre venait de prendre un développement tel, que des mesures immédiates et essentiellement *préventives* parurent seules capables de fournir un remède à la situation ; pour tous ces motifs le gouvernement s'engagea dans la voie de la législation spéciale, et, le 29 mai 1878, il proposa au Reichstag une loi comprenant six articles, et qui apportait, provisoirement, pour une durée de trois ans, de certaines restrictions à la liberté de la presse, au droit de réunion et d'association.

Cette fois encore, l'appui que le gouvernement cherchait lui fit défaut.

Puis vinrent successivement le second at-

tentat, la dissolution du Reichstag, de nouvelles élections, enfin, un nouveau projet de loi, comprenant cette fois vingt-deux articles.

Dans l'exposé des motifs, le gouvernement indiquait ainsi qu'il suit les considérations auxquelles il obéissait :

« C'est pour l'État et la société, menacés jusque dans leurs fondements par la démocratie sociale, un devoir de conservation personnelle de s'opposer de toutes leurs forces au mouvement socialiste. Il est vrai que la pensée ne peut être étouffée par une contrainte extérieure et que l'on ne peut triompher d'un mouvement des esprits que dans une lutte spirituelle.

« Mais on peut et l'on doit priver légalement ce mouvement des moyens de s'étendre, quand il s'engage dans des voies fausses et menace de créer un danger.

« Mais, même avec les remèdes proposés par le projet de loi, le gouvernement ne réussira pas à supprimer entièrement le mouvement socialiste ; ce n'est encore là que la condition première de la guérison, et non la guérison elle-même. Il lui faut le concours actif de tous les éléments conservateurs de la société civile pour arriver, en ranimant le sentiment religieux, en éclairant et en instruisant les masses, en réveillant la notion du droit et le sens moral, enfin, en opérant des

réformes économiques, à extirper les racines mêmes du mal.

« La législation du droit commun est impuissante à opposer un frein à cette agitation, car elle est faite contre des infractions aux lois se produisant isolément, et non contre une hostilité continue envers l'État et la société.

« Une simple revision de la législation existante ne saurait donc être entreprise, car, pour être efficace, elle devrait s'élever au-dessus des besoins présents et aboutirait à des restrictions d'un caractère général et durable. Ce qu'il faut ici, c'est une loi spéciale, exclusivement dirigée contre les tendances de la démocratie sociale et apportant des restrictions sérieuses au droit de réunion et d'association, à la liberté de la presse et de l'industrie. A des situations extraordinaires, et pour ainsi dire morbides dans la vie sociale, il est logique de remédier par des lois spéciales qui, n'ayant d'autre but que celui d'obvier au danger du moment, perdent d'elles-mêmes toute efficacité, une fois que le but est atteint. »

Dans ces quelques lignes se trouve exprimé tout ce qui peut motiver la conduite du gouvernement ; on pourrait ajouter seulement qu'un courant d'idées visé par une loi spéciale est pour ainsi dire, par ce fait seul, en butte à la réprobation générale et que l'élément hésitant de la

nation voit alors, entre lui et ces idées, une démarcation bien plus nette que si l'on se contentait de modifier selon les besoins la législation de droit commun.

Quant aux délibérations auxquelles la discussion du projet de loi donna lieu au sein du Reichstag, on peut en recommander l'étude à tous ceux qu'intéressent le développement et la signification de la vie parlementaire ; car cette étude fournit une preuve vraiment typique de cette particularité, que les faits même les plus élémentaires, inscrits à l'ordre du jour, deviennent parfois méconnaissables si on les regarde avec les yeux prévenus de l'homme de parti.

Comme le but de cette brochure est autre, et que d'ailleurs l'espace nous fait défaut pour citer de longs exemples, contentons-nous de dire brièvement que cette loi fut stigmatisée de noms de *loi de parti*, de *loi de tendance*, « portant atteinte à la liberté politique et à la liberté de conscience », destinée « à servir les projets économiques du chancelier et n'ayant d'autre but que de battre en brèche les droits du Reichstag en matière d'impôt. »

Il ne faut donc pas s'étonner que la fraction socialiste du Parlement alla jusqu'à déclarer que tous ceux qui voteraient pour le projet violeraient

la Constitution, et se rendraient coupables de haute trahison envers le pays.

Le projet fut enfin adopté dans la forme indiquée au chapitre des Documents (n° V); la loi entra en vigueur le jour de la promulgation, le 22 octobre 1878, et son action devait prendre fin au 31 mars 1881.

Une fois qu'il fut bien évident que la loi passerait au Reichstag, des chefs du parti socialiste démocrate convoquèrent à Hambourg une conférence où fut discutée l'attitude à tenir en présence de la nouvelle législation.

D'un commun accord, on reconnut que l'organisation du parti était incompatible avec la loi qui allait être votée, et, pour prévenir l'intervention de l'autorité, on déclara l'association dissoute.

Mais on espérait paralyser l'action de la loi en maintenant l'union du parti à l'aide de journaux sans couleur déterminée, par la création de chambres syndicales et d'associations amicales, enfin, en répandant des brochures violentes qui entretiendraient l'agitation, et en s'affiliant aux associations étrangères.

Mais la promulgation de la loi ayant été immédiatement suivie de la suppression de toutes les associations et de toutes les publications qui s'y trouvaient visées, et le « petit état de siège », aînsi

qu'on a appelé le régime qu'instituait l'article 428 de la loi ayant été étendu à Berlin et aux environs et quarante-quatre agitateurs ayant été expulsés de la capitale, on acquit la conviction que la loi n'allait pas rester lettre morte, et l'on donna le mot d'ordre d'éviter provisoirement tout ce qui pourrait motiver une intervention de l'autorité, de se tenir parfaitement tranquilles en apparence, afin de tromper « la sagesse des représentants du peuple », comme aussi la vigilance des agents chargés de surveiller le mouvement socialiste, et de faire croire partout que la démocratie sociale n'était au fond pas si redoutable qu'on le disait, et qu'il était parfaitement inutile de prendre à son égard des mesures exceptionnelles.

La loi ne devant d'ailleurs pas rester longtemps en vigueur, on emploierait ce temps à mieux consolider le parti au dedans, à établir des rapports avec les socialistes des autres pays, ou à resserrer ceux déjà existants, à réunir de l'argent, bref à tout préparer pour pouvoir, quand le moment serait venu, reprendre la lutte avec toute la vigueur possible.

En vertu de cette tactique, l'agitation cessa à la surface et partout une entière tranquillité sembla régner.

Mais des voix diverses ne tardèrent point à

s'élever contre cette tactique ; on craignit notamment qu'en l'absence de toute agitation, le zèle des adhérents ne vînt à se refroidir, et les forces du parti à baisser en quantité et en qualité, de sorte qu'on n'aurait point à sa disposition, quand le moment d'agir serait venu, tous les moyens désirables, tous les moyens nécessaires pour atteindre le but proposé. Cette opinion trouvant un semblant de confirmation dans ce fait qu'on crut s'apercevoir que les adhésions commençaient à baisser, on crut devoir l'examiner avec quelque soin.

Des informations minutieuses furent prises sur la situation du parti en province, et ce ne fut qu'après que les renseignements les plus favorables furent arrivés de tous côtés, qu'on décida, dans une conférence secrète tenue au commencement de septembre 1879, à Wahren, petit village des environs de Leipzig, et à laquelle assistèrent les délégués d'un grand nombre de villes allemandes, qu'on s'en tiendrait à la tactique adoptée, et que le parti continuerait comme par le passé « à faire le mort ».

Cette décision déplut fort, comme bien l'on pense, aux socialistes qui penchaient vers l'emploi de la force, et au nombre desquels furent Most (Jean-Joseph, né à Augsbourg, le 5 février 1846), Hasselmann (Guillaume, né à Brême, le 25 septembre 1844), et leurs partisans.

Hasselmann fut d'avis qu'il valait beaucoup mieux jeter le masque et en venir immédiatement à la révolution violente, sans laquelle, de toutes façons, on n'aboutirait point quand même ; et, alors même que la tentative échouerait, disait-il, ce qui, dans les circonstances présentes, est probable, il n'y aura rien de perdu pour cela, car le sang versé est particulièrement favorable aux révolutions, et il aura du moins pour effet d'unir indissolublement le parti, tandis qu'avec la théorie de l'inaction, ce parti courait risque de « pourrir ».

De leur côté, les socialistes de l'étranger blâmèrent fort l'attitude de la majorité, et parmi eux, ce fut Most, expulsé de Berlin et réfugié à Londres, qui se montra particulièrement violent dans le journal la *Freiheit* qu'il fonda au commencement de 1879 et qui, depuis, a conquis une si triste célébrité.

Afin de combattre cette opposition, les chefs du parti se virent obligés de fonder également un journal à l'étranger ; ce fut le *Sozialdemokrat* qui parut à Zurich au mois d'octobre 1879.

Néanmoins l'opposition Most-Hasselmann gagnait constamment du terrain, et quand, au printemps suivant, la durée de la nouvelle loi fut prolongée, et qu'ainsi on ôta aux socialistes l'espoir sur lequel reposait leur tactique tout entière,

il parut indispensable d'arriver sans retard à une entente définitive.

A cet effet, on décida peu après la clôture de la session du Reichstag, au commencement de juin 1880, la réunion d'un congrès à Rohrschach. Mais déjà on avait procédé aux élections des délégués, et quelques-uns d'entre eux s'étaient mis en route, quand subitement l'idée du congrès fut abandonnée. On avait appris, dans l'intervalle, que Most et Hasselmann arrivaient également comme mandataires de leur groupe, et que l'adoption des principes révolutionnaires de ces deux chefs avait été proposée par un certain nombre de délégués ; on craignit que la discussion de cette question n'amenât une rupture complète que, dans l'intérêt du parti, on crut devoir éviter encore.

L'opposition étant la plus forte à Berlin et à Hambourg, les chefs du parti voulurent s'expliquer dans ces deux villes avec leurs adversaires, avant de laisser le congrès se réunir.

Les socialistes de Berlin se montrèrent hostiles au congrès lui-même, estimant que les lois d'exception rendraient fort difficiles les élections de délégués ; que probablement les chefs du parti et leurs amis politiques les plus intimes pourraient seuls prendre part aux délibérations ; qu'ainsi ce congrès ne pourrait être considéré comme

une représentation légale de la démocratie sociale allemande ; qu'enfin il n'y avait pour eux aucune chance de voir leurs idées triompher au sein du congrès, puisque l'opposition en serait, selon toute apparence, absente.

Quant à leurs prétentions, elles étaient assez étendues : ils demandaient notamment qu'on cessât toute polémique personnelle ; qu'on se réconciliât avec Most et Hasselmann et qu'on adoptât leurs principes révolutionnaires ; qu'on instituât un comité central, ayant au-dessus de lui une commission de contrôle ; qu'on fît un journal absolument radical ; qu'on rendît compte des sommes encaissées et qu'enfin l'on réglât le système des secours.

Il fallut deux conférences entre les chefs du parti et les opposants berlinois pour décider ces derniers à céder sur quelques points et à prendre part au congrès ; ces conférences eurent lieu en juillet 1880, l'une à Dessau, l'autre à Leipzig ; on fit quelques concessions à l'opposition et on s'engagea, quant au reste, à attendre la décision du congrès lui-même. Quant aux membres de l'opposition de Hambourg, non seulement ils élevèrent les mêmes doutes que les Berlinois, quant au mode de formation et à la compétence du congrès, mais ils profitèrent encore de l'occasion pour manifester leur mécontentement général.

Ils furent d'avis notamment que le congrès aurait pour principale mission de maintenir les chefs dans leur pouvoir dictatorial, et d'approuver leur mauvaise et partiale administration ; que ce congrès n'avait donc aucune raison d'être, qu'il présenterait même un danger, car le gouvernement profiterait de cet événement pour prendre des mesures plus sévères ; qu'il était non moins inutile et non moins dangereux de continuer la publication de la *Freiheit* et du *Sozialdemokrat*, comme aussi la distribution de brochures, attendu qu'il n'était pas possible, avec la loi nouvelle, de répandre convenablement ces publications, que ceux qui les colportaient, s'ils étaient pris, payaient de leur personne, tandis que ceux qui rédigeaient se trouvaient en sécurité à l'étranger ; ils ajoutaient que les chefs du parti étaient corrompus, qu'ils vivaient avec leurs amis dans l'opulence, tandis que tous les autres se trouvaient dans la misère, etc.

Les plaignants ne fournirent point à leurs adversaires l'occasion de s'expliquer avant le congrès ; ils se contentèrent d'adresser leurs doléances au congrès lui-même, sous forme de mémoire détaillé ; il est vrai que, quelques mois après, ils le retirèrent et consentirent à reconnaître le congrès comme le pouvoir suprême du parti.

Le congrès put enfin se réunir le 20 août 1880

dans le vieux château de Wyden, près d'Ottingen, en Suisse ; il siégea jusqu'au 23 août, et 50 délégués environ, de diverses villes allemandes, y prirent part ; Most et Hasselmann n'y étaient point venus. La composition et les délibérations du congrès justifièrent pleinement les appréhensions de l'opposition.

Il ne s'y produisit point d'opposition sensible, les délégués de Berlin ne firent point valoir leurs exigences, et, quant à la protestation de Hambourg, elle fut considérée comme un pamphlet émanant d'une rancune personnelle, et on ne jugea même point devoir le discuter.

Les délibérations furent calmes, et les décisions, prises toutes à l'unanimité presque entière, démontrèrent qu'à l'exception de quelques concessions insignifiantes faites à l'opposition, on s'en tenait à l'attitude observée jusqu'alors, un changement de tactique ne paraissant ni nécessaire, ni utile.

Le congrès prit, à l'unanimité, une décision en vertu de laquelle « il considérait comme bonne la tactique suivie, depuis la promulgation de la loi sur les socialistes, aussi bien par les députés que par l'assemblée du parti, et il exprimait la confiance aux chefs qui agissaient dans ces circonstances difficiles pour le bien du parti ».

En vertu des délibérations du congrès, la direc-

tion du parti fut laissée aux membres du Reichstag, une commission de contrôle fut en outre instituée, à côté de ces chefs; Most et Hasselmann furent exclus pour avoir miné la discipline du parti, le mot *légaux* fut effacé dans le programme de Gotha devant le mot *moyens*, la note du *Sozialdemokrat*, désormais le seul organe officiel du parti, devait être accentuée dans le sens radical; le mode d'organisation des groupes fut abandonné à l'appréciation des adhérents dans les diverses localités; une part active serait prise aux élections du Reichstag, du Landtag et de la Commune; on travaillerait notamment, de toutes les forces du parti, aux élections législatives de 1881, et, dans ce but, on conseilla de prendre les dispositions suivantes :

1° Agitation organisée dans toutes les circonscriptions électorales; organisation solide du mouvement par tous les moyens qui paraîtraient pratiques;

2° Cotisations régulières;

3° Prendre dans toutes les circonscriptions électorales directement part à l'élection, et, sans tenir compte du nombre des socialistes votants, présenter ses propres candidats, s'abstenir en cas de ballottage.

Enfin on décida :

En principe, la convocation d'un congrès tous les ans, et au moins tous les trois ans.

La création d'un système régulier de communications avec les socialistes et les associations socialistes de l'étranger, et notamment d'un office de communication ayant son siège à l'étranger, et qui servirait d'intermédiaire entre les divers partis, recevrait toutes leurs propositions, leurs plaintes, etc., et y ferait des réponses appropriées.

D'autre part, considérant que l'émancipation de la classe ouvrière devra être l'œuvre de tous les prolétaires réunis, et que la démocratie socialiste d'Allemagne a toujours affirmé hautement son caractère international, le congrès décida qu'il accordait toute sa sympathie au projet d'un congrès socialiste universel, devant se réunir en 1881 ; projet qui avait été mis en avant par les socialistes belges, et qu'il chargeait son comité de se faire représenter au dit congrès par deux délégués.

On peut considérer le congrès de Wyden comme marquant une phase nouvelle du mouvement socialiste allemand. D'abord, il affirme définitivement la scission du parti en deux groupes, celui des radicaux ou groupe de Most-Hasselmann, et celui des modérés ou groupe de Bebel-Liebknecht.

Les radicaux dégénérèrent en véritables anarchistes quand les moyens qui leur paraissaient

devoir servir à l'émancipation du prolétariat furent devenus pour eux une question d'existence personnelle, et ils s'accordèrent à considérer l'état social actuel comme étant si profondément perverti qu'il fallait le renverser de quelque manière que ce fût, sans se soucier de savoir ce qu'on mettrait à sa place ; leur idéal fut le chaos universel qui entraînerait fatalement la guerre de tous contre tous, et l'effondrement de toute civilisation.

Les modérés, au contraire, tenaient davantage compte des circonstances. Tout en reconnaissant également que l'état présent ne saurait ni durer ni se perfectionner, ils estiment qu'on ne saurait le faire disparaître du jour au lendemain ; et qu'au lieu de le « renverser » violemment, il faut le « miner » lentement, afin qu'il tombe de lui-même, et que de ses ruines puisse sortir, comme un phénix renaissant de ses cendres, « l'État socialiste libre ».

Mais personne ne se chargera de résoudre pratiquement le problème. Ce système, en effet, a pour base, ou une humanité idéale et parfaite, ou le plus écrasant des despotismes.

On voit par là combien peu ce parti mérite le nom de modéré, qu'on lui a donné, et sous ce rapport, le congrès de Wyden a levé tous les doutes, et a ôté à ce groupe l'auréole d'une

réforme pacifique, dont on se plaisait à l'entourer.

La loi contre les socialistes visant en effet, par l'esprit et la lettre, spécialement les tendances de la démocratie sociale, et la suppression du mot de *légaux* dans le programme de Gotha signifiant, suivant une interprétation souvent développée au Reichstag, par les députés socialistes eux-mêmes, que la reconnaissance de la loi contre les socialistes impliquerait une renonciation complète au but même que le parti se propose, les socialistes soi-disant modérés se sont révélés comme un parti *révolutionnaire*, tombant par conséquent sous le coup de la législation nouvelle. Et, s'il conserve les apparences extérieures d'un parti de réforme pacifique, il ne faut voir là qu'une habile manœuvre, destinée à garder un semblant de légalité et ne pas effrayer les éléments indécis de la nation.

Cette prise de position définitive est nettement caractérisée dans un manifeste qui fut envoyé, après la clôture du congrès, à tous « les partis qui fraternisent avec le parti socialiste, et à tous les coreligionnaires de l'étranger » ; on y voit clairement apparaître la tendance internationale du parti et la solidarité existant entre lui et toutes les nuances anarchistes et révolutionnaires du dehors.

Quoique divisés quant à la tactique à suivre, les deux fractions du « socialisme allemand », celui des « socialistes démocrates » proprement dits et celui des « anarchistes », ont donc identiquement la même base; ils reposent tous deux sur la conviction que le *système actuel ne peut subsister, qu'il doit nécessairement être renversé et qu'il faudra en définitive recourir à la force pour atteindre ce but.* On se trouve donc en présence, non de deux partis distincts, mais de deux fractions différentes d'un seul et même parti, du parti de la Révolution rouge.

Pour donner une preuve de cette assertion et pour donner au lecteur une idée approximative de la prose des organes officiels des deux groupes, la *Freiheit* et le *Sozialdemokrat*, donnons quelques échantillons des articles qui furent lus dans le Bundesrath au mois de mars 1881, à l'occasion de la communication d'un rapport sur les dispositions prises en vertu de l'article de la loi contre le socialisme.

Voici d'abord comment le *Sozialdemokrat*, l'organe des modérés, du 20 février 1881, s'exprime dans son huitième numéro :

« Le parti ouvrier socialiste démocrate n'a cessé d'affirmer hautement qu'il est un parti révolutionnaire, en ce sens qu'il reconnaît l'impossibilité de résoudre la question sociale en main-

tenant la société actuelle et qu'il veut, par conséquent, arriver à une révolution sociale. Nous *souhaitons aujourd'hui, comme par le passé, qu'il fût possible d'arriver à cette solution* par la voie pacifique, et ce serait folie de nous en faire un reproche. Mais, tout en en exprimant aujourd'hui encore le désir, nous n'y insisterons plus, car nous savons que c'est là *une pure utopie.* Les *clairvoyants de notre parti n'ont jamais cru à la possibilité d'une révolution pacifique*, car l'histoire leur a appris que c'est la *force* qui fait sortir de toute vieille société la société nouvelle qu'elle porte dans ses flancs.

« *Aujourd'hui, nous savons tous que l'état socialiste ne sera réalisé que par un bouleversement violent* et qu'il est de notre devoir de répandre cette conviction dans toutes les classes de la société. »

Dans les numéros du 6 et du 20 février 1881 on lit :

« Nous croyons que, si réellement la guerre venait à éclater, à l'est ou à l'ouest, ou des deux côtés à la fois, il s'élèverait encore un autre adversaire, bien autrement redoutable que l'ennemi du dehors, et cet ennemi serait le prolétariat. *Ce sera alors une guerre à mort.*

« Tôt ou tard, la famine, l'épidémie ou la guerre ravageant l'Europe, le cri de douleur des pau-

vres qui jusqu'alors aura retenti en vain, deviendra en ce jour un cri de vengeance qui fera pâlir les grands et les puissants. Alors sonnera l'heure du jugement, l'heure de la délivrance. »

On voit ici poindre une idée familière aux socialistes, à savoir qu'on profiterait de la première complication politique survenant en Europe, pour exécuter le grand coup, avec l'aide du prolétariat tout entier. Et l'on voit apparaître là, sous son jour véritable le patriotisme de ces gens-là !

Dans le n° 21 du 25 mai 1880, on trouve un article intitulé : « Démocratie sociale et Christianisme », conçu en ces termes :

« Il n'y a pas à se le dissimuler : le *christianisme est le plus grand ennemi du socialisme. Une religion aussi stupide* n'a pu jeter des racines et se développer pendant deux mille ans, qu'au sein d'une humanité entièrement pourrie, et elle a eu de tout temps pour but, non pas de délivrer le monde de la misère et de la pauvreté, mais de s'en servir pour ses propres fins et pour en couvrir ses péchés et ses crimes.

« Quand Dieu sera chassé des cerveaux humains, ce qu'on appelle la grâce divine en sera bannie du même coup, et quand le ciel de là-haut apparaîtra comme un immense mensonge, les hommes chercheront à se créer le ciel ici-bas. En

combattant donc le christianisme, on combat la monarchie et le capitalisme. »

Enfin, relativement à l'assassinat de l'empereur Alexandre, on trouve, dans le n° 12 du 20 mars 1881, les réflexions suivantes :

« La volonté de Dieu est faite ! » C'est par ces mots que le *Journal officiel russe* commence le récit qu'il nous donne de la mort d'Alexandre II.....

« Nous qui ne sommes pas des croyants, nous ne voyons pas la main de Dieu, mais bien celle des hommes, dans l'attentat du 1/13 mars, que nous appellerons non le meurtre, mais l'exécution d'Alexandre II. La mort du tyran russe est l'accomplissement d'un jugement et c'est un exemple menaçant. Un jugement ? Certes, oui ! Alexandre II, que ses flatteurs appelaient « le libérateur », mais qui était en réalité l'oppresseur, était depuis longtemps condamné à mort. La réaction européenne a beau se livrer à des gémissements hypocrites, jamais condamnation à mort n'avait été si justement prononcée. »

Et maintenant, arrivons à la *Freiheit*, l'organe des anarchistes. On lit, dans le n° 33 qui est celui du 14 août 1880 :

« Ce n'est plus l'aristocratie et la royauté que le peuple veut anéantir ; — de ce côté, quelques coups suffiront sans doute : il s'agit, dans la prochaine

mêlée, de *frapper la bourgeoisie jusqu'à ce qu'elle soit totalement anéantie.* »

Puis, dans le n° 45, du 6 novembre 1880 :

« Ce n'est pas en écrivant des articles incendiaires, ni en répandant parmi les masses des écrits révolutionnaires qu'on fait une révolution ; ce sont là simplement des moyens d'agitation propres à éveiller l'idée révolutionnaire; mais le principal élément de la lutte, il ne faut jamais le perdre de vue, c'est l'*action.*

« En avant donc et agissons! Il faut que tous ceux qui sympathisent avec nous soient décidés aussi à exposer leur vie... Arrière ces doutes et ces idées vaines qui vous retiennent encore! Ne regardez ni à droite ni à gauche ; il n'y a qu'un but, et qu'un moyen de l'atteindre, *c'est le renversement violent de la société actuelle!* »

Le n° 51, du 18 décembre 1880, est ainsi conçu :

« Exterminez-la, la misérable vengeance! Tel est le refrain d'un chant révolutionnaire. Ce sera aussi le cri que le comité exécutif poussera après la victoire du prolétariat. Dans les moments de crise, il faut qu'un révolutionnaire ait constamment devant les yeux le billot ; — ou bien *il fait tomber les têtes de ses ennemis*, ou il est lui-même décapité. La science fournit aujourd'hui le moyen de détruire très proprement, et en grand, cette race de monstres.

« *Les princes et les ministres, les hommes d'Etat, les évêques, les prélats et les grands dignitaires des autres églises, une bonne partie du corps des officiers, la majeure partie de la haute bureaucratie, divers journalistes et avocats, en un mot tous les plus importants représentants de la bourgeoisie et de l'aristocratie, tels seront les hommes que nous condamnerons à périr.* »

Dans tous ces articles, on fait ce qu'on appelle *la propagande de l'action ;* on y prêche notamment la *politique de la dynamite* dont il sera encore question plus loin. Dans le n° 6 du 5 février 1881, le christianisme est présenté dans des termes qu'il est presque impossible de répéter, comme une *blague inventée par des charlatans :*

« Parcourez la Bible — en admettant que vous puissiez surmonter le dégoût qui s'emparera de vous, quand vous ouvrirez *le plus infâme et le plus ignoble des livres* — et vous ne tarderez pas à reconnaître que le Dieu qu'on vous prêche là est un *monstre odieux à plusieurs millions de tête, vomissant le feu, respirant la vengeance.* »

Et pour finir, voici l'appréciation de Most sur l'attentat de Saint-Pétersbourg. On le trouve dans le n° 12, du 19 mars 1881 :

« Victoire ! victoire ! La prédiction du poète s'est réalisée ! Un des plus monstrueux tyrans de l'Europe, dont la perte était jurée depuis longtemps

et qui avait fait tuer et emprisonner, dans son besoin immodéré de vengeance, d'innombrables héros et héroïnes du peuple russe — l'empereur de Russie n'est plus! Ce fut pendant l'après-midi de dimanche que, revenant d'une de ces odieuses réjouissances, qui consistent à repaître les yeux du spectacle d'un troupeau d'esclaves de fer et de sang, convenablement dressés, et qu'on nomme « revues militaires », que le monstre fut atteint et frappé d'une main vigoureuse par les juges du peuple. »

Cet article, qui était intitulé *Enfin!* valut à son auteur, même sous le régime des lois anglaises, une condamnation à seize mois d'emprisonnement; il est vrai que l'intérêt qu'excita son journal ne fit que grandir, par suite de cette condamnation, et qu'il en écoula un nombre toujours croissant d'exemplaires.

De telles appréciations ne restaient point isolées. Hasselmann, refugié en Amérique pour cause de dettes, et étant encore à cette époque député au Reichstag, s'exprima deux jours après l'attentat, avec un égal cynisme, dans une réunion publique où il faisait allusion à des princes allemands qu'on ferait bien d'assassiner, et dans une adresse de félicitations que cette réunion envoya aux nihilistes russes, on dit entre autres : « Frères, nous approuvons entièrement votre

conduite! Tuez, détruisez, faites partout table rase, jusqu'à ce que vos ennemis et les nôtres soient anéantis. »

Il est inutile d'insister et nous ajouterons seulement que ces échantillons ne dépassent en aucune façon la note moyenne de ces deux journaux ; ces feuilles, ainsi que les brochures s'exprimant sur un ton tout à fait analogue, étaient, encore dans ces derniers temps et malgré la rigueur de la loi, répandues en Allemagne par milliers d'exemplaires et lancées dans la foule.

Avec une virtuosité véritablement infernale, on trouvait sans cesse de nouveaux moyens de distribution, depuis le simple envoi par lettres cachetées, jusqu'aux modes d'expédition les plus raffinés (introduction dans des paquets de marchandises faussement déclarées, dans des porte-plumes creux, dans des tubes de bambou, dans des statuettes de plâtre, dans des boîtes à sardines, dans des pains de sucre, etc.), effectuant ces envois tantôt par les voies de communication les plus directes, tantôt par les chemins les plus détournés et les contrées les plus lointaines.

Il va sans dire que tous les événements qui se passaient au sein de la démocratie allemande étaient suivis avec un vif intérêt par les partis socialistes de l'étranger, car les démocrates allemands étaient tenus en haute estime au dehors,

à cause de la science approfondie qu'ils avaient mise à développer les idées socialistes et de la résistance qu'ils apportaient à la loi d'exception. On prit parti soit pour l'une, soit pour l'autre des fractions et, de la sorte, la scission qui s'était produite dans le socialisme allemand se manifesta également lors des deux congrès socialistes qui se tinrent l'année suivante, au mois de juillet à Londres, au mois d'octobre à Coire.

Le congrès de Londres, qui représentait la tendance anarchiste, proclama le renversement immédiat de tout ce qui existait, par tous les moyens, et notamment par l'emploi de matières explosibles, et il décida que l'organisation commune ferait place à l'initiative absolument individuelle.

Quant au congrès de Coire, qui représentait la tendance modérée, il rejeta l'idée de commencer dès l'abord par la révolution violente ; il fut d'avis qu'une solide organisation nationale était d'abord nécessaire dans les divers pays, avant qu'on pût songer à une action commune.

Les élections générales du Reichstag allant avoir lieu peu après, le 21 octobre 1881, le gouvernement crut devoir, à cette occasion, redoubler de précautions.

Les anarchistes se désintéressèrent naturellement des élections, puisqu'ils avaient depuis long-

temps renoncé à tirer un parti quelconque du vote, lequel n'était pas inscrit à leur programme. Mais il en fut autrement des démocrates socialistes qui se laissaient guider par des considérations d'opportunité et étaient d'ailleurs liés par les résolutions du congrès de Wyden. On trouve leur théorie électorale nettement exposée dans un article qui parut dans le *Sozialdemokrat* du 29 septembre 1881, peu avant l'ouverture de la période électorale et qui, portant ce titre : *Pourquoi nous votons!* était conçu dans les termes suivants :

« Nous votons non pas parce que nous voyons dans le bulletin de vote un moyen de faire triompher notre cause, car nous savons fort bien que par le vote seul le peuple ne parviendra jamais à l'exercice de ses droits. *Nous votons bien plus pour protester contre la politique honteuse, contre l'exploitation des masses en Allemagne. Nous votons pour révolutionner les masses. Notre victoire électorale signifie la victoire de la révolution !* »

En même temps, l'on voulut profiter de la première occasion qui s'offrait, depuis la promulgation de la loi nouvelle, pour se compter et pour donner une nouvelle confiance au parti en lui montrant que le nombre de ses membres était toujours aussi considérable; on voulait en même temps éveiller, chez les ouvriers qui ne faisaient

pas partie du groupe, le sentiment que le but de ce groupe était juste et réalisable.

On se vit en présence de grandes difficultés ; car on n'avait ni candidats, ni argent, ni liberté d'action. Mais l'énergie des chefs sut triompher de ces obstacles. La question des candidats fut résolue en ce sens qu'on présenterait les mêmes candidats dans des collèges différents, espérant qu'en cas d'élections doubles, il serait aisé de trouver une solution nouvelle. L'argent vint en grande partie de l'étranger. Fritzsche (Frédéric-Guillaume, né le 27 mars 1825 à Leipzig) rapporta une somme de 13,000 marks des États-Unis où il était allé, au printemps de la même année, faire une tournée et créer une agitation ; une somme égale fut fournie par un banquier juif qui, depuis quelques années, soutenait assez largement les socialistes de ses subsides ; enfin le reste se trouva au sein du parti lui-même.

Pour triompher enfin des obstacles créés par la loi d'exception, on chercha à s'introduire dans des sociétés étrangères, l'on répandit des brochures et des journaux, enfin l'on prit d'autres mesures encore.

Le résultat fut fort satisfaisant, puisque les socialistes eurent 311,961 voix et 12 de leurs candidats élus.

Ce nombre est, il est vrai, inférieur d'une cen-

taine de mille environ à celui qu'avaient produit les élections de 1878, avant la promulgation de la loi contre le socialisme ; mais on aurait tort de conclure de là à un ralentissement du mouvement socialiste.

Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que les anarchistes s'abstinrent entièrement, cette fois, de prendre part aux élections et ne purent par conséquent entrer en ligne de compte et que, d'un autre côté, un grand nombre de partisans de l'autre fraction durent sans aucun doute s'abstenir, par pusillanimité momentanée ou par crainte de la loi contre les socialistes.

Les succès remportés par ce parti dans le courant de 1883, lors des élections partielles de Hambourg, de Kiel, de Wiesbaden, dans les élections du Landtag saxon, dans les élections communales de Berlin et d'ailleurs, prouvent assez que ses forces ne vont point diminuant. La ville de Hambourg envoya Bebel au Reichstag avec un nombre de voix sensiblement supérieur à celui de l'année précédente ; ce fut le treizième député socialiste ; à Kiel et Wiesbaden, la proportion des votes socialistes s'accrut de même ; le parti envoya quatre de ses représentants siéger au Landtag saxon. Il a obtenu plus d'un dixième des voix aux élections municipales de Berlin, où il fit triompher cinq de ses candidats, enfin il a

la majorité des sièges dans diverses localités, notamment aux environs de Leipzig et de Dresde.

Cependant, en présence de l'attitude que les nouveaux élus prennent au Reichstag, à l'occasion surtout des débats sur le *petit état de siège* (décembre 1881), proclamé à Berlin dès le 29 novembre 1878, à Hambourg le 29 octobre 1880, et à Leipzig le 19 juin 1881, le gros du parti ne cacha point son mécontentement. Blos, en effet, et Hasenclever, crurent devoir décliner, au nom de leur parti, la responsabilité de ce qui se disait et s'écrivait à l'étranger, car, dirent-ils, les péchés de l'étranger ne sauraient être imputés au parti national, qui n'a ni organisation, ni presse, ni aucun autre moyen de manifestation officielle.

Un véritable torrent d'indignation accueillit cette déclaration qui reniait les frères du dehors, reniait le journal solennellement reconnu par le congrès de Wyden comme l'organe officiel du parti et reniait les liens de solidarité qui existaient entre tous les socialistes, et dont l'envoi des délégués au congrès universel de Coire avait, récemment encore, publiquement affirmé l'existence.

Les députés du Reichstag durent en conséquence, au nom de leur parti, faire paraître au *Sozialdemokrat*, une déclaration par laquelle ils reconnaissaient ce journal comme l'organe officiel des socialistes démocrates et acceptaient l'en-

tière responsabilité de sa ligne de conduite.

En même temps se posa, pour le parti, la question de savoir quelle conduite on adopterait en présence du Message impérial du 17 novembre 1881, qui indiquait tout spécialement, comme on sait, la voie des réformes positives sur le terrain social, comme étant la voie où il fallait s'engager pour compléter l'action purement répressive de la loi sur les socialistes, affirmations renouvelées dernièrement encore dans le Message du 14 avril 1883. Une conférence fut réunie dès le mois de décembre 1881 à Dresde, et l'on s'accorda à repousser de la manière la plus absolue le socialisme d'État, tant qu'inauguré par Bismark, il ne serait destiné qu'à soutenir le système gouvernemental du chancelier.

Dans le cours de l'année suivante (1882), deux courants opposés se firent jour au sein du parti socialiste; cette année avait fourni des moyens d'agitation nombreux : projets de lois sur les assurances en cas d'accidents, sur le monopole du tabac, sur les caisses de secours mutuels; pétitions des ouvriers demandant au Reichstag, à l'instigation des socialistes, l'introduction de la journée de travail normale, la suppression ou, du moins, la réglementation du travail des femmes et des enfants, du travail du dimanche et du travail des prisonniers, etc., et cette agitation était

rendue d'autant plus aisée aux députés du Reichstag que, pendant le long intervalle des sessions, ils pouvaient circuler librement dans tous les sens, sur tous les chemins de fer allemands.

Une fraction du parti jugea inutile, en présence des avances du gouvernement, de se maintenir sur le terrain de la négation absolue ; ils n'étaient pas fort loin d'adhérer, dans certains cas, aux propositions gouvernementales, et d'accepter, ne fût-ce qu'à titre d'acompte, ce qu'on leur offrait.

L'autre fraction, au contraire, repoussait de parti pris toutes les concessions partielles et, estimant que tout cela n'était après tout que *fantasmagorie* et que *politique de gobe-mouche*, elle ne voulut même point examiner les offres qui lui étaient faites, persistant à croire que les difficultés pendantes ne pourraient être résolues avec le maintien de l'ordre politique et social actuel, mais seulement par une révolution radicale et violente.

Les chefs du parti crurent utile de faire disparaître ces divergences d'opinion, et l'on profita des fêtes célébrées à l'occasion de l'inauguration du tunnel du Saint-Gothard, pour réunir à Zurich une conférence (19-21 août 1882) à laquelle on soumit, en outre, diverses questions relatives à la tactique de l'association et à l'organisation populaire suisse du parti : achat d'une imprimerie et d'une librairie, règlement des comptes, prépa-

ration d'un congrès devant se réunir à Pâques 1883 et qui se prononcerait en dernier ressort sur l'attitude à prendre en présence des projets de réforme gouvernementaux.

Ce congrès fut préparé avec le plus grand mystère. Après avoir indiqué comme lieu de réunion des villes de Suisse, de Belgique, de Suède, on se décida, peu avant l'ouverture du congrès, pour Copenhague, et ce ne fut qu'au dernier moment qu'on avertit les délégués de ce choix, et des socialistes éprouvés ne furent renseignés que par une note parue dans un journal français et due, sans doute, à une indiscrétion. Le congrès s'ouvrit le 29 mars 1883 à Copenhague et dura jusqu'au 1er avril; il comprenait soixante délégués parmi lesquels se trouvaient des représentants des socialistes allemands, de Zurich, de Paris et de Londres.

L'ordre du jour officiel fut le suivant :

1° Rapport général sur la situation du parti, sur les subsides recueillis et sur leur emploi;

2° Communication relative à l'état matériel du journal *Sozialdemokrat;*

3e Rapport sur l'attitude des députés au Reichstag;

4° *La démocratie sociale et les réformes gouvernementales;*

5° Prolongation de la loi sur les socialistes;

tactique du parti et attitude du journal le *Sozialdemokrat;*

6° Les élections pour le Reichstag;

7° Organisation et agitation en vue des élections.

L'ordre du jour fut épuisé en sept séances qui se tinrent sous la présidence de Bebel, dans un local prêté par les socialistes de Copenhague. Le résultat des délibérations fut sommairement le suivant :

La situation générale du parti était tout à fait satisfaisante. Le rapporteur montra, au milieu des applaudissements unanimes, que le parti était toujours parfaitement uni et que, depuis le congrès de Wyden, sa confiance et son espoir n'avaient fait que grandir, malgré la loi d'exception, malgré le poids de la situation économique, malgré les persécutions de tout genre; que ce résultat devait être attribué aux élections législatives de 1881, où, pour la première fois depuis la nouvelle loi, les socialistes marchaient pour ainsi dire au feu, reconnaissant leurs forces, comme aussi la véritable organisation et la véritable tactique qu'il convenait d'adopter; que si l'on tirait parti des résultats obtenus, on pourrait espérer retrouver, aux prochaines élections, le nombre de voix atteint aux élections de 1878, car l'esprit était partout excellent, l'organe du parti se ré-

pandait de plus en plus, et l'agitation était devenue plus facile depuis que le Reichstag avait décidé que les votes socialistes, les réunions publiques et les souscriptions au profit des familles des expulsés, ne tomberaient pas d'une manière immédiate sous le coup de la loi sur les socialistes, qu'il suffisait, par conséquent, d'agrandir les *trous* que ces décisions avaient faites à cette loi.

Quant à la situation financière du parti, elle était la suivante : Du 5 août 1881 au 28 février 1883, on avait recueilli 95,000 marcs, 20,000 francs avaient, en outre, été envoyés à Zurich dans des buts divers, et l'on avait trouvé enfin plus de 150,000 marcs qu'on avait immédiatement dépensés en secours, pour frais électoraux et autres. On rendit surtout hommage à la générosité de l'Amérique. Des vœux, tendant à fournir régulièrement aux membres de la société des Comptes rendus détaillés de l'emploi des fonds, vinrent également se produire, vu que certains hommes de confiance du parti, fonctionnant comme collecteurs, n'avaient pas été à l'abri de tout soupçon.

Il fut reconnu que ces désirs étaient fort légitimes, mais que, néanmoins, il serait d'une part difficile de les satisfaire et que, d'autre part, la loi nouvelle rendrait fort dangereuse la publication de semblables comptes rendus.

Après de longs débats, on se contenta d'adopter la décision suivante :

Le *Sozialdemokrat* publiera à la fin de chaque trimestre, en même temps que les quittances des sommes reçues, les totaux des sommes dépensées; tous les six mois, une commission spéciale vérifiera les comptes et indiquera sommairement au *Sozialdemokrat* les résultats de son enquête; les comptes détaillés ne devront être soumis qu'aux congrès ou conférences.

On s'était plaint de divers côtés que les fonds du parti étaient employés parfois à soutenir des indignes; on recommanda donc la plus grande prudence dans l'examen des motifs sur lesquels s'appuyaient les demandes de secours, et l'on décida, quant aux secours demandés par les émigrants, de n'en accorder qu'aux seuls socialistes dont l'émigration était motivée par une condamnation dûment prouvée.

La situation matérielle du journal fut reconnue satisfaisante; on en approuva d'ailleurs l'attitude générale; le chiffre des abonnés avait quadruplé depuis le congrès de Wyden, de sorte que ce journal, non seulement couvrait les frais, mais commençait à rembourser les avances qui lui avaient été autrefois faites ! D'ailleurs, pour que cet organe eût une imprimerie fixe, où l'on pût également imprimer des pamphlets compromet-

tants, on avait acheté à Hottingen-Zurich l'imprimerie coopérative et la librairie populaire.

On déclara que les députés avaient tous fait leur devoir. A quelques-uns d'entre eux on reprocha seulement de s'être quelquefois montrés trop modérés et d'avoir paru s'écarter quelque peu du programme sur des questions de principes; on reconnut que leurs opinions ne variaient que sur quelques points de détail, et que tous ne pouvaient et ne devaient agir que dans la mesure de leurs forces.

Comme le temps faisait défaut au congrès pour aborder cette question, on n'ouvrit point de débat sur la conduite à tenir en présence des réformes, mais il fut décidé à l'unanimité :

Que le *Congrès ne croyait ni que les intentions des classes dirigeantes fussent sincères, ni qu'elles eussent le pouvoir d'effectuer des réformes; mais qu'il avait la conviction que ce qu'on appelait la « Réforme sociale » n'était qu'une manœuvre destinée à détourner la classe ouvrière des vraies solutions.*

Que cependant il était du devoir du parti et de ses représentants au Reichstad de voir, dans les réformes proposées, sans se préoccuper des motifs qui les ont dictées, ce qu'il peut s'y trouver d'avantageux pour la classe ouvrière; *mais qu'en aucun cas il ne fallait renoncer pour cela à l'ensemble des revendications sociales.*

En ce qui concerne la loi sur les socialistes, on pensait qu'elle ne serait pas abrogée et qu'il ne fallait point à cet égard se faire de grandes illusions. Mais, alors même que cette loi serait levée, les socialistes se trouveraient en présence des mêmes ennemis :

« Ce serait folie de fonder de grandes espéran-
« ces sur ces réformes sociales annoncées avec
« tant de fracas, le régime actuel étant incapable
« d'en réaliser de sérieuses. » Même avec la meilleure volonté du monde, le gouvernement est encore impuissant à soumettre les classes dirigeantes, engagées dans leurs luttes d'intérêts, à n'importe quelle grande idée politique. L'empire allemand et son parlementarisme offrent l'exemple du gâchis. Les questions politiques ont si bien refoulé les questions économiques, qu'il ne sera possible à nul gouvernement de trouver une majorité solide et durable pour préparer la voie à de vraies réformes. Cette situation finira nécessairement par un effondrement de la société actuelle.

Il ne reste donc aux socialistes d'autre parti à prendre que celui de s'en tenir à la tactique suivie jusqu'alors, de ne compter sur des concessions ni de la part des classes dirigeantes, ni de celle de l'autorité et de poursuivre leur but sans faiblir.

La question des élections occupa deux séances. D'abord on émit l'avis que, dans l'état présent

des affaires, il valait mieux conquérir le plus grand nombre possible de sièges, plutôt que de réunir des majorités imposantes.

Mais cette théorie fut vivement combattue par cet argument, que la tâche principale du parti était de répandre et de fortifier l'idée socialiste dans les masses, car là seulement était le gage du succès.

On décida ensuite la publication d'un manifeste électoral général, ainsi que d'une brochure renfermant des instructions et des conseils sur la conduite à tenir vis-à-vis des autorités, sur les précautions à prendre, etc.

Les députés furent chargés de désigner, quand le moment serait venu, cinq personnes dont la mission serait de fournir, dans toutes les questions électorales, des renseignements et des conseils, et qui, notamment dans le cas d'une élection double, auraient, en s'aidant des conseils des hommes les plus sûrs de la circonscription et en pesant exactement toutes les raisons qui leur seraient fournies, à désigner la circonscription pour laquelle opterait le député, et le candidat qui se présenterait dans la circonscription restée libre ; on décida encore de s'occuper sans retard des élections générales de 1884, d'aviser aux moyens d'organiser les diverses circonscriptions ou de consolider l'organisation déjà existante.

Le débat prolongé qui s'engagea sur la conduite générale à tenir en matière d'élections se termina par le maintien de la décision que le congrès de Wyden avait prise sur ce point : ne soutenir au premier tour de scrutin que les candidats du parti, c'est-à-dire ceux qui acceptent le programme sans restriction : en cas de ballottage, s'abstenir.

En examinant les questions d'organisation et d'agitation, on repoussa comme n'étant pas indispensable, ainsi que les succès obtenus le prouvaient, et comme pouvant amener de dangereuses collisions avec l'autorité, l'organisation uniforme du parti, c'est-à-dire une organisation fortement enchaînée s'étendant comme un réseau sur le pays tout entier. Mais on décida la création d'un bureau de correspondance et l'on imposa à chaque membre du parti le devoir de travailler de toutes ses forces à étendre l'agitation dans tout le rayon de la localité qu'il habitait. Comme moyen de propagande, on indiqua en première ligne les discours des députés au Reichstag.

Après la lecture d'adresses de félicitation envoyées d'une part par les socialistes russes, de Genève et de Zurich, et qui faisaient ressortir le caractère international des revendications socialistes, d'autre part par le comité national du parti ouvrier socialiste révolutionnaire de France, qui s'exprimait dans des termes analogues ; après un

vote de remerciement aux frères danois avec lesquels on avait célébré le 3 mars une fête fraternelle, le congrès fut dissous aux sons de la *Marseillaise* des ouvriers et aux cris enthousiastes de Vive la Démocratie sociale! »

Avant d'examiner d'une manière plus approfondie l'importance de ce congrès, disons tout d'abord qu'en dehors des mesures inscrites dans le procès-verbal ci-dessus, lequel fut destiné à être publié, on en prit diverses autres dont la tactique suivie par le parti retarda provisoirement l'inscription au procès-verbal. Ainsi l'on décida, entre autres innovations, que, pour gagner également au socialisme les populations des campagnes, on éviterait provisoirement toute attaque contre la religion, qu'on prêcherait au contraire la liberté politique et économique, la religion devant ensuite disparaître d'elle-même; enfin, qu'en vue de cette propagande dans les campagnes, il convenait de préparer le terrain en entretenant une vive agitation parmi les soldats qui seraient sur le point d'être libérés.

D'ailleurs l'agitation serait portée surtout dans des milieux féminins, parmi les étudiants, dans les classes dites éclairées, afin de trouver là aussi de nombreux adhérents. On combattrait, par tous les moyens convenables, les anarchistes, ces ad-

versaires aussi redoutables que les plus obstinés réactionnaires, etc.

Il est un point particulièrement remarquable, qui ne figure pas non plus, il est vrai, à l'ordre du jour officiel, mais qui tend à prendre une importance de plus en plus grande pour le développement du mouvement socialiste.

C'est la question de l'organisation syndicale dont l'importance résulte, pour la démocratie sociale, de l'antagonisme des classes, que favorise cette organisation, qu'elle développe en suscitant des grèves, en préparant à la lutte politique les masses qu'elle habitue à la discipline, en frayant la voie à l'État socialiste, par la division des branches de production.

Ce n'est point là, sans doute, une idée neuve, puisqu'elle avait trouvé place déjà, ainsi qu'on l'a vu, dans le programme de l'Internationale, puisqu'elle avait été vivement recommandée au congrès de Gotha ; d'ailleurs les rapports de l'organisation syndicale et de la démocratie sociale sont nécessaires, puisque celle-ci ne devient réellement capable d'agir qu'autant qu'elle s'appuie sur celle-là, qu'autant qu'elle parvient insensiblement à dominer les syndicats où elle trouve sans cesse de nouvelles recrues pour reformer ses cadres.

Mais, depuis ces derniers temps, cette question,

ainsi qu'on le verra plus loin, tend à prendre une importance toujours croissante dans les divers pays où le mouvement socialiste s'est quelque peu étendu; en Allemagne notamment, c'est depuis 1882 qu'on remarque ce développement actif de l'organisation syndicale. Le mot d'ordre se répandit de tous côtés qu'il fallait aider et favoriser autant que possible la formation d'associations de cette nature.

A Leipzig et à Berlin, on prit des résolutions qui ne visaient aucun autre but; le *Sozialdemokrat* montra que les chambres syndicales constituent un terrain particulièrement facile à exploiter, que l'avenir de la démocratie sociale est là.

Dans un discours qu'il prononça à Chemnitz, Liebknecht conseilla la création de semblables chambres; et dans un meeting fort important qui se tint à Halle, il fut décidé qu'on ferait, au congrès qui se réunirait en 1883, à Pâques, la proposition d'examiner la question de la centralisation, dans le sens international, de toutes les chambres syndicales.

Berlin semble avoir pris la tête de ce mouvement, peut-être à cause de sa position centrale et du grand nombre d'agitateurs habiles et intelligents qui s'y donnent rendez-vous, peut-être aussi en raison de l'impulsion que donnent à ce mouvement les députés socialistes du Reichstag,

presque toujours présents dans la capitale; du moins, s'est-il formé dans cette ville, depuis 1881, une quarantaine de syndicats divers, et on voit clairement percer le désir de réunir toutes ces chambres en une vaste association nationale, destinée elle-même à devenir internationale dans la suite.

Il est vrai que la démocratie sociale proteste, en toute circonstance, contre l'existence de rapports quelconques entre elle et les syndicats; mais il ne faut voir là qu'une précaution, qu'un moyen de ne pas compromettre, dès l'origine, le développement de cette organisation, et de lui permettre de faire en silence œuvre plus efficace; il est donc permis de croire que ces protestations manquent de sincérité, et tout homme impartial se dispensera d'y ajouter foi. Mais, si le socialisme a besoin, pour vivre, des chambres syndicales, la réciproque n'est nullement vraie; ce que les membres sincères ne devraient jamais perdre de vue afin de ne point égarer leur organisation naissante dans des voies sans issue, où ils se verraient frustrés du prix de leurs efforts et de leurs sacrifices; afin que, tout au contraire, ils poursuivent de tous leurs efforts le but naturel de ces associations et trouvent dans les avantages qu'ils pourront ainsi recueillir la récompense de leurs peines.

Si, maintenant, nous revenons aux travaux du

congrès, nous trouvons d'abord que, d'une manière générale, ils empruntent leur signification non pas tant aux points de vue nouveaux qu'ils peuvent avoir mis en lumière, qu'à cette circonstance spéciale que les idées d'un journal et de quelques chefs du parti sont devenues celles du parti tout entier; il en a accepté la responsabilité et devait l'accepter.

Il faut remarquer surtout l'attitude que le parti prend vis-à-vis du gouvernement et de ses projets de réforme.

Il part de cet axiome que le gouvernement actuel n'a ni le pouvoir ni la volonté d'effectuer de véritables réformes. Il n'en a pas le pouvoir, parce que la bourgeoisie capitaliste ne prètera jamais son concours à des mesures qui menaceront ses intérêts vitaux, et il n'en a pas la volonté, parce qu'il a l'arrière-pensée de museler la classe ouvrière et de s'en servir pour tenir en échec la toute-puissance de la bourgeoisie. Conséquemment l'attitude du parti devant ces réformes devra être non seulement défiante, mais encore hostile. Si donc le congrès a décidé que les députés socialistes du Reichstag appuieraient tout ce que ces réformes renfermeraient d'utile à la classe ouvrière, lorsqu'ils pourront le faire sans rien sacrifier de leurs principes, il convient de ne voir là qu'une tactique destinée à dissimuler au dehors ce désinté-

ressement systématique de tout effort tenté pour trouver un remède aux maux sociaux.

Cette assertion est justifiée par ce fait que le parti continue à ne voir dans les élections qu'un moyen de propagande, dont la loi sur les socialistes les prive en toute autre circonstance ; il en est de même des travaux législatifs, auxquels il ne prend jamais part d'une manière positive.

A ce sujet, rappelons les délibérations du congrès et disons qu'en tête du procès-verbal de ses séances on lit ceci :

« *Nous sommes un parti révolutionnaire, notre but est révolutionnaire, et, pour ce qui est d'atteindre ce but par les voies parlementaires, nous ne nous faisons aucune illusion à ce sujet.* »

Et dans le n° 25 du *Sozialdemokrat* (14 juin 1883), nous lisons encore :

« *La réforme sociale, si elle est autre chose qu'un misérable charlatanisme, est par sa nature même et par le but qu'elle poursuit, absolument identique avec la Révolution sociale qu'elle ne fait que sanctionner et réaliser par voie légale.* » Et des députés socialistes se sont, à différentes reprises, tant en Allemagne qu'à l'étranger, prononcés dans ce sens.

D'ailleurs leur attitude, en présence du premier projet de réforme, a été entièrement conforme à ce système; ce fut le projet de loi sur les

caisses de secours en cas de maladie : non seulement ils votèrent contre la loi, mais ils mirent tout en œuvre pour la discréditer d'avance aux yeux de ceux qu'elle devait servir, et pour en faire une loi mort-née.

Le lecteur appréciera cette tactique d'un parti qui se porte constamment en défenseur des classes nécessiteuses ; cette tactique qui consiste à sacrifier ainsi l'intérêt général à celui du parti lui-même.

Mais la démocratie sociale devient tout à fait insensée quand elle exige, elle qui a déclaré une guerre à mort à l'ordre de choses existant, quand elle exige que son ennemie mortelle, la société, mette bas les armes dont elle a dû se munir pour se défendre, quand elle déclare qu'elle se montrerait plus pacifique si les circonstances le permettaient, du moment que la loi contre elle serait abrogée.

Évidemment, le socialisme ne prend pas ces prétentions au sérieux ; tout au plus y voit-il un moyen commode de se donner au dehors des airs de martyr, l'apparence d'un parti qu'on opprime sans droit et sans nécessité.

On voit apparaître ici toute l'hypocrisie de ce parti, qui ne parle que de la misère des ouvriers et déclare sans cesse qu'elle ne saurait être plus longtemps tolérée et qui se drape dans une froide

et impassible négation, aussitôt qu'on tente d'apporter un soulagement à cette misère, et cela uniquement parce qu'une telle réforme est contraire à la tactique qu'il a décidé d'adopter. Il y a là, pour la classe ouvrière, une matière à utiles méditations.

Si l'on considère la situation actuelle de la démocratie sociale en Allemagne, ou, comme elle s'intitule officiellement, du *Parti ouvrier socialiste d'Allemagne*, il faut convenir que ce parti affecte aujourd'hui une confiance qu'il n'a jamais paru avoir jusqu'ici, et cette confiance s'est hautement manifestée surtout au congrès de Copenhague.

Elle s'explique aisément si l'on songe aux résultats obtenus par ce parti. Malgré la loi contre les socialistes il a réussi à se donner une organisation que lui envient tous les partis analogues de l'étranger; malgré la situation précaire où sont ses membres il dispose d'assez d'argent pour faire face à tous les besoins de la cause; et cependant les secours qu'il accorde aux prétendues victimes de la loi sur les socialistes, les subsides qu'il donne à la presse, les frais d'agitation, d'électeurs, etc., ne laissent pas d'entraîner des dépenses considérables. Malgré la vigilance des autorités, il découvre, pour répandre ses journaux et ses brochures, des moyens toujours nouveaux; enfin, les dernières

élections ont prouvé que le nombre de ses adhérents n'a pas sensiblement diminué malgré la loi nouvelle.

On se demandera peut-être quelle donc a été l'utilité de cette loi. Il n'est pas superflu de donner à ce sujet quelques éclaircissements, car on a généralement des notions fort peu nettes sur ce point et elles sont obscurcies encore systématiquement par les adversaires de cette loi et de toutes les lois d'exception en général.

Quand fut promulguée la loi sur les socialistes, on supputa de deux manières différentes ses résultats probables ; selon les uns, elle supprimerait du coup le socialisme. Selon d'autres, elle ne ferait que renforcer ce parti dans des proportions énormes. Le résultat a tenu le milieu entre ces deux suppositions extrêmes et la loi répond entièrement au but qu'elle se propose. Ce but, ainsi qu'il résulte de l'exposé des motifs, est d'arrêter le développement ultérieur de ce dangereux mouvement, et les moyens d'atteindre ce but sont fournis par la loi elle-même, et consistent dans la dissolution des associations et des réunions socialistes, dans la suppression des écrits séditieux et dans la défense de réunir de l'argent en vue de l'agitation, etc.

Si l'on demande ce qui a été fait jusqu'à présent, on peut dire que l'agitation *ouverte* est

entièrement étouffée et que la vie publique a retrouvé sa tranquillité et sa sécurité, si bien qu'on en vient à se demander, dans certains cercles éloignés du champ d'action des socialistes, s'il y a réellement encore aujourd'hui un mouvement socialiste quelconque en Allemagne.

L'agitation ouverte a été remplacée par l'agitation secrète ; on ne peut affirmer que celle-ci même soit devenue plus forte, depuis la mise en vigueur de la nouvelle loi ; l'application non interrompue de la loi a eu au contraire pour effet de déranger l'organisation secrète, principalement dans les centres du mouvement ; quelquefois l'expulsion de certains des principaux chefs a rendu cette organisation totalement impossible, parce qu'on ne trouvait point sur-le-champ à les remplacer convenablement ; et ainsi l'on a réussi à faire naître dans les rangs du socialisme le découragement, le mécontentement et la méfiance.

On peut citer à ce sujet le départ pour l'Amériques des députés au Reichstag Fritzsche et Vahlteich ; la retraite de divers chefs qui renoncent à la lutte, par exemple les frères Kapell et Hartmann ; puis encore, la sympathie et l'intérêt qu'éveillent les réformes du gouvernement dans certains milieux ouvriers où le charme que le parti exerçait sur la vie intellectuelle, sociale et même économique de ses membres est enfin

rompu; l'on pourrait encore compter, parmi les résultats obtenus, l'exclusion des anarchistes et l'impuissance totale à laquelle ils se voient réduits.

Pour terminer, émettons le vœu que, dans l'avenir aussi, cette action féconde puisse être continuée, et que la question sociale puisse recevoir ce commencement de solution, suffisant pour ôter peu à peu tout point d'appui au socialisme.

FRANCE

En dehors de l'Allemagne, la France est de tous les pays celui qui tient la tête du mouvement socialiste. C'est là que le socialisme a d'abord fleuri sous les formes les plus diverses, c'est aussi là qu'il a tenté pour la première fois de mettre ses théories en pratique.

Depuis que la « grande Révolution » a proclamé le principe de l'égalité, on a vu surgir les systèmes les plus divers, souvent les plus étranges, — depuis celui de Babœuf, jusqu'à celui de Louis Blanc, — et qui tous ont cherché la solution du problème social quand enfin parut l' « Internationale », qui les éclipsa tous et alla même jusqu'à vouloir prouver à l'Europe tout entière la possibilité de réaliser son système. Il est aisé de comprendre que, sur ce terrain si bien préparé, l'Internationale prit rapidement une extension surprenante; enhardie par ses succès et trouvant d'ailleurs la situation favorable à l'exécution de ses plans, elle mit en scène l'émeute parisienne de 1871; qu'elle ait du moins contribué à faire naître ce mouvement, il n'est point permis d'en

douter après les déclarations publiées alors et depuis par le « conseil général » de cette société ; et la Commune de Paris représentait la forme normale suivant laquelle la vie sociale devait être organisée dans tous les pays modernes.

Une autre tentative qui se produisit à Lyon, le 28 septembre 1871 et à laquelle prit part, entre autres, le nihiliste russe Bakounine, fut, comme on sait, étouffée dans son germe. Ces événements donnèrent naissance à la loi du 14 mars 1872, qui défendit, sous peine d'amende et d'un emprisonnement pouvant se monter à cinq ans, toute association internationale ayant pour but d'exciter à la cessation du travail, de supprimer la propriété, la famille, la patrie et la religion.

Néanmoins l'agitation ouvrière, tout en se plaçant sur un autre terrain, continua son œuvre; elle fut favorisée par les expositions universelles de Vienne, de Philadelphie et de Paris, qui se suivirent coup sur coup, et où les ouvriers français envoyèrent de nombreux délégués.

Par prudence, on s'en tint aux chambres syndicales afin d'éviter qu'une intervention prématurée de l'autorité ne vînt nuire à la réorganisation du parti.

Ce caractère fut encore conservé au « congrès ouvrier français », qui se tint à Paris du 2 au 10 octobre 1876, où 70 chambres syndicales et 28

congrès ouvriers, comprenant 39 villes, étaient représentés par plus de 300 délégués, représentant, disait-on, un million d'adhérents.

Dès l'ouverture du congrès, il fut déclaré expressément qu'on ne s'occuperait pas de politique socialiste, mais uniquement de questions pratiques et économiques intéressant les ouvriers, et les résolutions qu'on vota furent conformes à ce principe. Ainsi, on demanda que le développement le plus libre et le plus large fût donné aux chambres syndicales, que les lois limitant leurs attributions fussent abrogées, que la personnalité judiciaire leur fût reconnue, ainsi qu'une autonomie complète dans toutes les questions pendantes; on demanda principalement l'extension du système d'association (sociétés de crédit, de production, de consommation), des caisses de secours (maladies, accidents, incapacité de travail, invalides), de l'éducation industrielle (apprentis, écoles spéciales), enfin, la réunion de tous les syndicats ouvriers en une « Union nationale » ayant pour mission de représenter les intérêts généraux de la totalité des ouvriers français (introduction de la journée de travail normale, réformes du régime industriel relativement au travail des femmes, des enfants, au travail de nuit, à la surveillance; transformation des conseils de prud'hommes afin d'éviter les grèves, etc.).

Cependant les idées de l'Internationale ne purent se dissimuler longtemps.

Dès 1878, au congrès ouvrier qui se tint à Lyon du 28 janvier au 8 février, on discuta la nécessité d'une représentation directe du prolétariat au Parlement, et une proposition, visant la participation de la collectivité à tous les moyens de production, fut finalement écartée, moins pour des raisons de principe que pour des considérations d'opportunité.

Lorsque, à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris, toutes les nations affluèrent dans cette capitale, on crut pouvoir tenter la réunion d'un congrès ouvrier *international.*

Malgré l'interdiction du gouvernement, ce congrès se tint dans une maison particulière, le 5 septembre 1878, mais il fut immédiatement dissous; les délégués français qui y avaient pris part furent condamnés à plusieurs mois de prison, les étrangers furent expulsés de France ; parmi eux se trouvait l'écrivain israélite Karl Hirsch, chez qui l'on trouva de nombreuses correspondances avec les chefs du socialisme allemand.

L'année suivante (1879) vit des événements qui favorisèrent singulièrement ces tendances. Un grand nombre de communards amnistiés, et parmi eux plusieurs chefs marquants de l'Internationale, vinrent en France, et, comme la crise

commerciale, que l'Exposition universelle n'avait fait qu'artificiellement ajourner, vint à éclater, mécontentant et surexcitant la classe ouvrière, les communards trouvèrent, pour leurs écrits et leurs discours subversifs, un terrain éminemment favorable.

Le congrès ouvrier suivant, qui se tint à Marseille du 20 au 31 octobre 1879 et auquel prirent part 130 délégués, ne put se soustraire à cette influence ; les principes essentiels de l'Internationale y furent nettement affirmés, et ce congrès peut être considéré, pour ce motif, comme marquant une phase nouvelle du mouvement ouvrier en France.

Le gouvernement avait, il est vrai, fait prendre aux organisateurs l'engagement d'écarter toutes les questions ayant un caractère politique et international; mais les résolutions qui furent prises et les adresses venues de l'étranger, comme les réponses qui y furent faites, montrent combien peu de cas on fit de cette promesse. La principale préoccupation du congrès fut de fixer dans ses principes essentiels le programme, l'organisation et l'action du parti ; quant aux questions de détail, il abandonnait à ses successeurs le soin de les régler.

Mais ces principes étaient ceux mêmes de l'Internationale, puisqu'ils proclamèrent comme

devant être le but de tous les efforts, l'émancipation du quatrième État par la participation de la collectivité à tous les moyens de production, et que le congrès décida l'organisation de la classe ouvrière en une masse homogène, divisée en six régions (le Centre avec Paris pour chef-lieu, le Nord avec Lille, l'Est avec Lyon, l'Ouest avec Bordeaux, le Sud avec Marseille et l'Algérie avec Alger). Avec le suffrage universel comme moyen, elle devait opposer à tous les partis une politique de classe, et, au besoin, user de la force pour atteindre son but.

Il est vrai qu'une opposition assez marquée se produisit ; et l'on put voir, dès ce moment, le germe des trois directions principales, suivant lesquelles le parti ouvrier devait plus tard se développer.

A l'aile droite on vit les représentants du programme arrêté lors du premier congrès de Paris; ils s'en tenaient en principe au système existant, parce qu'ils croyaient pouvoir y apporter de suffisantes réformes par le principe de la coopération, appliqué avec ou sans le secours de l'État. On les désigna, pour ce motif, par opposition aux *collectivistes*, par le nom de *coopératistes*, ou encore d'*opportunistes*, parce qu'ils voulaient avancer les affaires de leur parti en s'alliant avec les politiques radicaux.

A l'aile gauche se placèrent tous ceux que ne satisfaisaient point de beaucoup les résolutions prises, pas assez radicales selon eux; ceux-ci demandaient la suppression de la propriété individuelle, aussi bien quant aux moyens de production que de consommation ; ils ne voulaient point entendre parler du suffrage universel comme moyen de réforme. On les appela *communistes* ou *anarchistes*.

D'une manière générale, on peut dire que cet élément domine surtout dans le Midi, et se recrute dans divers petits groupes appartenant aux grands centres industriels, tandis que la tendance opportuniste se remarque dans la majorité des chambres syndicales, et surtout dans le Nord. Enfin les collectivistes, qui se composent en partie de chambres syndicales et en partie de *cercles d'études sociales*, sont surtout puissants à Paris et dans le centre de la France.

Ce sont surtout les élections législatives de 1881 qui ont mis au jour ces tendances diverses, auxquelles il est clair qu'on ne saurait assigner de limites rigoureuses.

Le *Congrès annuel* qui eut lieu au Havre du 14 au 22 novembre 1880 s'occupa de l'élaboration du programme. Celui-ci fut en tout conforme aux décisions radicales de Marseille, et amena une rupture ouverte avec l'aile droite.

Celle-ci, sous le nom d'*alliance socialiste républicaine*, se constitua en association indépendante, et tint ses congrès à Paris, du 27 novembre au 5 décembre 1881, et à Bordeaux, du 3 au 12 septembre 1882 ; elle continua à se développer dans le sens indiqué plus haut, et ses idées furent défendues par ses organes officiels, la *Ville de Paris* et le *Moniteur des syndicats ouvriers*, et par de nombreuses feuilles radicales, comme la *Justice*, l'*Intransigeant*, etc. ; ce parti n'a en somme d'autre unité que celle qu'il doit à ce lien purement intellectuel.

Nous allons donner ici le texte même du programme collectiviste, qui eut pour lui la majorité de 119 délégués présents au Havre, et qui est intéressant à beaucoup d'égards.

Dans ses parties essentielles, il se rattache aux idées de Marx et d'Engels ; il est conforme aux principes généraux du programme des socialistes démocrates allemands, élaboré à Gotha, et constitue la base du mouvement socialiste contemporain en France, dont il marque d'ailleurs le but avec netteté et concision. C'est aussi celui qu'adoptèrent plus tard, en principe, les socialistes espagnols et italiens.

Programme dit minimum

Considérant :

Que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race ; que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production ; qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir : 1° la forme individuelle, qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel ; 2° la forme collective, dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la société capitaliste.

Considérant :

Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive, ou prolétariat, organisée en parti politique distinct ; qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation ;

Les travailleurs socialistes français, en donnant pour but à leurs efforts, dans l'ordre économique,

le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé comme *moyen d'organisation et de lutte*, d'entrer dans les élections avec le programme *minimum* suivant :

A. — PROGRAMME POLITIQUE.

1° Abolition de toutes les lois sur la presse, les réunions et les associations, et surtout de la loi contre l'Association internationale des travailleurs. Suppression du livret, cette mise en carte de la classe ouvrière, et de tous les articles du Code établissant l'infériorité de l'ouvrier vis-à-vis du patron ;

2° Suppression du budget des cultes et retour à la nation des biens dits de mainmorte, meubles et immeubles, appartenant aux corporations religieuses (décret de la Commune du 2 avril 1871), y compris toutes les annexes industrielles et commerciales de ces corporations ;

3° Armement général du peuple ;

4° La commune maîtresse de son administration et de sa police.

B. — PROGRAMME ÉCONOMIQUE.

1° Repos du lundi ou interdiction légale pour les travailleurs de faire travailler le lundi. — Ré-

duction légale de la journée de travail à huit heures pour les adultes. — Interdiction du travail des enfants dans les ateliers privés au-dessous de quatorze ans, et, de quatorze à dix-huit ans, réduction légale de la journée de travail à six heures ;

2° Minimum légal des salaires, déterminé, chaque année, d'après le prix local des denrées ;

3° Égalité de salaire pour les travailleurs des deux sexes ;

4° Instruction scientifique et technologique de tous les enfants, mis pour leur entretien à la charge de la société, représentée par l'État et par les communes ;

5° Entretien des vieillards et des invalides par la société ;

6° Suppression de toute immixtion des employeurs dans l'administration des caisses ouvrières de secours mutuels, de prévoyance, etc., restituées à la gestion exclusive des ouvriers ;

7° Responsabilité des patrons en matière d'accidents, garantie par un cautionnement versé par l'employeur, et proportionné au nombre des ouvriers employés et aux dangers que présente l'industrie ;

8° Intervention des ouvriers dans les règlements spéciaux des divers ateliers ; suppression du droit usurpé par les patrons de frapper d'une

pénalité quelconque leurs ouvriers sous forme d'amendes ou de retenues sur les salaires (décret de la Commune du 27 avril 1871);

9° Révision de tous les contrats ayant aliéné la propriété publique (banques, chemins de fer, mines, etc.), et l'exploitation de tous les ateliers de l'État confiée aux ouvriers qui y travaillent;

10° Abolition de tous les impôts indirects et transformation de tous les impôts directs en un impôt progressif sur les revenus dépassant 3000 fr., et sur les héritages dépassant 20 000 fr.

Le congrès suivant des collectivistes, ou, comme ils s'intitulèrent officiellement, du *Parti ouvrier socialiste révolutionnaire français*, fut consacré à l'organisation définitive du parti, et amena la séparation d'avec l'aile gauche, les anarchistes rejetant, en vertu de leurs principes, toute contrainte venant d'une discipline de parti.

Du 30 octobre au 5 novembre 1881 se réunirent à Reims 45 délégués représentant environ 300 chambres syndicales et groupes socialistes. Les statuts qui furent élaborés à cette occasion portaient que le parti aurait, suivant la division en six régions adoptée au congrès de Marseille, une organisation locale, régionale et nationale.

Chacune de ces subdivisions aurait ses conférences au congrès, représentant des organes délibératifs et exécutifs.

Une importance spéciale serait donnée au *Comité national* chargé de représenter tout le parti, tant en France qu'à l'étranger.

Ce comité serait composé de cinq délégués de chacune des six régions, et d'un délégué de chacune des chambres syndicales ayant une organisation nationale ; il aurait son siège à Paris, et sa mission serait d'entretenir constamment des rapports entre les comités français et étrangers. Il serait chargé en outre de convoquer, de diriger les Congrès nationaux et d'en exécuter les décisions.

Il n'aurait pas d'ailleurs toutes les initiatives, les comités locaux et régionaux ne devant être limités dans leur autonomie que par les principes généraux et les statuts du parti. Son organe officiel devait être le journal hebdomadaire de Paris, *le Prolétaire*.

Le programme et les statuts ainsi arrêtés, le congrès suivant, réuni à Saint-Étienne du 24 septembre au 1er octobre 1882, eut à s'occuper de la direction politique du parti ; on essaya en même temps de faire cesser des dissentiments qui venaient d'éclater au congrès régional de Paris (13 au 21 mai), et qui avaient entraîné l'exclusion d'une minorité ayant à sa tête les journalistes Jules Guesde et Paul Lafargue, gendre de Karl Marx.

Cette minorité ne voyait dans la participation

aux élections qu'un moyen de propagande révolutionnaire, et ne voulait admettre nul programme à côté du programme officiel du parti ; d'ailleurs elle inclinait en général vers une organisation mieux centralisée, afin de pouvoir, à un moment donné, disposer d'une masse compacte, prête à l'action ; elle cherchait à faire triompher ces idées dans le journal *l'Égalité*.

Au contraire, les chefs de la majorité voyaient en outre dans l'activité politique du parti un moyen d'obtenir certains résultats pratiques ; ils voulurent admettre, en conséquence, toutes les fois que les principes du parti le permettraient, en dehors du *programme minimum*, certains programmes locaux, et s'opposaient à une centralisation trop rigoureuse, et, en ceci, ils tenaient compte du subjectivisme français.

Les difficultés avaient surgi dès les derniers mois de 1881, au sujet du programme, en vertu duquel les électeurs envoyèrent au conseil municipal de Paris le mécanicien Joffrin, ancien membre de la Commune.

Cependant, ces dissentiments étaient dus plutôt à des rivalités de personnes qu'à des différences de principes, ainsi qu'il ressort d'une lettre adressée par l'écrivain socialiste bien connu Benoît Malou, ancien membre de la Commune, au parti socialiste italien.

Dès la première séance du congrès, au lieu de voir une entente se produire, on en arriva à une rupture ouverte.

A une grande majorité, les dissidents furent exclus du *parti ouvrier* pour infractions à la discipline du parti, et se rendirent au nombre de 27 délégués, représentant 37 groupes, à Roanne, où ils se constituèrent en congrès indépendant, qui adopta des conclusions dont le sens a été indiqué plus haut.

Mais le parti ne put vivre, il dut laisser tomber son organe, l'*Égalité*, et quand, au printemps 1883, les deux chefs furent condamnés chacun à 6 mois de prison, pour excitation au meurtre, à l'incendie et au pillage, ce parti sembla devoir entièrement disparaître.

Mais depuis, Guesde et Lafargue en ont repris la direction, et, forts de l'appui et de la sympathie de la démocratie allemande, ils ont réussi à réorganiser leurs groupes et à se réunir en congrès à Roubaix, le 29 mars 1883 ; ils ont même projeté la réunion d'un congrès *international* à Paris. lequel, suivant les décisions du congrès de Coire (2-4 octobre 1881), devait avoir lieu à Paris, dans le courant de 1883, mais que le défaut d'entente entre les membres du parti français a empêché d'avoir lieu.

Cependant la majorité, composée de 86 dé-

légués représentant 401 syndicats et groupes socialistes (Centre 112, Sud 77, Est 70, Nord 41, Ouest 21, Alger 20, et 60 groupes indépendants) continua à siéger à Saint-Étienne. De toutes les résolutions, la principale fut qu'il fallait compter principalement sur les chambres syndicales et sur les grèves, pour faire l'éducation des masses et développer le parti en tant que classe ; qu'il convenait en outre de chercher à prendre la haute main dans les communes et dans l'État, pour faire triompher le programme socialiste révolutionnaire, d'abord par la *pratique légale*, ensuite, s'il le fallait, par la force.

Bien que le parti ouvrier constitue toujours le gros de l'armée révolutionnaire, il semble néanmoins que son organisation ait eu sensiblement à souffrir des dissensions qui se sont produites dans son sein, à tel point que l'existence de l'organe du parti se trouve quelquefois menacée ; il est vrai que le nombre considérable des feuilles locales ne laisse pas de lui porter préjudice.

Ce subjectivisme bien marqué fait précisément que le socialisme français est bien inférieur au socialisme allemand par rapport à l'action. Le moindre petit groupe veut avoir un programme à lui, ses statuts, sa tactique, son journal, ses candidats aux élections, tient ses idées pour les seules vraies et cherche à les imposer aux autres groupes.

Il en résulte que le parti, pour donner satisfaction à toutes les nuances, est conduit à éparpiller son activité, ce qui nuit fort à une action commune. C'est ainsi, par exemple, que le dernier congrès régional de Paris (13 au 21 mai 1883), repoussant d'ailleurs avec énergie les projets de réforme du gouvernement (formation de sociétés coopératives, et participation de ces dernières aux entreprises de travaux publics, assurance obligatoire contre la maladie, les accidents, l'incapacité de travail, etc.), s'occupa des moyens de s'emparer du pouvoir public, afin de faire passer entre les mains de l'État les monopoles privés, de construire des logements d'ouvriers aux frais de l'État, les prix des loyers devant servir uniquement à rembourser les frais de construction et les impôts devant être payés par les logements non loués; afin d'introduire la journée de travail normale de 8 heures et de fixer un salaire minimum; d'arriver à la suppression du travail à la pièce, d'obtenir la liberté d'association, l'incorporation des chambres syndicales, la création d'associations de production, d'assurances ouvrières; d'amener une entente avec les pays étrangers pour régler les conditions de production, l'émigration des ouvriers et la concurrence qui en résulte; de créer de nouveaux débouchés, de réorganiser le système consulaire, de refaire les

traités de commerce ; de faire du sol la propriété de tous, etc., etc.

Les opinions les plus diverses se produisirent lors de la discussion de ces projets, et toutes ces opinions devaient être examinées par le congrès dont la réunion fut fixée à l'automne suivant.

Il se tint à Paris du 30 septembre au 7 octobre, et compta 116 délégués, habitant pour la plupart la capitale. Il s'occupa, en écartant entièrement les projets de réforme proposés par le gouvernement, de quelques-unes des questions citées plus haut qui lui parurent les plus importantes.

Au nombre de ces dernières figura celle de l'immigration des ouvriers étrangers et de la concurrence qui en résultait.

En principe, on se montra sur ce point extrêmement libéral, et l'on demanda même que les lois réglant cette immigration fussent abrogées; seulement on réclamait des mesures sévères contre l'embauchage à prix réduit des ouvriers étrangers.

Puis on reconnut l'urgente nécessité d'introduire la journée de travail normale de 8 heures, avec un jour de repos par semaine; et l'on fit comprendre qu'il était du devoir de chaque ouvrier d'adhérer aux syndicats locaux et de travailler à en fonder là où il n'en existe point encore; enfin, entre autres résolutions, afin de

gagner plus facilement l'élément hésitant de la province, on décida de remplacer le titre révolutionnaire du parti par cet autre, moins compromettant : *fédération des travailleurs socialistes de France.*

Il paraît du reste que tout récemment une fusion de l'*alliance socialiste républicaine* et du *parti ouvrier socialiste révolutionnaire* a été tentée, afin d'intéresser le mouvement socialiste ouvrier aux projets de réformes politiques et sociales dont il a été question. Cependant ces tentatives ne paraissent avoir eu jusqu'ici d'autre résultat que celui d'avoir provoqué, sur l'initiative du député radical Clémenceau, qui passe avec l'écrivain Longuet, gendre de Karl Marx, pour être le chef de l'*alliance*, une enquête parlementaire sur la crise sociale actuelle, au cours de laquelle les représentants des divers partis seront entendus.

Les forces du *parti ouvrier* se composent, suivant une estimation récente, de 20 000 membres parisiens et de 100 à 200 000 membres pour la France entière, et il compte environ 600 syndicats et groupes socialistes.

Il fut représenté pendant quelque temps au Parlement par le député de Marseille, Clovis Hugues, et la moitié environ des députés de l'*extrême gauche* passent pour représenter l'*al-*

liance. Au sein du Conseil municipal de Paris, il était représenté, jusqu'aux dernières élections, par le mécanicien Joffrin, nommé plus haut, et l'*alliance* par six autres membres.

Ces faibles succès électoraux ne font que confirmer les doutes émis plus haut sur la force véritable du parti.

Deux tendances différentes se produisirent dans la suite au sein du parti anarchiste. Tandis qu'une partie du groupe, conséquente avec ses principes, répudiait toute contrainte provenant d'une organisation régulière, l'autre comprit que sans organisation, si faible qu'elle fût, on n'arriverait jamais à une action commune. Cette dernière fraction fut désignée sous le nom de groupe des anarchistes *autoritaires*, ou des *blanquistes*, du nom de feu Blanqui, le révolutionnaire socialiste.

Ce fut le congrès de Londres (14-19 juillet 1881) qui fit pour la première fois mettre en pratique la théorie blanquiste. Des réunions préparatoires avaient été tenues à Paris, de là l'intérêt exceptionnel qu'eut pour les anarchistes parisiens le congrès de Londres, intérêt dont on trouve une preuve dans le grand nombre de délégués qu'ils y envoyaient et dans l'agitation active que ceux-ci créèrent à leur retour, à Paris et surtout dans les centres industriels du midi de la France.

De cette agitation sortit la *ligue interna-*

tionale, qui entretint des relations suivies avec Londres, tandis que dans le Midi la *fédération lyonnaise* et la *fédération stéphanoise* se mirent en rapport avec la *fédération jurassienne* qui avait son siège à Genève, et prirent une part active à ce congrès et à ses efforts.

Il est vrai que la fédération de Paris, où se trouve l'état-major du parti ouvrier, ne parvint guère à réunir que quelques centaines de membres et ne put entretenir un journal. On fit alors l'essai de grouper tous les éléments révolutionnaires dans une *ligue pour la suppression des armées permanentes*, comme tous les radicaux s'étaient réunis autour du drapeau de la revision, dans la *ligue revisioniste*. Et dans ce but fut créé un organe spécial : le *Républicain socialiste*. En revanche, les deux autres fédérations prirent une rapide extension à Lyon, Saint-Étienne, Roanne, Narbonne, Nîmes, Bordeaux, etc., surtout lorsque le prince Krapotkine, nihiliste russe, en eut pris la direction, exploitant habilement les dissensions qui éclatèrent lors du congrès de Saint-Étienne, au sein du parti ouvrier. Suivant Krapotkine lui-même, la fédération lyonnaise compta en moins d'un an plus de 800 membres, ayant à Lyon même un organe spécial qui, changeant de titre après chaque nouvelle poursuite judiciaire, s'appela successive-

ment le *Droit social*, l'*Étendard révolutionnaire*, la *Lutte*, le *Drapeau*, le *Défi*, l'*Hydre anarchiste*.

Cependant, depuis le fameux procès de Lyon (janvier 1883), un sensible ralentissement paraît s'être produit dans cet étonnant développement, car les principaux chefs du parti furent emprisonnés.

En dehors de ces éléments nationaux, Paris voit dans ses murs les révolutionnaires de nationalités les plus diverses, des Russes, des Polonais, des Tchèques, des Italiens, des Belges, des Allemands. Il y a quelque temps ces étrangers s'agitaient fort. Mais de nombreuses expulsions s'étant produites, ils se tiennent aujourd'hui plus tranquilles.

Le *cercle allemand*, fondé à Paris en 1878 par des Berlinois expulsés, se partagea, l'année suivante, à l'instigation de Most, en une fraction radicale et en une autre modérée.

Les premiers entretinrent des rapports suivis avec leurs frères de Bruxelles, de Londres et de Genève, et protestèrent contre les décisions du congrès de Wyden (20-23 août 1880), ce qui entraîna l'exclusion de Most du parti socialiste allemand. Ils prirent part également à toutes les manifestations des anarchistes français.

Il paraît que ce groupe est aujourd'hui réduit

à un très petit nombre de membres, plusieurs d'entre eux ayant été expulsés de France.

La gauche modérée, en revanche, compte un nombre assez considérable d'adhérents; elle continue à se tenir en rapport direct avec les chefs du parti en Allemagne, principalement avec le député au Reichstag, de Vollmar, qui est venu fréquemment à Paris; elle s'intéresse à l'agitation allemande, envoie des subsides au journal le *Sozialdemokrat*, aux caisses de secours, aux grévistes, etc., et entretient des relations avec le parti ouvrier français, les plus importants de ses membres faisant partie du *Cercle international.*

Ce cercle fut fondé en 1882 par l'élite des socialistes parisiens; il compte aujourd'hui les sections française, anglaise, allemande, autrichienne et russe; comme autrefois le conseil général de l'Internationale, ce cercle se donne pour mission d'entretenir des rapports suivis entre les partis socialistes des divers pays; il combat spécialement les dispositions malveillantes qu'on cherche à faire naître chez les ouvriers parisiens pour leurs concurrents allemands.

Dans ce but il s'est assuré dans divers pays, principalement en Allemagne, le concours de correspondants spéciaux, chargés de répandre des manifestes invitant tous les ouvriers d'Europe

à opposer à la coalition de tous les gouvernements une coalition révolutionnaire de tout le prolétariat.

Récemment encore, il s'occupait activement de la réunion à Paris, dans le courant de l'automne de 1883, d'un *Congrès socialiste international;* mais ce projet, ainsi qu'on l'a dit plus haut, ne put se réaliser grâce à des différends survenus au sein du parti ouvrier, grâce aussi à une certaine répugnance pour les Allemands.

On se rappelle sans doute, d'après le récit qu'en firent alors les journaux, qu'une *conférence internationale* se tint alors à Paris, le 29 octobre 1883, à laquelle ne prirent part, en dehors du parti ouvrier français, que les *Trades' unions* anglaises et un ou deux délégués des socialistes italiens et espagnols. Les séances se prolongèrent jusqu'au 2 novembre; mais, à l'instigation surtout des délégués anglais, on se contenta d'étudier plus ou moins théoriquement la question des moyens à employer pour assurer aux ouvriers de tous les pays une existence plus heureuse, et l'on examina dans quelle mesure ce but pourrait être atteint par une législation internationale qui règlerait toutes les questions ouvrières, et par des relations suivies entre les ouvriers des divers pays industriels.

Quant à l'ensemble du mouvement socialiste en France, il doit éveiller des inquiétudes parti-

culièrement graves. Non seulement ce mouvement a gagné le pays tout entier, et l'on voit une preuve de ce fait dans les innombrables journaux socialistes qui surgissent de tous côtés et qui trouvent dans tous les journaux radicaux un appui plus ou moins grand, mais il a pris déjà, en outre, un caractère si violent et si révolutionnaire, qu'on ne trouve guère à lui comparer, dans les autres pays du continent, que l'agitation nihiliste en Russie.

Et cette considération est d'autant plus grave, que l'agitation se concentre précisément sur les deux centres les plus importants du pays, Paris et Lyon. Il n'est pas douteux d'ailleurs que ce développement rapide n'ait été favorisé et hâté par l'agitation créée par les communards amnistiés.

Les feuilles rouges, toujours remplies de la haine la plus sauvage contre le gouvernement, la bourgeoisie et toutes les choses existantes, toujours prêtes, en toute circonstance, à pousser aux plus grands excès, ces feuilles poussèrent littéralement comme des champignons, et l'on vit des agitateurs parcourir le pays, rivaliser de radicalisme entre eux, et chercher à insurger le peuple par des discours incendiaires.

Rappelons quelques noms, comme ceux de Pyat, Eudes, Gautier, Digeon, Louise Michel,

Paule Minck, et rien que le nom de quelques journaux peut donner une idée des idées qu'ils contenaient; tels sont : la *Révolution sociale*, à laquelle collaborèrent les députés du Reichstag allemand, Most et Hasselmann; la *Commune*, la *République sociale*, *Ni Dieu ni Maître*, le *Réveil social*, l'*Émancipation*, le *Prolétaire*, l'*Égalité*, etc.

Afin cependant de donner une idée approximative du caractère que revêtit alors cette agitation, citons textuellement quelques fleurs de la rhétorique particulière à cette presse et aux orateurs de ce parti.

Après l'attentat d'Ottero contre le roi d'Espagne, le *Mot d'Ordre* écrivit : « Le meilleur moyen de supprimer le régicide est de supprimer les rois eux-mêmes. » A quoi le *Voltaire* ajouta, non sans cynisme : « Il n'est nullement besoin de se défaire des rois par la force, car la race en finira d'elle-même, par l'épuisement et la stérilité ; on fera bien de ménager les spécimens qui nous restent afin d'en avoir toujours un au moins à montrer dans les foires. »

De même, l'attentat de Saint-Pétersbourg fut le prétexte d'une glorification emphatique du régicide. Ainsi, le citoyen Eudes, dans une assemblée composée de milliers de personnes et dont la présidence d'honneur fut donnée à l'assassin Ryssakoff, s'écria :

« Si les tyrans s'unissent pour tyranniser les peuples, il faut que ceux-ci s'unissent pour détruire les tyrans, les rois et même les bourgeois. »

Quant aux moyens à employer, divers placards affichés pendant la nuit sur les murs de plusieurs villes les indiquaient sans détours.

Voici ce qu'ils contenaient :

« Ouvriers ! employons les moyens que la science nous offre, suivons l'exemple des nihilistes et des fenians. C'est un acte d'humanité de donner la mort aux exploiteurs et aux assassins du peuple. »

D'autre part, divers journaux, tels que le *Droit social* de Lyon, donnaient des indications très détaillées sur la fabrication et l'emploi de la dynamite, de la nitro-glycérine et d'autres substances explosibles, et excitaient sans détours au meurtre, au pillage et à l'incendie. Et pourtant on ne réprima pas sérieusement cette agitation, car la condamnation de quelques journalistes et l'expulsion de quelques agitateurs étrangers peuvent d'autant moins entrer en ligne de compte, que les chefs du mouvement n'étaient guère que des Français.

Aussi les suites de ce laisser-aller ne tardèrent-elles point à se faire sentir, d'autant mieux qu'entre l'idée et l'action il n'y a pas loin pour les Français.

Ce furent d'abord des grèves importantes qui

se déclarèrent, au commencement de 1882, à Roanne, à Bessèges, à Molières, et dans d'autres centres industriels du midi de la France, où les révolutionnaires trouvèrent comme d'habitude un terrain facile à exploiter. Le coup de pistolet que l'ouvrier Fournier tira en pleine rue sur son patron fut, comme autrefois celui de Vera Sassoulitsch en Russie, dans une certaine mesure, le signal d'autres violences.

Comme l'attentat de Fournier fut accueilli par les applaudissements de la presse révolutionnaire tout entière, et qu'on alla, à Lyon, jusqu'à organiser une souscription pour offrir un revolver d'honneur à l'assassin, l'audace de la Révolution ne connut plus de bornes, et l'on prépara un coup décisif pour la fête nationale du 14 juillet 1882, et plusieurs révolutionnaires anglais vinrent à Paris dans ce but. Mais comme ce jour-là, il y eut une revue de troupes, on remit l'affaire à plus tard et l'on se contenta de répandre un manifeste conçu dans les termes les plus violents, adressé « aux esclaves du capital », se terminant par ces mots : *Point de fêtes! Mort aux exploiteurs! Vive la Révolution sociale!*

L'automne suivant éclatèrent, comme on sait, les troubles de Montceau-les-Mines et de Lyon, où des excès nombreux, avec accompagnement de dynamite, se produisirent.

En mars 1883, suivirent les démonstrations de la rue à Paris ; des milliers d'*ouvriers sans travail* y prirent part, pillant des boulangeries, lançant des pétards et se livrant à des excès de tous genres.

Enfin, le 14 juillet 1883, des collisions sanglantes se produisirent à Roubaix et ailleurs, entre la troupe et la populace ; le peuple avait été ameuté contre la bourgeoisie qui « se livrait « aux réjouissances tandis que Louise Michel, le « champion du prolétariat, avait été condamnée « à un emprisonnement inique. »

Ce n'est qu'en présence de ces événements, se succédant coup sur coup, que le gouvernement se décida enfin à intervenir énergiquement et à rechercher quels étaient les chefs de l'émeute toujours grandissante.

Il n'y réussit d'abord qu'à moitié, car dans le procès de Montceau-les-Mines, sur quatorze accusés, neuf seulement furent condamnés, pour des motifs d'ordre secondaire, à un emprisonnement de un à cinq ans.

Mais, lors du procès de Lyon, dans lequel le jugement fut rendu le onzième jour seulement, ce furent les chefs mêmes du parti qui se trouvèrent atteints, notamment Krapotkine, Gautier, Bordat, Bernard, etc., et sur soixante-six accusés, trois seulement furent acquittés, et tous les autres

furent condamnés, en vertu de la loi de 1872, sur l'Internationale, à un emprisonnement de un à cinq ans, maximum de la peine.

Presque tous les accusés, et en particulier Krapotkine, reconnurent la part qu'ils avaient eue dans la direction des troubles de Montceau et de Lyon, et affirmèrent hautement leurs principes anarchiques ; ils nièrent toutefois l'existence d'une organisation internationale, et, en conséquence, protestèrent contre l'application de la loi sur l'Internationale.

On les convainquit cependant clairement du contraire, en leur mettant sous les yeux leurs propres discours dans les meetings, les articles de journaux qu'ils avaient rédigés, les nombreuses correspondances saisies chez eux, et qui toutes établissaient leurs rapports avec la Suisse, l'Espagne, l'Italie et l'Angleterre ; enfin, on s'appuya sur les nombreuses délégations qui s'étaient rendues aux congrès socialistes internationaux tenus à l'étranger (Londres 16 juillet 1881, Lausanne 4 juin 1882, Genève 13 août 1882).

Les chefs parisiens ne furent pas davantage épargnés ; Louise Michel fut condamnée à 6 ans, et Pouget à 8 ans de prison.

Une circulaire fut adressée aux procureurs de la République, les invitant à poursuivre sans délai tous les orateurs et tous les journaux subversifs,

et à expulser tous les étrangers qui se rendraient coupables de menées révolutionnaires.

Malgré toutes ces mesures, c'est à peine si un ralentissement appréciable s'est produit dans le mouvement révolutionnaire, et les jugements dont on vient de parler ont au contraire déchaîné toutes les colères, et de toutes les parties du pays des protestations et des menaces de mort ont été adressées aux juges.

On est en droit de douter que le mouvement puisse encore être enrayé sans que des restrictions sérieuses ne soient apportées à la liberté de la presse et de réunion ; et l'on se demande si un projet de loi comme celui du mois de janvier de cette année, ne visant que le désordre de la rue, constitue une mesure suffisamment efficace.

Si surtout le gouvernement devait se départir de la sévérité qu'il a montrée à la fin, il ne ferait que raviver l'espoir dont se bercent les anarchistes, « *de pouvoir célébrer le centenaire de la grande Révolution politique par le triomphe de la grande Révolution sociale.* »

C'est un indice grave qu'au sein de divers conseils municipaux, à Paris, à Roubaix, à Roanne, à Lyon, à Saint-Étienne, à Marseille, on constate déjà nettement un courant socialiste ; car non seulement ces assemblées accordent des indemnités de voyage aux délégués qui se rendent aux

congrès socialistes, mais ils comptent au nombre de leurs membres des rédacteurs de journaux socialistes, et le conseil municipal de Paris notamment semblait être devenu, sous l'influence de Joffrin, un véritable laboratoire d'expériences pour les projets socialistes généralement quelconques.

Ce fut aussi le conseil municipal de Paris qui réclama, par 31 voix contre une, l'amnistie pour les condamnés du procès de Lyon ; enfin, sur la proposition du même Joffrin, il se déclara pour le rétablissement de la garde nationale.

Comme, enfin, c'est à Paris que se préparent d'abord tous les travaux et toutes les résolutions des congrès socialistes, le socialisme semble avoir trouvé là un centre d'action que lui refuse encore tout le reste de l'Europe ; il n'est donc point étonnant qu'il repousse dédaigneusement les simples réformes, attendant avec une pleine confiance son heure qu'il croit proche.

ANGLETERRE — ÉCOSSE — IRLANDE

Bien qu'elle fût le berceau de « l'Internationale », — cette association fut fondée, on l'a vu, à Londres, le 28 septembre 1864, — bien qu'elle soit la terre classique des grèves importantes, l'Angleterre n'a jamais offert un sol bien propice à l'éclosion des idées révolutionnaires. Cela tient à l'esprit froid et pratique de l'ouvrier anglais, qui le porte à s'occuper d'abord de ce qui le touche de plus près, et à conquérir de lentes réformes par un travail opiniâtre et continu.

Ce fut pour ce même motif, apparemment, que l'*Internationale Labour Union*, qui suivit la dissolution de l'Internationale, ne put prospérer ; de toutes les sections qui la composèrent, l'allemande seule eut une certaine vitalité et acquit quelque importance, car elle a donné naissance à l'école révolutionnaire de Most et à l'idée de reconstituer l'Internationale sur des bases purement révolutionnaires. Cette section prit le nom de *cercle d'éducation des ouvriers communistes* (*Socialdemocratic Working New's Club*), et elle comptait quatre subdivisions, formant un total d'environ

mille membres, quand Most, expulsé de Berlin en 1878, se rendit à Londres.

Il prit la direction de la section et fonda son fameux journal *la Freiheit;* il se mit en rapport avec les nombreux communards et nihilistes qui se trouvaient à Londres, ainsi qu'avec ses coréligionnaires de l'étranger; il se livra à une très active propagande de parole et de plume, et le cercle, à mesure qu'il se développait, accentua de plus en plus ses tendances dans le sens radical.

Mais un certain nombre de ses membres ne partagèrent plus alors ses idées; et, d'ailleurs, blessés par le pouvoir dictatorial que s'arrogeait Most, ils formèrent une opposition, qui, sous l'influence d'événements semblables se produisant à cette même époque au sein de la démocratie allemande, se sépara enfin complètement de Most.

Celui-ci, toutefois, avait conquis une influence telle, que la grande majorité resta de son côté et se livra même entièrement à lui.

La situation en France, en Belgique et en Irlande, lui faisant croire à une révolution prochaine, il organisa son parti en *Union socialiste* avec ce mot d'ordre : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! » Elle eut pour mission de répandre les principes socialistes révolutionnaires

et de travailler à éclairer les ouvriers sur leurs intérêts en tant que classe ; la publication d'un manifeste communiste avait précédé cette organisation.

Le siège de l'association fut placé à Londres, d'où un comité de sept membres devait diriger les opérations, et il était entendu qu'on se mettrait en rapport avec toutes les sociétés de l'étranger poursuivant un but semblable au sien.

Mais en dehors de ce comité travaillant ouvertement, Most se croyant appelé à jouer un rôle important dans la révolution qu'il attendait, et voulant d'ailleurs s'assurer à temps la direction suprême du mouvement, fonda encore, sous le nom de *club de propagande*, une société secrète dont la mission était d'entretenir partout une agitation internationale et de préparer directement la révolution générale.

Dans ce but, il voulut former dans chaque pays un comité qui serait placé à la tête du mouvement dans ce pays et constituerait autour de lui, selon le modèle nihiliste, des groupes fort nombreux ; toutes ces ramifications aboutiraient ensuite à un point unique, au comité central de Londres, d'où la révolution dans tous les pays recevrait une direction bien uniforme.

Dans l'intervalle, la *Freiheit* et d'innombrables brochures seraient répandues dans toutes les di-

rections, et des agitateurs travailleraient de tous côtés à assurer le succès de l'entreprise.

Et ce plan ne demeura nullement lettre morte; on en trouve la preuve dans le procès de haute trahison qui fut instruit, comme on sait, à Leipzig, contre Brender et consorts, puis encore dans le congrès révolutionnaire international qui se tint à Londres, du 14 au 19 juillet 1881, et qui fut constitué surtout par les efforts de Most et du fameux nihiliste Hartmann.

Le but que poursuivit ce congrès fut la reconstitution de l'Internationale sur des bases purement révolutionnaires. Dès le mois d'avril, un congrès préparatoire s'était tenu à Paris et ses travaux portèrent essentiellement sur la situation politique des partis et la situation sociale des travailleurs en Europe et en Amérique. On insista sur la nécessité d'une entente de tous les prolétaires, en présence de l'union des bourgeois; on rejeta les procédés des socialistes *parlementaires*, estimant que seule la révolution sociale pouvait amener une solution définitive; on déclara que dans la lutte contre la société actuelle l'emploi de tous les moyens était justifié, et l'on indiqua parmi ces moyens la distribution de brochures, l'envoi d'émissaires, enfin l'emploi des matières explosibles.

Quant à l'esprit qui animait ce congrès préliminaire et qui se refléta ensuite dans le congrès

de Londres, il est indiqué notamment par un amendement que proposèrent les socialistes allemands, et qui proposait « la suppression de tous les potentats par les moyens employés contre l'empereur de Russie ». Cet amendement toutefois fut repoussé comme « n'étant pas, pour le moment du moins, suffisamment opportun. »

Mais il résulte de nombreuses adresses de félicitations venues de Berlin, de Paris, de Vienne, de Barcelone et d'ailleurs que telle n'était pas seulement la manière de voir des socialistes réunis à Londres.

Le congrès fut ensuite tenu du 14 au 19 juillet, à Londres ; 40 délégués, représentant quelques centaines de groupes d'Europe et d'Amérique, y prirent part. Afin de détourner l'attention de l'autorité, on s'arrangea de manière à tenir chaque séance dans un local différent, et les délégués ne furent désignés que par des numéros.

Dans le cours des délibérations, une entente générale se produisit sur ce point, qu'il fallait mettre fin par tous les moyens à l'exploitation des travailleurs par les tyrans, qu'on avait suffisamment parlé et écrit, et que le moment était venu d'en arriver aux actes.

Quant aux conclusions qui sortirent finalement des délibérations du congrès, elles étaient les suivantes :

Les révolutionnaires de tous les pays se réunis-

sent en *Association internationale socialiste et révolutionnaire des travailleurs* dans le but de faire la *Révolution sociale.* Le siège de l'association sera à Londres et des sous-comités fonctionneront à Paris, à Genève et à New-York. Partout où se trouveront des partisans on formera des sections et un comité exécutif de trois membres. Les comités de chaque pays entretiendront entre eux et avec les comités étrangers, à l'aide d'intermédiaires, des rapports continuels, et s'informeront réciproquement de tout ce qui intéresse l'association; ils réuniront de l'argent pour acheter des armes et des poisons, et chercheront des endroits propices pour poser des mines, etc., etc.

Pour atteindre ce but de la destruction de tous les détenteurs du pouvoir, des ministres, de la noblesse, du clergé, des principaux capitalistes, et en général de tous les exploiteurs, tous les moyens sont permis; il convient de se livrer surtout à l'étude de la chimie et à la fabrication des matières explosibles, qui constituent les armes les plus efficaces.

A côté du comité central de Londres sera placé un *comité exécutif* ou *bureau de renseignements*, composé de membres internationaux, et qui sera chargé d'exécuter les décisions du comité central et de faire la correspondance.

Le congrès se termina par une séance publique où l'on vota des félicitations à Hartmann, et où Krapotkine porta, entre autres, un toast « à l'homme vaillant, au grand cœur, qui commettrait le premier attentat en Allemagne. »

Le comité exécutif se mit aussitôt à l'œuvre, et développa une remarquable activité afin de mettre à exécution les décisions qui venaient d'être votées ; on trouva des partisans dans tous les pays, on envoya de nombreux émissaires dans toutes les directions, on répandit d'innombrables brochures révolutionnaires et l'on chercha surtout à les faire pénétrer dans les casernes, on réunit de l'argent pour des achats de dynamite et de machines infernales, etc.

Le succès fut tel que, lors d'une conférence réunie, au mois d'octobre, à Birmingham, on se déclara satisfait de la marche des affaires ; d'ailleurs, à côté de la section allemande, des sections anglaise, française, slave et irlandaise s'étaient formées dans l'intervalle.

Quand, dans l'hiver de 1881 à 1882, les menées panslavistes de la Russie firent naître chez un grand nombre de personnes l'idée qu'une guerre russo-allemande allait éclater, les révolutionnaires bâtirent sur cette éventualité les plus grands projets. Mais ces bruits venant à tomber, ils voulurent, à l'aide d'attentats, tenir éveillé l'intérêt de

leurs partisans, et cette question devint le thème favori de leurs délibérations tant publiques que privées.

C'est ainsi que, dans une réunion nombreuse qui se tint pour fêter l'anniversaire de l'assassinat de l'empereur Alexandre II, on désigna *cette exécution* comme *un acte nécessaire à l'émancipation du peuple ne pouvant être réalisée que par la force.* On y joignit l'espérance de voir bientôt *tous les tyrans trouver le châtiment qu'ils méritent.*

Peu de jours après, tandis qu'on célébrait le souvenir de la Commune de Paris, un orateur conclut par ce vœu : *Au roi, la bombe; au bourgeois, la balle; au prêtre, le poignard; au traître, la corde !*

Et, le 19 mars 1882, dans une nombreuse assemblée que présidait Krapotkine, un orateur allemand tint une allocution dans laquelle il exhortait les assistants à préparer des attentats avec deux ou trois coréligionnaires fidèles et discrets, *et à se mettre ensuite courageusement à la besogne.*

Enfin, l'assassinat du Phœnix-Park, à Dublin, fut encore le prétexte de manifestations délirantes et de félicitations adressées à ces *braves Irlandais* qui venaient de se montrer à la hauteur d'une si grande mission. En toute circonstance

le meurtre fut glorifié par la parole et par la plume comme un acte hautement méritoire.

Il est vrai que Most fut condamné dans le courant de l'été 1881, à seize mois de travaux forcés pour un article de ce genre qui parut dans la *Freiheit*, au sujet de l'attentat de Saint-Pétersbourg.

Mais cette condamnation modifia d'autant moins les idées du parti que le journal put tranquillement continuer à paraître, et on plaignit d'autant moins le condamné qu'il commençait, par ses procédés autoritaires, à sérieusement indisposer contre lui ses partisans et même ses amis.

Ce ne fut que l'assassinat du Phœnix Park et l'attitude que les révolutionnaires prirent à cette occasion, qui décida le gouvernement à intervenir plus énergiquement.

Le nouveau rédacteur en chef de la *Freiheit* fut condamné à dix-huit mois de travaux forcés, et le journal entièrement supprimé.

Comme, d'ailleurs, le bill de coercition qui fut appliqué à tout le Royaume-Uni fit redouter des expulsions dans le camp révolutionnaire, les principaux chefs du parti jugèrent prudent de se mettre en sûreté, pendant qu'il en était temps encore.

Ces circonstances firent beaucoup de tort à l'agitation; elle paraît être rentrée complètement

dans l'ombre, depuis que l'attentat de Londres, du 15 mars 1883, qui avait pour but de faire sauter, à l'aide de la dynamite, le palais du gouvernement dans Westminster, a fait redoubler de vigueur dans l'application des mesures antirévolutionnaires.

L'instruction qui suivit cet attentat a établi que ç'avait été une vengeance de l'association des fénians irlandais et américains qui, en présence des difficultés toujours croissantes qu'ils rencontraient en Irlande, avaient transporté en Angleterre le siège de leurs opérations, et qui avaient commencé ainsi à exécuter le plan conçu par l'apôtre de la dynamite, O'Donovan Rossa, de faire sauter, en même temps, les plus grandes villes d'Angleterre.

Comme on venait de découvrir à Birmingham une véritable fabrique de dynamite, dont les produits devaient être expédiés aux divers émissaires qu'on avait envoyés dans les grandes villes d'Angleterre, on défendit par une loi spéciale, sous les peines les plus rigoureuses, la fabrication et l'envoi, dans un but inavouable, de matières explosibles, et l'on créa au département de la police une section ayant pour mission spéciale de surveiller les agissements des socialistes internationaux.

Depuis, on n'a plus guère découvert de traces

du parti révolutionnaire à Londres, et l'anniversaire de la Commune, qui d'ordinaire donnait lieu aux plus grands excès de langage et aux manifestations les plus désordonnées, a été célébré fort pauvrement l'année dernière, en 1883.

On comprend, dès lors, que les socialistes modérés qui, dans l'intervalle, s'étaient groupés sous la direction d'un agitateur expulsé autrefois de Berlin, aient reparu depuis, d'autant plus qu'ils se sont mis en rapport avec les radicaux et que les idées socialistes prennent de plus en plus d'extension ; sous ce rapport, il faut remarquer surtout une certaine évolution qui s'est produite depuis quelque temps dans la tactique des *Trade's Unions*.

Ces chambres syndicales anglaises sont, comme on sait, répandues sur le pays tout entier et ont une organisation en quelque sorte militaire ; elles se sont tenues jusqu'ici sur le terrain purement *économique*, cherchant, en principe, par des grèves bien réglées, à obtenir des augmentations de salaire successives et la diminution des heures de travail. Cependant les mauvaises affaires des dix dernières années montrèrent que cette tactique n'était plus applicable à la situation industrielle présente, avec ses crises sans cesse renaissantes, résultant d'une production exagérée et des constantes révolutions dans l'ordre technique.

Les *Trade's Unions* comprirent dès lors qu'elles devaient, pour atteindre des résultats durables, se placer sur le terrain *politique*.

Cette pensée s'était fait jour dès 1872, au congrès quinquennal de Nottingham, où 250,000 adhérents se trouvèrent représentés ; on y décida en effet la formation d'une commission spéciale, chargée de suivre de plus près les débats relatifs à la question ouvrière au sein du Parlement, et on insista sur la nécessité de faire entrer à la Chambre des ouvriers ou des représentants de la classe ouvrière.

Dans l'avant-dernier *congrès de Manchester* (18 au 23 septembre 1882), où 126 sociétés comprenant 520,592 membres se trouvèrent représentées par 155 délégués, on discuta la question d'un impôt personnel devant servir à élever de 4 à 25 au moins le nombre des députés ouvriers à la seconde Chambre.

Le dernier *congrès de Nottingham* (10 au 15 septembre 1883), plus nombreux encore que le précédent, mit en lumière la nécessité absolue d'une représentation directe des travailleurs au Parlement, soit que ces députés fussent payés par le parti ouvrier lui-même, soit que le gouvernement se chargeât de les indemniser en les dispensant des droits électoraux et en leur accordant un traitement.

De plus il émit le vœu que des rapports plus étroits s'établissent entre les diverses *Trade's Unions*.

Mais ces décisions ne paraissent pas encore satisfaire les tendances actuelles du parti ; du moins les chambres syndicales de Londres ont-elles recommandé vivement, lors de leur conférence annuelle du mois d'avril 1883, la formation d'un *parti ouvrier politique ayant ses candidats et sa politique ouvrière indépendante ;* elles s'appuyaient sur ce fait que l'union du parti ouvrier avec les libéraux ne produisait que des résultats insignifiants et n'avait, notamment dans les dernières années, procuré aucun avantage sérieux aux travailleurs.

Si cette décision devait tôt ou tard être adoptée par le parti tout entier, ce serait une rupture définitive avec l'ancienne tactique et avec les partis autrefois prépondérants.

Mais, en présence de la puissante organisation et de la sévère discipline des *Trade's Unions*, une telle évolution serait d'une importance capitale pour le développement ultérieur des idées socialistes en Angleterre, car ces idées éveillent de moins en moins l'antipathie de ces associations.

On trouve une preuve à l'appui de cette dernière assertion dans le vote émis par les congrès de Manchester et de Nottingham, sur la question de la *nationalisation du sol*, qui avait été ins-

crite à l'ordre du jour. La proposition fut votée en principe, à une grande majorité, alors que, quelques années auparavant, elle avait encore été repoussée à l'unanimité.

On pourrait rapprocher de ce fait les rapports plus étroits qui se sont établis, ces temps derniers, entre les *Trade's Unions* anglaises et le parti *socialiste révolutionnaire* de France. Ces rapports commencèrent en novembre 1882, au moment où la fameuse question du tunnel de la Manche semblait devoir aboutir ; une délégation des ouvriers anglais s'était alors rendue à Paris. Ils se continuèrent par la part active que les Anglais prirent à la *Conférence internationale* (du 29 octobre au 2 novembre 1883), à laquelle furent invités également les socialistes italiens et espagnols ; enfin, suivant les décisions prises lors de cette conférence, cette union ne fera que se resserrer avec le temps, grâce à de nouveaux congrès internationaux.

Le mouvement qui poursuit une réforme radicale de la situation agraire, laquelle, il faut le reconnaître, n'est point normale, semble prendre des proportions de plus en plus grandes ; surtout depuis que la *Landnationalization Society* fondée au commencement de 1882 et l'économiste agitateur Henry George se sont emparés de cette question.

L'agitation agraire, en Irlande, a été la cause première de ce mouvement ; en dehors de son caractère politique, la question agraire avait un côté nettement socialiste, que les agitateurs irlandais avaient réussi à faire admettre en Angleterre et en Écosse.

Il est probable que cette agitation fut la cause des solutions apportées depuis aux difficultés les plus urgentes de la question foncière dans ces deux pays.

Ces réformes ne durent, à la vérité, satisfaire que médiocrement les agitateurs, qui poursuivent des transformations bien autrement radicales ; car, de même que les *Trade's Unions* combattent le monopole du capital, ce parti cherche à remplacer le *landlordism* par le *landcommunism*, c'est-à-dire qu'il veut restituer au peuple le sol qui, selon ce parti, lui revient de droit.

Ces partis divers, ayant avec le socialisme des affinités plus ou moins grandes, cherchent depuis peu à tirer parti des radicaux qu'ils essayent de réunir par un programme fixe roulant sur les questions spéciales qui les divisent le moins ; ils voudraient ainsi constituer *un vrai parti national*, qui ne servirait point, comme les deux déjà existants, certains intérêts spéciaux, mais se donnerait pour mission la régénération politique et sociale de l'Angleterre.

A cette fin, fut fondée, au commencement de 1882, la *Democratic Federation of England* qui, depuis peu, se nomme *Socialdemocratic Federation of England*. Cette association est représentée déjà, dans les principales villes d'Angleterre, par des sociétés affiliées. Elle dispose de deux journaux, l'un mensuel, le *To Day*, l'autre hebdomadaire, la *Justice*, et elle est dirigée par un *Comité exécutif* qui a son siège à Londres et où l'on trouve des tradesunionistes, des partisans de la réforme agraire, des radicaux, des socialistes et même un ancien socialiste révolutionnaire.

En tête de son programme, qui a été abondamment répandu, ce groupe a inscrit deux réformes principales : une constitution démocratique basée sur le suffrage universel, les femmes ayant également droit au vote, et la nationalisation du sol et du capital. Quant aux autres réformes, introduction de la journée de travail normale, impôt progressif sur le revenu, instruction gratuite, etc., le programme estimait qu'il fallait les réaliser sans le moindre retard.

Que cette agitation se tienne toujours sur le terrain légal, il est permis d'en douter en présence de l'attitude d'un journal qui fut autrefois son principal organe, le *Radical* de Londres. Il désignait, peu avant l'attentat de Dublin, l'assas-

sinat politique comme une œuvre absolument juste, comme une œuvre glorieuse, « tous les souverains n'étant que des usurpateurs, des traîtres et des rebelles envers les droits des peuples »; et, glorifiant les nihilistes, il avait ajouté que « *si le nihilisme russe, le communisme français, le socialisme allemand et le radicalisme anglais pouvaient s'unir pour une action commune, les despotes et leurs trônes ne tarderaient pas à disparaître de la surface de la terre.* »

Il est vrai que jusqu'ici ces idées socialistes radicales n'ont trouvé qu'un faible écho et un accès difficile dans les masses; mais les germes en sont partout visibles, et, comme la situation économique présente et future de l'Angleterre semble devoir favoriser le développement de ces germes, on se laisse aller, malgré soi, à la crainte de voir tous ces partis divers s'engager, en fin de compte, sous le drapeau du socialisme.

Déjà l'on peut voir cette tendance s'accuser dans le développement que prend aujourd'hui la presse et la littérature socialistes en général, alors qu'autrefois elle cherchait en vain à jeter ses racines en Angleterre.

Et les masses ouvrières d'Angleterre ne reculeraient pas non plus, le cas échéant, devant des actes de violence; l'agitation chartiste l'a prouvé autrefois, et on se souvient des excès de tout

genre qui marquèrent la grande grève de Staffordshire, pendant l'été de 1883.

En Écosse même, des tendances semblables se sont fait jour. L'agitation agraire y fut transportée ainsi qu'on l'a vu, et c'est surtout dans les Highlands qu'elle trouva un terrain favorable. Dès le mois de décembre 1881, au meeting d'Aberdeen, les délégués de 40 000 fermiers réclamèrent des réformes, et notamment des rémissions de loyer en cas de mauvaises récoltes, des indemnités pour la plus-value des terrains, le droit de cession et de prolongation de bail, etc., revendications par lesquelles avait commencé aussi l'agitation irlandaise, et, dans le courant de 1882, encore à l'exemple de l'Irlande, on refusa nettement de payer les fermages dans l'importante île de Skye, ainsi que dans diverses régions des Highlands, et l'on opposa à la force armée une vigoureuse résistance. On a dit plus haut que quelques réformes ont été consenties dans ce sens.

Quant à l'agitation démocratique socialiste qui a son foyer en Angleterre, elle cherche à prendre pied dans les grandes villes, à Édimbourg et à Glascow et à se faire des adhérents, en tenant des meetings et en répandant d'innombrables brochures.

Ces efforts, paraît-il, ne demeurent point stéri-

les, car, dans ces deux villes, des sous-comités doivent déjà être organisés à l'heure qu'il est.

D'une manière générale, on peut dire, pour ce qui est de l'Irlande, que trois principaux éléments sont intervenus dans l'agitation dans cette île, qui occupait, il y a deux ans, tous les esprits: les radicaux politiques, les économistes socialistes et les socialistes révolutionnaires, soit les *home rulers*, la *ligue agraire* et les *fenians*.

L'agitation agraire ne prit un caractère aigu qu'au commencement de 1881, époque à laquelle celui qu'on appelait *le père de la ligue agraire* fut arrêté et le *bill de coercition* promulgué. Cet agitateur était Michel Davitt; le premier, il déclara que la question agraire était une question sociale et, s'appuyant sur un texte de la Bible, il gagna à sa cause une grande partie du clergé.

Ces mesures donnèrent lieu à ce qu'on appela la *just rent agitation*, qu'on essaya de calmer par la *loi agraire* qui attribuait au juge le droit de fixer les loyers et qui donnait aux fermiers la possibilité d'acquérir un certain droit de fermage héréditaire.

La *Ligue* ne se déclara point satisfaite et, à la *Convention nationale* de Dublin (15-22 septembre 1881), elle réclama la mise en liberté de Davitt et l'abrogation du bill de coercition.

Ces exigences ayant été repoussées, la Ligue elle-même déclarée illégale, à cause de son carac-

tère révolutionnaire, et son principal organisateur, le député Parnell, ayant été arrêté, la Ligue publia le *No-rent-Manifest* et entreprit une véritable guerre de guérillas dans une série de *crimes agraires*, ainsi qu'on les a appelés.

On peut se faire une idée de l'extension que prit alors l'agitation et de la violence de la lutte par ce fait que, au printemps de 1882, le nombre des crimes fut en moyenne de 500 par mois, que le nombre des arrestations effectuées en vertu du bill fut de plus de 1000 et qu'il y eut 20 000 expulsions de fermiers par la force armée.

Les principaux secours vinrent d'Amérique, où la ligue agraire avait organisé, parmi la population irlandaise, plus de 300 sociétés.

Lors d'une *Convention nationale* qui se tint à Chicago du 30 novembre au 2 décembre 1881, et à laquelle assistèrent 837 délégués, les fénians, home rulers et liguistes réclamèrent d'un commun accord la création d'un Parlement irlandais. Le *No-rent-Manifest* fut confirmé et l'on décida une souscription de 250 000 dollars qui devaient être payés jusqu'au 1er février 1882. Healy et O'Connor apportèrent en outre 70 000 dollars récoltés pendant la tournée qu'ils avaient entreprise et, au total, il arriva d'Amérique, jusqu'au printemps 1882, 600 000 dollars qui furent remis au trésorier de la Ligue à Paris.

D'ailleurs les Irlandais furent soutenus dans leur résistance par de nombreux meetings, et de New-York partit un manifeste invitant les travailleurs de tous les pays, non seulement à soutenir, mais encore à imiter les Irlandais.

Les concessions faites par le gouvernement au mois d'avril 1882 amenèrent enfin une détente dans la situation, quand l'assassinat de lord Cavendish et de Burke au Phœnix Park vint remettre tout en question.

La conséquence directe de ces événements fut la promulgation d'un bill de coercition plus rigoureux encore que le premier, tandis qu'on soulagea la situation toujours difficile des fermiers en leur remettant les fermages en retard ; et ainsi l'on indiqua aux chefs du mouvement la véritable voie qu'ils avaient à suivre.

On s'aperçut peu à peu qu'on avait fait fausse route et, à l'instigation de Parnell, une *conférence nationale* se réunit à Dublin, le 17 octobre 1882. Sept cents délégués environ prirent part à la conférence, les liguistes et les home rulers décidèrent de former une *ligue nationale irlandaise* qui se donna pour mission d'obtenir, par des moyens *légaux*, l'autonomie de l'Irlande, la suppression du système agraire actuel, par la transformation des fermiers en cultivateurs-propriétaires et l'abolition du prolétariat agricole

par le développement de l'industrie agricole et manufacturière.

Les fénians américains, qui repoussaient cette transformation, cessèrent immédiatement leurs envois d'argent ; ils combattirent de toutes leurs forces la *politique modérée* et poursuivirent en secret la série de leurs attentats contre les juges, les jurés, les agents de police et les autres fonctionnaires, si bien que vers la fin de novembre 1882 il fallut, en vertu du nouveau bill, mettre Dublin et les environs en état de siège.

Dawitt, à l'opposition de Parnell, ne voyait d'autre solution possible à la question agraire que la nationalisation du sol ; il parut néanmoins disposé à agir de concert avec lui ; mais il ne tarda pas à sortir du comité exécutif de la ligue nationale, afin de pouvoir faire en toute liberté, pour ses propres idées, une active propagande ; il parcourut l'Irlande et l'Écosse, et, secondé par la crainte d'une famine que les mauvaises récoltes de 1882 et 1883 avaient fait naître, il prêcha la vieille politique du *No rent;* il fut d'ailleurs vivement soutenu en Amérique, où l'agitateur Henry George était retourné dans l'intervalle.

Du reste, tous les efforts furent faits de ce côté pour briser l'influence de la Ligue, qui bientôt compta plus de 300 sections, et pour doter l'Irlande de l'émancipation sociale, c'est-à-dire pour

la séparer violemment de l'Angleterre et pour en extirper les *landlords*.

Néanmoins la Ligue réussit à créer en Amérique une association sœur, ce qui fut pour elle un sérieux renfort.

Lors d'un congrès qui se tint à Philadelphie, les 25 et 26 avril 1883, et auquel prirent part plus de 500 délégués des associations irlandaises américaines, il fut décidé, en effet, de transformer la ligue actuelle en une *ligue nationale irlandaise américaine*, qui se donna pour mission de soutenir activement l'association mère, dans la réalisation du programme de Parnell.

On fut quelque peu surpris de voir adopter ce programme modéré, mais il faut voir dans cette détermination le résultat au moins partiel du revirement qui eut lieu, à la suite de l'explosion de Londres du 15 mars 1883, dans l'opinion publique, même en Amérique, qui condamna ce genre de lutte.

D'un autre côté, Parnell, en sa qualité de chef et d'organisateur de la ligue nationale irlandaise, avait instamment invité l'association américaine à se tenir dans les limites de son programme, afin que les secours venus d'Amérique pussent être acceptés par lui, sans fournir au gouvernement anglais le prétexte d'intervenir dans les affaires de la ligue nationale.

Il est remarquable que la *politique de la dynamite*, qui jusque-là avait été chaudement soutenue par la presse irlandaise d'Amérique, fut simplement passée sous silence après l'affaire de Londres, alors que, cependant, on s'attendait sur ce point à une explication catégorique de la part de la *Convention ;* et d'un autre côté, Parnell ne se défendit qu'imparfaitement contre le reproche qui lui fut adressé, au Parlement, d'avoir eu connaissance des secours d'argent que l'agitation des fénians tirait de la caisse de la Ligue, et de l'avoir tacitement approuvée.

Cependant une souscription s'ouvrit en Irlande, dans le but d'honorer Parnell par un don national. Malgré un interdit papal dirigé contre cette souscription , elle atteignit en quelques mois 4,000 livres sterling environ, soit un million de francs.

Tout récemment, sous la conduite de Parnell, une lutte d'un caractère fort violent a éclaté dans la province d'Ulster, le siège principal du parti des orangistes protestants, entre ces derniers et les partisans de la Ligue. Cette lutte est le résultat moins des rivalités religieuses, Parnell lui-même étant protestant, que des motifs d'ordre politique, les orangistes étant partisans de l'unité du royaume, tandis que les liguistes ont des tendances fédéralistes plus ou moins marquées.

Au reste, le gouvernement anglais a réussi, dans le courant de l'année dernière (1883), à mater, dans une certaine mesure du moins, le mouvement révolutionnaire d'Irlande, puisque, en vertu du bill de coercition, il a fait arrêter les principaux agitateurs, dont quelques membres du Parlement, et découvert peu à peu les sociétés secrètes qui avaient commis, dans le cours de ces dernières années, un nombre incalculable de crimes.

Il parvint ainsi à dissoudre la société des *Invincibles*, qui s'était donné pour mission toute spéciale le crime de Phœnix Park, la *Société patriotique irlandaise*, la *commission de vigilance*, et d'autres associations du même genre qui poursuivaient le même but, la guerre contre la domination anglaise en Irlande; et il put livrer au châtiment qu'ils avaient si bien mérité les membres de ces associations, ceux toutefois qui ne s'étaient point réfugiés en Amérique.

Depuis, le nombre des attentats de toute sorte a sensiblement diminué, et les réformes en voie d'exécution commencent à faire sentir leur action bienfaisante.

Il est vrai qu'en revanche, l'intervention énergique de l'autorité a paru décider les révolutionnaires à porter la guerre au cœur même de l'Angleterre ; et les explosions de dynamite qui,

récemment encore, se sont produites à Londres et dans d'autres villes d'Angleterre, ainsi que les enquêtes qui les ont suivies, ne sont que des preuves trop évidentes de cette évolution de la tactique révolutionnaire.

SUISSE

La propagande révolutionnaire n'a jusqu'à ce jour produit que peu de fruits parmi la population suisse proprement dite ; la différence des langues parlées dans les divers cantons, l'absence de grands centres industriels, le sentiment national fortement développé et mêlé d'une certaine défiance de tout ce qui est étranger, constituent autant d'obstacles à une semblable propagande. C'est ainsi qu'en 1880 on estimait à 15,000 à peine, sur une population de 3,000,000 d'habitants, le nombre des partisans du mouvement ouvrier suisse, dans toutes ses nuances.

En revanche, c'est dans ce pays que le socialisme a montré pour la première fois et le plus nettement son caractère international, parce que, depuis des années déjà, la Suisse est le lieu de rendez-vous de tous les mécontents de l'Europe, et qu'elle a sous ce rapport, sur l'Angleterre non moins libérale, l'avantage de sa position centrale, au cœur de l'Europe, à la frontière des pays germains et latins.

Il suffit de rappeler à ce sujet les grands procès

socialistes qui se sont déroulés pendant les années antérieures à 1880, dans différentes grandes villes d'Europe, et qui tous permettaient de reconnaître que presque toujours la Suisse servait de point de départ à l'agitation révolutionnaire ; de rappeler que, depuis longtemps, les grandes villes suisses et notamment Genève donnent naissance à des publications subversives, rédigées dans toutes les langues, et qui de là se répandent dans les divers pays européens ; que, le 7 décembre 1878, le département fédéral de la justice crut devoir, par une circulaire, mettre un frein aux débordements de ce mouvement ; que de nombreuses expulsions d'Allemands de Français, d'Espagnols, de Russes, de Polonais, etc., suivirent cette circulaire, etc.

Puis, l'Internationale n'a-t-elle point choisi la Suisse, avec une prédilection marquée, pour y tenir ses grands congrès ?

L'agitation socialiste avait donc à compter dans ce pays avec les éléments les plus divers ; et l'impossibilité de trouver une organisation qui pût satisfaire tout le monde a toujours constitué pour le parti socialiste la principale difficulté ; elle n'est point encore résolue à l'heure qu'il est.

Déjà l'Internationale avait échoué, grâce aux tendances particularistes qui s'étaient développées sur le sol suisse.

Peu avant 1870, le nihiliste russe Bakounine avait tenté d'introduire l'Internationale. En 1871, on provoqua la formation de la *Fédération jurassienne*, dont les tendances anarchistes furent d'abord assez accentuées. Au congrès de la Haye (29 septembre 1872), il y eut scission, et l'on vit bien que les jours de l'Internationale étaient comptés.

On essaya de réunir dans une association unique, ayant une organisation fortement centralisée, les subdivisions diverses de la fraction suisse aux autres branches de la Société ; cette expérience ayant échoué, on voulut essayer d'une organisation mixte, ce qui réussit moins encore, de sorte qu'on en est resté au système purement fédératif.

Parmi les divers éléments qu'il convient d'envisager, l'*Union du Grütli* est la seule qui ait une organisation solide et une influence étendue.

Ses tendances ont un caractère rigoureusement national, et, depuis quelque dix ans, cette association s'est nettement révélée comme parti ouvrier; elle compte près de 200 sections représentant environ 7,000 membres; elle dispose d'un revenu annuel de 70 à 80,000 francs, d'un organe spécial, le *Grütlianer;* elle se subdivise en sociétés locales et cantonales, qui reçoivent leur direction d'une commission dont le siège change d'année en année.

Au contraire des « sociétés ouvrières allemandes », les chambres syndicales suisses se tiennent sur le terrain purement économique.

Ces dernières ne sont nées que sous l'influence de l'Internationale, tandis que les *sociétés allemandes*, qui ont leur siège central à Genève et disposent d'un journal, le *Vorbote*, furent les premières associations ouvrières organisées en Suisse.

En dernier lieu, il faut citer encore les démocrates socialistes et les anarchistes; les premiers se recrutent principalement dans les chambres syndicales, tandis que, dans le camp anarchiste, dont les forces les plus importantes se trouvent dans la Suisse française, on trouve un mélange des plus curieux, des nationalités les plus diverses.

Quoique ces différents groupes ne soient pas si nettement tranchés que les membres de l'un d'eux ne puissent, par exemple, faire partie d'un des deux autres, il est aisé de comprendre, toutefois, qu'il serait bien difficile de faire entrer ces éléments si divers dans une association organisée de manière à les comprendre tous.

La tentative en a été faite cependant.

La première fois, ce fut par la formation de l'*Union ouvrière suisse* qui fut effectuée en 1873, lors du *premier congrès général des ouvriers suisses*, à Olten.

L'influence de l'Internationale fut sensible en

ce sens que les principes essentiels du programme et de l'organisation de l'*Union* lui furent empruntés; quant au reste, on essaya, par les *revendications transitoires*, de tenir compte des tendances spéciales et locales qui étaient représentées au congrès.

L'insuccès ne se fit pas longtemps attendre.

Les Suisses se plaignirent que les membres étrangers, et notamment les Allemands, ne comprissent point leur politique nationale et ne s'y intéressassent pas; d'un autre côté, les Allemands, qui naturellement s'occupaient plus de la propagande et des événements dont leur propre pays était le théâtre que de leurs coreligionnaires suisses, crurent n'être pas assez énergiquement soutenus par ces derniers; ils introduisirent d'ailleurs un nouvel élément de discorde dans l'union, quand ils demandèrent qu'on prît parti ou pour Most-Hasselmann, ou pour Bebel-Liebknecht.

Il arriva donc que le nombre des adhérents tomba de 5,000 à 2,000, et l'union ne tarda pas à prévoir sa dissolution prochaine.

On approuva donc unanimement la proposition que firent alors les Allemands, de dissoudre l'*Union* et de la remplacer par une association autrement organisée; ils désiraient vivement en effet, depuis que le congrès de Wyden leur avait démontré la nécessité de ce rapprochement, s'unir plus

étroitement à leurs frères d'Allemagne ; or les liens qui les rattachaient aux Suisses constituaient autant d'obstacles à la réalisation de ce désir.

Lors du septième et dernier congrès que l'*Union* tint à Olten (6 au 8 novembre 1880), on décida la séparation des mouvements politique et économique et l'organisation d'associations isolées.

Dans ce but, on résolut de constituer, le 1er janvier 1881, une *Union syndicale générale*, qui serait ouverte à toutes les nationalités, les questions économiques s'agitant sur un terrain international ; au contraire, l'action politique devait s'exercer dans des associations que les représentants des diverses nations formeraient séparément.

C'est ainsi que les Suisses formèrent le *parti démocratique socialiste suisse*, et que les Allemands, se conformant au programme de Gotha, se réunirent en *parti démocratique socialiste allemand de la Suisse*. L'*Union ouvrière* avait fondé à Zurich l'*imprimerie coopérative suisse et la librairie populaire de l'Union*. Cette affaire passa entre les mains d'une Société par actions, mais dont les actionnaires ne purent être que les membres des anciennes *sociétés ouvrières* et de la *société du Grütli*, laquelle avait recouvré, dans l'intervalle, son ancienne indépendance.

A la place de la *Tagwacht*, on fonda, pour servir

d'organe officiel aux syndicats et aux socialistes allemands, la *Arbeiterstimme* (Voix des travailleurs), qui existe encore aujourd'hui, et le *Sozialdemokrat* fut abandonné aux Allemands.

Comme centre de l'*Union syndicale*, on choisit Genève, tandis que Zurich demeura celui des unions socialistes.

Toutes ces sociétés ayant, comme le *Grütliverein* (*société du Grütli*), leurs subdivisions locales et cantonales, on espérait arriver d'autant plus aisément à agir en commun et dans le sens socialiste, que toutes les tendances isolées pouvaient maintenant se produire librement, sans pour cela nuire à l'ensemble.

Cette fois encore le résultat attendu fit défaut.

Dès l'année suivante, la *Société du Grütli* refusa son concours, déclarant « qu'étant une union purement nationale, elle ne pouvait s'associer aux tendances de l'Union syndicale et des socialistes ».

Au sein de l'*Union*, la rivalité de l'élément suisse et de l'élément allemand ne tarda pas à se manifester de nouveau ; on reprochait aux Allemands leurs prétentions à la domination, et l'on ne put s'entendre sur la question même de l'organisation de l'Union, qu'on proposa tour à tour de rendre syndicale, territoriale ou mixte.

Par suite de ce désaccord, le parti démocratique socialiste suisse ne put faire de grands progrès

non plus, parce que surtout les agitateurs habiles lui faisaient défaut, et la *Arbeiterstimme* eut grand' peine à subsister.

Quant aux démocrates socialistes allemands, non seulement ils eurent à souffrir de leurs dissensions intestines, lesquelles avaient leur cause dans l'attitude hésitante des députés du parti et dans le pouvoir presque dictatorial que s'arrogeaient les chefs du parti et principalement les rédacteurs du *Sozialdemokrat*, mais ils se trouvaient en lutte continuelle avec les anarchistes, qui cherchaient, et non sans succès quelquefois, à leur disputer le terrain.

Les commencements de cette scission, dans le camp allemand, remontent à 1880, alors qu'en Allemagne également se manifestaient les deux tendances Most-Hasselmann et Bebel-Liebknecht, qui aboutirent à une scission dans le parti.

Le parti modéré avait, ainsi qu'on l'a vu plus haut, cherché à faire cesser ce désaccord en convoquant, aussitôt après la scission du Reichstag, un congrès à Rohrschach; déjà Most s'y rendait quand contre-ordre fut donné parce que précisément on redoutait que sa présence n'amenât une rupture complète entre les deux groupes, ce que, dans l'intérêt du parti, on crut devoir empêcher.

Cependant Most profita de son séjour en Suisse

pour répandre ses idées parmi les Allemands qui s'y trouvaient et pour rendre ses adversaires suspects, ainsi qu'il avait coutume de faire.

Il réussit à se créer des partisans dans diverses localités et, après son départ, l'agitation se poursuivit dans le sens de ses propres idées, et ce parti naissant ne tarda pas à obtenir des succès assez considérables. Il se montra d'abord mécontent des décisions du congrès qui se réunit enfin au mois d'août 1880 à Wyden, et notamment de celle qui excluait Most et Hasselmann. L'opposition se sentit dès lors assez forte pour convoquer aux bords du lac de Genève un congrès destiné à combattre celui de Wyden, dont les résolutions furent déclarées nulles et non avenues ; la *Freiheit* de Londres fut adoptée comme organe officiel du parti, et l'on décida la formation de nombreux groupes agitateurs dont la mission serait de répandre en Allemagne la *Freiheit* et toute sorte d'autres publications révolutionnaires.

Le congrès de Londres, avec les organisateurs duquel le parti qui s'organisait en Suisse entretenait des rapports suivis, vint donner à ce dernier une extension nouvelle ; il accepta le programme qui y fut adopté et se mit aussitôt en mesure de l'appliquer.

On chercha à introduire dans le parti l'organisation par groupes adoptée par les nihilistes ; on

institua des correspondants spéciaux destinés à mettre les divers groupes en communication ; on fonda une caisse de propagande, dont les fonds devaient servir à répandre en Allemagne la *Freiheit* et des brochures révolutionnaires ; on prépara l'envoi, dans ce pays, d'émissaires spéciaux en vue d'attentats à commettre ; enfin l'on chercha tous les moyens propres à favoriser l'explosion de la révolution en Allemagne.

Les personnages les plus énergiques ayant pris le parti de Most, cette active agitation ne demeura pas sans résultats. Les groupes révolutionnaires, ou plutôt anarchistes, furent en constant progrès, principalement dans la région du Nord-Est et dans la Suisse française, et quand, pendant l'été de 1882, la *Freiheit* dut cesser de paraître à Londres, on fut en mesure de rédiger ce journal en Suisse et de l'expédier durant des mois entiers, en attendant que Most reprît lui-même l'affaire, après son arrivée à New-York.

Dans le courant de l'année passée (1883), les anarchistes ont réussi à obtenir la majorité dans un grand nombre de cercles ouvriers, ou du moins à y tenir la majorité en échec, et, tout en évitant, depuis que l'attention de l'autorité était attirée sur eux, toute manifestation publique, ils déployèrent une activité secrète d'autant plus grande.

C'est ainsi qu'au mois d'août 1883, lors d'une conférence secrète tenue à Zurich, où de nombreuses localités de la Suisse, de l'Allemagne, de l'Autriche et de la France se trouvaient représentées par des délégués et où l'ensemble de l'organisation du parti en groupes fut reconnu satisfaisant, ils élaborèrent le plan d'un système de propagande plus étendu, par les publications révolutionnaires; ils avisèrent aux moyens de mettre cette propagande à l'abri de l'intervention de l'autorité; ils décidèrent la fondation d'une imprimerie secrète; et, comme on vit peu après se répandre en Allemagne des numéros du *Rebelle*, « organe des anarchistes parlant l'allemand; imprimerie nationale et libre, propriété du parti, à Nirgendsheim (Nulle-Part) », on peut inférer de là que ces projets furent mis à exécution.

Bien que cependant les anarchistes allemands de Suisse aient surtout en vue l'Allemagne, ils ne négligent pas pour cela d'entretenir d'étroites relations avec leurs coreligionnaires des autres pays et, à cet égard, la *fédération jurassienne*, où l'on trouve pêle-mêle des Français, des Italiens, des Espagnols, des Russes, des Polonais, des Tchèques, des Allemands et des Suisses, mérite une mention toute spéciale. Cette association avait adopté, dès 1878 et 79, une tendance si nettement anarchiste, qu'elle exprima « sa plus

ardente sympathie » pour Hœdel, « ce nouveau martyr des revendications populaires; » qu'elle définit Dieu « le produit de l'imagination affolée et de l'odieuse spéculation des despotes », et qu'elle déclara poursuivre « l'autonomie absolue de l'individu » à tous les points de vue, comme étant l'idéal de la société future.

Sous la direction personnelle du nihiliste Krapotkine et sous l'influence de son organe, le *Révolté* de Genève, la fédération prit une extension telle qu'elle se répandit sur tout le Sud de la France et que, lors du congrès annuel qu'elle tint à Lausanne, le 4 juin 1882, elle put compter ses membres par milliers.

Ce congrès, où fut discuté et admis en principe le programme de Londres, prit, entre autres résolutions, celle de convoquer à Genève une *conférence internationale*, à l'occasion de la grande fête musicale qui devait avoir lieu dans cette ville du 12 au 14 août 1882.

La commission de propagande de Genève lança à cet effet. dans toutes les directions, de nombreuses invitations, conçues dans les termes les plus violents; 50 délégués français, italiens et russes, répondirent à cet appel.

La conférence se tint les 13 et 14 août, et elle discuta principalement la « séparation complète des anarchistes d'avec tous les autres partis »,

mesure qui fut unanimement reconnue comme absolument indispensable.

Des rapports venus de Lyon, de Montceau-les-Mines, de Marseille, de Cette, de Grenoble, de Paris et de diverses villes suisses, dépeignaient la situation sous les couleurs les plus favorables; les assistants enthousiasmés se séparèrent au cri de : « A bas Dieu! A bas la patrie, le gouvernement, les bourgeois! car notre ennemi, c'est tout ce qui règne. »

Un manifeste qui, peu après, fut adressé à tous les travailleurs d'Europe, développa ces idées. On y lisait notamment : « Nous nous déclarons solidaires de toute personne qui se rira des lois en ayant recours aux moyens révolutionnaires, et déclarons que tous les moyens tendant à ce but sont bons. »

Cependant les troubles qui, peu après, vinrent à éclater dans le Midi de la France, et dont une part fut, avec raison, attribuée aux menées dont la Suisse était le théâtre, eurent pour conséquence d'attirer plus spécialement l'attention des autorités suisses sur les anarchistes, qui devinrent dès lors l'objet d'une surveillance gênante.

Cela n'empêcha pas la fédération jurassienne, néanmoins, de convoquer son congrès annuel à la Chaux-de-Fonds, du 7 au 9 juillet 1883, d'y discuter longuement sur la nécessité d'une caisse

internationale pour les « victimes de la bourgeoisie », sur l'inconvénient, au point de vue anarchiste, d'une union des groupes révolutionnaires, sur la solidarité de ces groupes quant aux principes fondamentaux, sur la nécessité, enfin, de « la propagande par les actes », et, comme exemple d'une semblable propagande, on cita, avec force éloges, la conduite de cet ouvrier de Roanne qui, lors de la dernière grande grève, avait tiré sur son patron.

En présence de cette influence croissante des anarchistes, les démocrates socialistes suisses comprirent qu'ils devaient frapper un grand coup, s'ils ne voulaient voir la direction du mouvement leur échapper.

Il est vrai que ce parti a encore sur l'autre des avantages divers : il se trouve, par les fréquentes visites des députés démocrates socialistes du Reichstag, par le continuel mouvement des ouvriers qui viennent d'Allemagne et y retournent, par l'écoulement considérable de son organe le *Sozialdemocrat*, plus directement en rapport avec la patrie ; il dispose probablement aussi d'éléments plus intelligents et de ressources plus grandes. Mais ces avantages sont paralysés, ainsi qu'on l'a déjà vu, par un défaut complet d'entente, si bien qu'à la conférence qui se tint à Bienne, au mois de mai 1883, et à laquelle prirent

part 70 délégués, il fallut avouer que l'organisation du parti, ainsi que l'agitation, laissaient encore beaucoup à désirer.

On reprit l'idée d'un rapprochement entre le parti allemand et les associations suisses, et l'on essaya de nouveau d'arriver à une organisation commune, mais reposant, cette fois, sur des bases purement fédéralistes. En d'autres termes, on résolut d'amener toutes les fractions suisses et allemandes du parti démocratique socialiste à agir solidairement, dans toutes les questions intéressant le parti tout entier, sous la garantie d'une entière indépendance, et en se tenant sur le terrain des principes socialistes; on espérait non seulement s'opposer aux progrès de l'élément anarchiste, mais encore obtenir des résultats plus pratiques que par le passé.

Cette manière de voir fut unanimement approuvée par l'*assemblée générale des ouvriers suisses* qui se tint à Zurich du 8 au 10 septembre, et qui fut composée de 176 délégués; et l'on chargea de l'exécution du plan proposé un « Comité d'action » composé de deux délégués des cinq associations qui se trouvaient représentées à l'assemblée.

Mais, bien qu'on s'agitât beaucoup, la nouvelle association ne comptait encore, au milieu du mois de novembre, que 3,680 membres, dont 1,500 de

la *Société du Grütli,* 730 appartenant à des syndicats, 550 à divers cercles ouvriers, 600 démocrates socialistes allemands, et 300 Suisses. Et, comme les vieilles divergences d'opinion tendent à se faire jour de nouveau, il est probable que la nouvelle organisation aura le sort de l'ancienne.

L'appel adressé au mois de décembre par le *Comité d'action* aux « ouvriers organisés de tous les pays » les engageant à créer partout une violente agitation, afin d'obtenir la journée de travail normale de 8 heures, la réforme du travail des femmes, la suppression du travail des enfants et des fabrications malsaines, et à exercer ainsi sur les gouvernements une pression qui les amènerait à donner à ces questions une solution internationale, les engageant d'ailleurs à se réunir, pour arriver à une entente plus complète, en *assemblée internationale des ouvriers,* cet appel ne paraît pas avoir, jusqu'ici, produit le résultat qu'on en attendait; de même on ne paraît pas avoir donné suite encore au projet qu'on avait formé d'envoyer au Conseil fédéral suisse une adresse, l'engageant à prendre l'initiative du règlement international, dans le sens indiqué par l'*Assemblée,* de ces diverses questions.

BELGIQUE — HOLLANDE — DANEMARK SUÈDE ET NORWÈGE

En Belgique, pays très industriel et de plus voisin de la France, « l'Internationale » a pris un très rapide développement et dès le printemps 1869, elle y comptait, dit-on, de 60,000 à 70,000 adhérents.

Au *Congrès de La Haye* (2 au 9 septembre 1872), ce furent principalement les délégués belges qui, réunis aux espagnols, donnèrent leur appui à l'opposition dirigée contre Karl Marx et qui réclamèrent, à cause de certains excès de pouvoir, une notable diminution des attributions du *Conseil général.*

Cette discussion amena, comme on sait, la division de l'Internationale en deux fractions, dont l'une, la fraction autoritaire, conserva pour chef Karl Marx, et dont l'autre, ou fraction fédéraliste, ou encore anarchiste, fut dirigée par Bakounine ; elle eut encore pour effet de faire transférer à New-York le siège du *Conseil général*, et entraîna ainsi la décadence de l'Internationale elle-même, après qu'une tentative de réconcilia-

tion, qui fut faite au *Congrès de Gand* (9 au 16 septembre 1877) n'eut que médiocrement réussi.

Ce ne fut que dans les années qui précédèrent 1880, alors que le mouvement socialiste allemand attirait l'attention générale, que le socialisme commença à revivre en Belgique ; ce réveil semble devoir être attribué à l'influence d'un groupe d'agitateurs allemands qui, se joignant aux socialistes belges, avait fondé à Bruxelles, vers l'automne de 1878, un *Cercle de lecture* (*Leseverein*).

Depuis lors, des congrès socialistes se sont tenus chaque année dans ce pays.

Le premier de ces congrès se tint à Boom en 1878 ; on y prépara la réunion des divers groupes d'un *Parti socialiste ouvrier belge*; elle fut définitivement décidée au *Congrès de Bruxelles*, qui se tint l'année suivante, 1879, à Pâques. Un *Conseil central* fut nommé, et l'on adopta le programme de Gotha comme règle de conduite générale; et même on désigna, comme devant être les organes du parti, la *Voix du Peuple* de Bruxelles, *De Werker* (*l'Ouvrier*) d'Anvers et *De Volkwil* (*la Volonté du Peuple*) d'Anvers.

Cependant, cette entente ne devait pas être de longue durée.

Dès le Congrès annuel suivant, qui se tint à Bruxelles (Pentecôte 1880), on put constater les

symptômes d'une scission qui ne devait pas tarder à se produire au sein du nouveau parti; elle s'effectua comme en Allemagne, et il est probable qu'il faut voir encore ici une imitation de l'exemple donné par le *Lese-Verein* allemand, car les socialistes allemands étaient tenus en haute estime par leurs frères belges, à cause de leur conduite méthodique et de leur persévérance.

Le *Verein* s'était en effet divisé en deux camps, sous la direction personnelle de Liebknecht, d'une part, et de Most, de l'autre; ce dernier ainsi que plusieurs de ses partisans se virent interdire peu après le territoire belge; la fraction radicale acceptant sans restriction les idées de Most travaillait activement à répandre la *Freiheit*, ainsi que d'autres publications révolutionnaires, et dans ce but fonda notamment une succursale de son groupe dans la petite ville de Verviers, non loin de la frontière allemande.

Ces idées trouvèrent un accueil favorable auprès des socialistes belges, et de nombreuses voix se firent entendre au congrès de 1880, pour réclamer une action plus énergique et pour approuver hautement l'attitude de la *Freiheit*.

L'opposition alla s'accentuant de jour en jour, et, quand le parti Bebel-Liebknecht proposa de tenir le congrès de 1881, en Suisse (à Coire, du 2 au 4 octobre) et que le parti de Most vint à

choisir Londres (14 au 19 juillet) pour y tenir le sien, les socialistes belges durent se décider pour l'un ou l'autre de ces deux congrès; alors la scission ne put être différée plus longtemps. La fraction modérée, qui avait formé le *parti socialiste ouvrier*, et qui considérait le suffrage universel comme un moyen de préparer de plus grandes réformes, décida au congrès d'Anvers (Pâques 1881) qu'elle enverrait ses délégués au congrès suisse; et, au mois d'avril, elle se réunit encore en *congrès extraordinaire*, à Huy, pour préparer le programme du congrès international, pour nommer des délégués et leur donner des instructions.

Les socialistes radicaux, au contraire, se constituèrent en *union révolutionnaire* et fondèrent un organe spécial, la *Persévérance;* ils prirent parti pour le Congrès de Londres et tinrent diverses assemblées préparatoires, dites *congrès trimestriels* (le 19 septembre 1880 à Bruxelles, le 25 décembre 1880 à Verviers et le 20 mars 1881 à Cuesmes). Ils y prirent, entre autres résolutions, celle de faire revivre, en lui donnant des bases révolutionnaires, l'ancienne *Association internationale des travailleurs ;* on convint cependant de ne résoudre que d'une manière générale les questions d'organisation, afin de ne point restreindre l'indépendance et l'activité des groupes

particuliers ; des relations suivies s'établirent en conséquence avec le Comité d'organisation de Londres, avec les membres duquel on avait des relations, avec lesquels on entretenait une correspondance régulière, et l'on prit part à la fixation de l'ordre du jour en faisant une motion relative à l'emploi des matières explosibles; cette motion avait été inspirée par les membres allemands de Bruxelles.

Dans la suite, l'émulation des socialistes belges fut provoquée par le triomphe de leurs coreligionnaires allemands aux élections du Reichstag (octobre 1881). Ce furent surtout les modérés, qui se trouvèrent encouragés par ce succès, dans les efforts qu'ils faisaient depuis longtemps pour obtenir le suffrage universel.

Cette question prima dès lors toutes les autres au sein de leurs assemblées, de leurs conférences et de leurs congrès, et elle donna lieu à de nombreuses manifestations révisionnistes. De plus, ils fondèrent, uniquement dans ce but, une *Ligue réformiste électorale ;* à quoi les radicaux socialistes, devenus dans l'intervalle de purs anarchistes, répondirent en fondant la *Ligue républicaine socialiste ;* mais ils ne cherchaient en cela qu'à défendre leur situation, la question électorale étant à leurs yeux non le but, mais un moyen de propagande seulement.

Cependant, ni l'une ni l'autre de ces deux ligues ne fut bien prospère : les anarchistes, parce qu'ils n'arrivaient point à s'entendre entre eux ; les socialistes, parce qu'ils ne rencontrèrent point, auprès des masses, cette vive sympathie sur laquelle ils comptaient. Il résulta de là que les anarchistes ne purent arriver à tenir leur congrès annuel, et que celui des socialistes (Verviers, Pentecôte) fut assez insignifiant.

Pour réagir contre cette torpeur, les chefs socialistes, sous la conduite de l'ancien internationaliste très connu, le docteur César de Pape, se mirent en rapport avec quelques députés radicaux et, prenant pour base un programme qui concordait sur bien des points avec celui de Gotha et avec le *programme minimum* français, ils donnèrent naissance à l'*Union démocratique*, dont le but était d'abord de réunir sous la bannière de la révision constitutionnelle et de la réforme électorale tous les groupes progressistes et socialistes, à l'exclusion cependant des anarchistes, qui compromettaient toute discipline, et l'on comptait arriver ainsi à une action commune féconde en résultats.

Peu après, afin de tenir l'attention publique en éveil, ils organisèrent une grande fête à Liège (24 septembre 1882), et invitèrent le député allemand de Vollmar à venir développer à cette occa-

sion, dans une conférence, les résultats que les socialistes allemands avaient obtenus par l'union et la concorde. Le député fit sa conférence, et il insista spécialement sur la solidarité existant entre tous les travailleurs; depuis lors, les plans d'organisation les plus divers furent successivement essayés, mais on ne put s'entendre et aucun d'eux ne fut adopté ; le principal obstacle venait des Wallons, qui répugnaient à toute organisation systématique, imbus qu'ils étaient d'idées anarchistes.

Un second voyage que de Vollmar entreprit en février 1883, dans un grand nombre de villes belges, à l'occasion d'une *fête populaire internationale*, n'eut pas plus de succès. La discorde qui régnait au sein du parti se trahit de nouveau lors du congrès annuel du *parti socialiste ouvrier*, qui se tint à Liège, du 13 au 14 mai 1883, et qu'on eut d'ailleurs grand'peine à réunir. Il est vrai qu'on y blâma fort le *Conseil général*, qui avait son siège à Gand, au sujet de son défaut d'activité, et qu'on résolut de travailler désormais à une organisation solide du parti, avec un programme uniforme pour base; on résolut en outre de verser des cotisations mensuelles. On repoussa toutefois le projet de création d'une caisse de propagande et d'un organe spécial, à Liège, en alléguant « que les moyens

pour réaliser ce double projet feraient vraisemblablement défaut ».

Quant aux projets adoptés par le Congrès et relatifs à l'organisation du parti, il n'en fut plus question dans la suite.

D'ailleurs les seules feuilles socialistes encore existantes, le *Tœkomst*, de Gand, et la *Sentinelle*, de Verviers, paraissent avoir grand'peine à subsister; il est vrai que l'attitude modérée et plutôt doctrinaire de ces deux journaux doit contribuer à rendre leur situation précaire.

Il résulte de cet exposé des faits, que les idées socialistes, quoique fort répandues en Belgique, n'y excitent cependant pas un intérêt assez grand pour arracher à leurs adhérents des sacrifices de quelque importance.

Étant donnée cependant la mobilité du caractère belge, on ne peut prévoir quelle serait l'attitude des éléments aujourd'hui modérés, si les partis extrêmes devaient quelque jour remporter un succès marquant.

Quant aux anarchistes, ils n'ont guère plus prospéré ; ils ne sont pas arrivés davantage à une organisation solide de leur parti ; ils n'ont point réussi à fonder des journaux, la question d'argent venant toujours, en définitive, faire échouer leurs entreprises ; et dans leurs réunions, on voit toujours les mêmes orateurs et fort peu d'audi-

teurs. Cependant ils constituent un sérieux danger pour l'État et la société en Belgique, car ils se livrent à une agitation ultrarévolutionnaire, secrète le plus souvent et franchement internationale, qui ne laisse pas de produire son effet, à la longue, parmi les masses.

Persuadés qu'ils sont que la révolution sociale pourra seule leur apporter le salut, ils y travaillent activement, comptant qu'ils atteindront leur propre but d'autant plus vite que cette révolution s'effectuera elle-même plus rapidement. C'est ainsi qu'ils ne laissent échapper aucune occasion d'exciter les masses, et qu'ils ont cherché dans ces derniers temps à provoquer des grèves fort étendues dans les grands centres industriels; celles qui ont abouti ont été marquées, grâce à leur intervention, par des troubles assez sérieux, parfois même on y a vu les matières explosibles jouer un rôle. Mais tout cela ne suffit point encore; des comités secrets travaillent à de véritables plans de révolution sociale, destinés à être mis en pratique lors de la première complication qui viendrait à se produire en Europe. On voit apparaître le fond de leur pensée dans l'attitude qu'ils prirent à la nouvelle des meurtres commis par les nihilistes et les fénians à Saint-Pétersbourg et à Dublin. Non seulement ils se déclarèrent hautement solidaires de semblables actes, mais on les

vit émettre l'espoir « que de tels exemples trou- « veraient des imitateurs dans les autres pays et « notamment en Allemagne, la terreur seule de- « vant pousser le peuple à la révolution ».

Mais leurs relations avec les anarchistes des autres pays ne se bornent pas à cela ; ils entretiennent au contraire, tant verbalement que par correspondance, des rapports suivis avec leurs coreligionnaires de l'étranger ; et les membres de la seule section encore existante de l'ancienne *Internationale* (laquelle a son siège à Bruxelles) paraissent jouer un grand rôle dans ces relations.

Les ressources nécessaires pour l'entretien des grèves dont il a été question plus haut sont venues principalement de l'étranger ; l'affaire de Ganshoren (près Bruxelles, explosion de dynamite, février 1883) fournit une preuve de l'existence de ces rapports internationaux ; on y vit prendre part, en effet, deux socialistes français, récemment condamnés pour participation aux troubles de Montceau et de Lyon, puis encore des socialistes russes en assez grand nombre ; et cette conjuration paraît avoir eu un but analogue à celui que poursuivaient les conjurés découverts peu après à Londres.

Les discours qui furent prononcés sur la tombe d'un socialiste tué par l'explosion montrent jus-

qu'où va le fanatisme de cette sorte de révolutionnaires : l'un des orateurs, par exemple, conclut en ces termes : « Ton exemple doit nous apprendre à marcher sans crainte dans la lutte contre la société moderne ; c'est à nous de poursuivre l'œuvre à laquelle tu as travaillé avec tant d'ardeur et de dévouement. »

Les agissements de ce parti sont d'autant plus redoutables, qu'il procède avec une extrême prudence et avec le plus grand mystère ; les derniers événements en effet ont décidé l'autorité à surveiller plus activement les menées anarchistes, et un grand nombre d'expulsions ont éclairci les rangs de ce parti. Pour ce motif aussi, les Allemands résidant à Bruxelles s'abstiennent depuis quelque temps de se remuer ouvertement, et ils ont renoncé, pour le moment du moins, à organiser entre eux des groupes d'agitation.

De même qu'en Belgique, c'est le suffrage universel que revendiquent tout d'abord en HOLLANDE les partis révolutionnaires; non seulement il est inscrit dans le programme de l'*association socialiste démocrate* et de l'*association générale des ouvriers hollandais*, mais une société spéciale s'est formée sous le nom d'*union hollandaise du suffrage universel :* elle s'est donné pour mission de conquérir le suffrage universel à la Hollande et a tenu son premier congrès à Utrecht au mois de

juillet 1882; cinquante-quatre groupes s'y sont trouvés représentés.

Le dernier congrès socialiste se réunit vers la fin de cette même année, à Rotterdam ; plusieurs villes y envoyèrent des délégués, dont le nombre total s'éleva à une vingtaine environ.

On constata que, malgré l'antipathie que le socialisme continuait à inspirer aux ouvriers hollandais, le parti progressait cependant, lentement mais sûrement; on prit, entre autres décisions, celle de transporter à la Haye le siège du *Landesrath*, de fonder une imprimerie spéciale, ainsi qu'une caisse de propagande socialiste; de conserver comme organe du parti le journal hebdomadaire *le Droit pour tous*, qui paraît depuis 1879 à la Haye, sous la direction d'un ancien pasteur, aujourd'hui devenu agitateur ardent, de Domela Nieuwenhuis. Peu avant, Louise Michel, qui avait entrepris une tournée en Belgique, mais s'en était vu exclure, à cause des scandales auxquels ses conférences donnaient lieu, avait tenu à Amsterdam des discours incendiaires; elle ne fut pas très heureuse en Hollande, la langue française n'étant pas comprise dans ce pays, et les idées anarchistes n'y ayant jusqu'ici guère pris racine.

Dans le courant de 1883, l'exposition d'Amsterdam, où les socialistes français envoyèrent un

grand nombre de délégués, fut le point de départ des rapports étroits qui dès lors s'établirent entre les socialistes des deux pays, et l'ouverture de la Chambre qui suivit peu après vint fournir aux démonstrations socialistes en faveur du suffrage universel une excellente occasion de se produire.

Grâce à une agitation ardente, qui ne cesse de s'entretenir par les écrits et les discours, il paraîtrait que déjà toutes les grandes villes des Pays-Bas ont leurs associations socialistes, alors qu'il n'en existait que deux (à la Haye et à Amsterdam), il y a peu d'années encore, et que l'*association générale des ouvriers hollandais*, dont il a été question plus haut, est également plus ou moins entachée déjà de socialisme.

En Danemark, l'*Internationale* fit son entrée en 1871, et elle y compta bientôt, dit-on, des milliers de membres. Des excès de toute nature auxquels se livrèrent les chefs donnèrent lieu à un procès de haute trahison qui se termina par la condamnation à plusieurs années de prison des agitateurs les plus influents et par la dissolution de la Société.

Ce ne fut que vers 1879 et 1880 que l'agitation socialiste recommença ; deux courants différents ne tardèrent pas à se produire au sein du parti renaissant ; il y eut le *parti des réformes* dénommé

l'*union démocrate socialiste* et ayant pour organe le *Démocrate socialiste*, de Copenhague ; puis un parti ouvertement révolutionnaire, qui publiait encore en 1881 à Copenhague une feuille ultra-subversive *Herolden;* les nombreuses condamnations pour crime de lèse-majesté, pour excitation au meurtre, etc., que ce journal eut à subir, paraissent l'avoir tué depuis.

Le congrès des socialistes allemands qui s'est récemment tenu à Copenhague a donné une impulsion nouvelle au mouvement socialiste en Danemark ; c'est ainsi que le journal *le Démocrate socialiste* a actuellement un tirage quotidien de 12,000 exemplaires; et le succès électoral que les socialistes ont remporté à Hambourg a été de la part des frères danois l'objet des plus vifs témoignages de sympathie.

De nombreuses chambres syndicales ont été fondées ; elles ont donné lieu, notamment dans le courant de 1883, à un grand nombre de grèves. Depuis le commencement de l'année elles disposent d'un journal spécial, le *Nouveau socialiste.* Il est à remarquer en outre que le gouvernement danois semble vouloir s'engager dans la voie des réformes sociales et politiques. C'est ainsi qu'il a présenté récemment un projet de loi sur les caisses de secours pour les vieillards.

Dans les PAYS SCANDINAVES, le socialisme n'a

jusqu'ici guère remporté de triomphes; l'esprit profondément religieux du peuple le garantit contre les doctrines subversives, et les associations ouvrières ne sont guère organisées encore; les travailleurs en sont restés sur ce point aux idées de Schulze-Delitsch. Cependant l'agitation socialiste d'Allemagne et de Danemark s'est ouvert une voie dans certaines régions et principalement dans les grandes villes; on trouve déjà de côté et d'autre quelques groupes socialistes, mais c'est à peine s'ils arrivent à subsister.

Ces groupes se proposent tout d'abord d'obtenir le suffrage universel, afin d'amener ensuite la formation d'un parti ouvrier bien uni, et l'émancipation politique et sociale. Après plusieurs tentatives infructueuses, un organe spécial a réussi à se fonder au printemps de cette année pour défendre ce programme. Il a pour titre *Folksviljan* (Volonté du peuple) et paraît provisoirement toutes les semaines, à Malmö.

ESPAGNE — PORTUGAL — ITALIE

L'*Internationale* prit pied en Espagne dès la révolution de septembre 1868; elle trouva aussitôt à Barcelone, à Madrid, à Séville, à Cordoue, à Cadix, etc., de nombreux adhérents; à la fin de 1869, elle comptait deux cents sections environ, avec vingt mille membres; et au mois de juin 1870, elle put tenir à Barcelone, le Manchester espagnol et le centre de l'agitation socialiste, son premier congrès, où fut fondée la fédération espagnole. La révolution qui éclata l'année suivante à Paris, ayant montré clairement les dangers que présentait l'Internationale, le gouvernement espagnol se décida à proposer aux Cortès un projet de loi dirigé contre les menées de cette association; ce projet fut repoussé; le gouvernement adressa alors à tous les capitaines-généraux une circulaire, désignant l'Internationale comme « une association contraire à la constitution du royaume et tombant sous le coup de la loi et du Code pénal, parce qu'elle compromet la sécurité du pays et la tranquillité publique, en niant Dieu, l'État, la propriété et la famille. »

A cette surveillance de l'autorité vinrent se joindre les discussions qui se produisirent au sein de l'Internationale au congrès de la Haye (2-9 septembre 1872) et qui avaient pour cause l'attitude de Bakounine, et des délégués espagnols et belges qui le soutinrent. La conséquence de cét état de choses fut comme ailleurs la dissolution et la disparition du parti international espagnol. Les attentats du mois d'octobre 1878 et du mois de décembre 1879 qui furent dirigés contre la personne du roi par des individus qu'on disait affiliés à l'Internationale attirèrent de nouveau l'attention sur cette association ; on s'aperçut alors que les doctrines socialistes s'étaient singulièrement répandues dans l'intervalle.

Les ouvriers catalans et les populations agricoles d'Andalousie se trouvaient particulièrement atteints par la contagion ; parmi les premiers, de nombreuses crises économiques; parmi les secondes, les détestables conditions du régime agraire, aggravées souvent encore par la sécheresse, les inondations, les mauvaises récoltes, avaient préparé pour l'éclosion des erreurs communistes un terrain singulièrement favorable.

Parmi les partisans de ces théories, un double courant vint à se produire, les uns et les autres poursuivaient l'émancipation du quatrième état ; mais, tandis que les uns espéraient atteindre leur

but par la voie légale, en se tenant sur le terrain purement politique, les autres ne comptaient que sur la force pour arriver à leurs fins. Ces deux tendances n'avaient point encore, il est vrai, été formulées nettement et il ne restait plus trace de l'ancienne organisation du parti. Ce ne fut que le congrès international de Londres (juillet 1881) où l'Espagne se trouva représentée, qui mit de la clarté dans ces notions encore vagues, et donna une vie nouvelle au mouvement.

Stimulés par ce congrès, les socialistes de la nuance radicale, c'est-à-dire, comme ils aimaient à s'appeler eux-mêmes, les « anarchistes » convoquèrent à Barcelone, les 24 et 25 septembre 1881, un *congrès national* auquel prirent part environ cent quarante délégués et où furent élaborés les projets d'un programme et d'une organisation définitive du parti, et de là sortit la *fédération espagnole de l'Association internationale des travailleurs*. Comme but cette association se propose l'émancipation complète, c'est-à-dire politique, économique et sociale, de la classe ouvrière tout entière ; elle cherche à fonder un Etat basé sur des principes collectivistes et dans lequel les communes unies en fédération jouiraient d'une pleine autonomie ; quant au moyen d'atteindre ce but, elle le voit dans le renversement violent de l'ordre de choses établi par les

masses organisées à cet effet, vu que toute action politique légale serait vaine et doit dès lors être abandonnée. Aussi, jugeant avec raison que le socialisme ne devient susceptible d'exercer une action réelle qu'autant qu'il réussit à s'emparer de chambres syndicales et par conséquent de la grande masse des ouvriers, on convint de donner au parti une double organisation, l'une reposant sur des subdivisions d'ordre économique, l'autre sur des subdivisions territoriales; ces deux organisations se complètent d'ailleurs l'une l'autre.

Tout d'abord on forma, à l'aide des éléments fournis par les associations ouvrières ou les chambres syndicales, des sections communales qui, en se réunissant, constituent des sociétés locales; des groupes de semblables associations forment des sociétés provinciales, dont l'ensemble constitue la Société nationale, ou *Union*. Ces diverses sociétés ont comme organes délibératifs les conférences ou congrès mensuels, trimestriels, annuels et, comme organes exécutifs, leurs comités.

A côté de cette organisation purement syndicale vient ensuite l'organisation socialiste. Les divers groupes qu'on vient de citer sont, en effet, reliés entre eux d'une autre manière encore; les sections locales ou régionales font toutes partie d'un même groupe purement socialiste qu'on appelle *union locale;* les unions locales

forment les *unions provinciales* qui elles-mêmes constituent par leur ensemble la *fédération* ; ces nouveaux groupes ont, à leur tour, leurs congrès et leurs comités.

De cette manière, le parti englobe toute l'organisation syndicale ; il réunit les syndicats dans une action commune, politique et sociale, et possède, en définitive, une très large base d'opérations.

Il faut convenir que cette organisation est fort habilement combinée ; en haut elle est centralisatrice, en bas au contraire décentralisée : chacun des facteurs conserve une entière liberté d'action, et tout le parti peut recevoir cependant une impulsion unique.

Les anarchistes attachent d'autant plus d'importance à leur organisation syndicale, que les syndicats leur paraissent devoir recueillir l'héritage de l'ordre social actuel et former la première assise de l'État nouveau, et c'est dans leurs comités qu'ils voient les organes administratifs de l'avenir. Ils portent donc toute leur attention sur cette partie de leur organisation, ils cherchent notamment à régler d'une manière plus rationnelle le fonctionnement des grèves, qu'ils considèrent comme un des principaux moyens d'agitation ; ils s'efforcent d'amener chaque chambre syndicale à fonder une caisse spéciale,

destinée à subventionner, dans une mesure qui serait fixée dans chaque cas particulier, celles des grèves qu'une résolution des chambres syndicales déclarerait être faites dans l'intérêt du parti.

Le Comité national institué par le Congrès, déployant dès l'abord une activité considérable, on put, dès le second Congrès, qui se tint à Séville du 24 au 25 septembre 1882, et auquel assistèrent deux cent cinquante-quatre délégués, constater des résultats surprenants : la Fédération compte dix Unions provinciales, deux cent neuf locales et six cent trente-deux sections représentant un total de cinquante mille membres ; le journal officiel du parti, la *Revista social*, avait dix mille abonnés, quoiqu'à côté de lui il parût encore nombre de feuilles locales ; la caisse du parti avait un revenu annuel de 600,000 francs, et en dehors des dix congrès provinciaux des dix unions provinciales, il s'était tenu huit congrès de chambres syndicales, où s'étaient fondées huit unions syndicales qui s'étaient, sans exception, rattachées à la *Fédération*.

On se félicita hautement des résultats obtenus et l'on décida de persister dans la voie où l'on s'était engagé.

Si le Congrès de l'année 1883, qui se tint à Barcelone du 4 au 7 ôctobre et auquel ne prirent

part que cent vingts délégués, ne put pas constater une situation aussi florissante, il parut, en comparaison des deux premiers, animé d'intentions extrêmement pacifiques ; il faut voir là le résultat d'une surveillance plus effective de l'autorité, et des mesures assez rigoureuses qui vinrent frapper les anarchistes, après que le terrorisme agraire de la *Mano negra* eut fait son apparition en Andalousie ; on identifia en effet tout d'abord les tendances de cette bande de brigands avec celles du parti anarchiste lui-même.

Les recherches auxquelles la justice se livra n'ayant pas suffisamment établi l'identité des deux partis, les nombreux anarchistes arrêtés furent mis en liberté.

D'ailleurs la *Fédération* répudia hautement toute affiliation « à cette bande d'assassins agissant dans l'ombre », en déclarant que son organisation à elle ainsi que ses revendications étaient légales, que ses statuts étaient dûment reconnus et qu'elle n'opérait qu'au grand jour.

Le Congrès renouvela cette déclaration ; en même temps il proposa de faire cesser le prolétariat agricole et industriel, d'une part en modifiant le système agraire actuel dans le sens d'une transformation des *lati-fonds* en parcelles affermées, et d'autre part par l'introduction de la journée de travail normale de huit heures ; il fut

décidé en outre que le Congrès suivant ne se tiendrait qu'en 1855, à Madrid, mais que, dans l'intervalle, un congrès anarchiste international serait réuni à Barcelone.

D'ailleurs les excès de la Main-Noire, qu'il faut attribuer, on l'a vu, à des causes locales, mais qui eurent avec ceux des fénians irlandais une effrayante ressemblance, et de plus, le développement surprenant que venait de prendre le parti anarchiste, conduisirent aussi l'Espagne à s'occuper de la question sociale.

On y cherche à remédier aux souffrances les plus pressantes de la classe ouvrière, en entreprenant un grand nombre de travaux publics, et quant à la solution efficace du problème social, on s'efforce de la trouver en favorisant le développement de la petite propriété agricole et en créant des corporations ouvrières.

Un décret royal du 5 décembre 1883 a institué une commission ayant les attributions les plus larges et dont la mission est de rechercher minutieusement, en s'adjoignant des représentants des ouvriers industriels et agricoles, quels sont les maux dont souffrent les travailleurs ; les résultats de cette enquête devront être consignés dans un rapport qui devra lui-même fournir les éléments d'un projet de loi que les Cortès auront à discuter.

Les socialistes modérés s'étaient séparés des

anarchistes quand ceux-ci eurent affirmé leurs tendances révolutionnaires; mais c'est en vain qu'ils firent de nombreuses tentatives pour constituer un parti de réforme.

Au mois d'août 1882 seulement, ils réussirent à convoquer à Barcelone un congrès national auquel prirent part cent cinquante-deux sociétés représentées par cent vingt-trois délégués, et où fut fondé le *parti ouvrier démocrate socialiste d'Espagne*, qui admettait en principe le programme minimum français et adoptait les mêmes subdivisions que les anarchistes, subdivisions basées sur les syndicats.

Ce parti poursuit l'émancipation du quatrième état par voie légale; il veut arriver à la socialisation des moyens de production à l'aide d'une politique de parti, fondée sur le suffrage universel et direct.

Pour éveiller l'esprit de classe au sein du prolétariat, il convient, selon les idées des socialistes modérés, de mettre à la place de l'enseignement actuel, qui abêtit, à leur avis, plus qu'il n'éclaire, un enseignement obligatoire, gratuit et laïque, enseignement intégral, développant l'esprit et le corps; et quant au moyen de remédier le plus rapidement aux maux dont souffre la classe ouvrière, il y a, indépendamment des grèves, dont il ne faut pas abuser, les réformes écono-

miques les plus urgentes, telles que la diminution des heures de travail, la réglementation du travail des femmes, des enfants et des prisonniers, ainsi que celle du système de surveillance actuellement usité dans les fabriques; la création d'assurances contre la maladie, les accidents, l'incapacité du travail, etc.

Les principales forces de ce parti, qui a été représenté par deux délégués à la conférence internationale de Paris (29 octobre 1883), se trouvent à Madrid et à Barcelone, et c'est dans cette dernière ville que paraît son organe, l'*Obrero*.

Cependant il ne fait que des progrès peu sensibles. Il n'y a pas apparence qu'il prospère davantage dans l'avenir, car les idées anarchistes rencontrent parmi le peuple des sympathies bien autrement vives; ce furent d'ailleurs les délégués d'Espagne qui, aux congrès de la Haye et de Londres, ont représenté avec le plus d'énergie et le plus de succès l'élément anarchiste.

En Portugal, dont la capitale comptait dès 1870 quelques sections de l'Internationale, le socialisme n'a fait son apparition que vers 1878 ou 1879, et, en dehors de Lisbonne et d'Oporto, il n'a réussi à trouver qu'un nombre insignifiant d'adhérents, ce qu'il faut attribuer au faible développement de l'industrie dans ce pays et à la

grande ignorance de la classe ouvrière en général.

C'est ainsi que le congrès qui se tint au mois de février 1882 à Lisbonne ne put réunir que douze délégués, représentant en tout huit sociétés. On est donc en droit d'espérer que le parti socialiste portugais, qui se rattache en principe à la section modérée des socialistes espagnols, demeurera longtemps encore sans grande influence.

L'Internationale fit son apparition en Italie dès avant 1870; on la vit s'établir notamment à Gênes, à Milan, à Naples et à Rome, et en 1871 elle comptait, dit-on, plus de dix mille membres. Si elle ne prit à partir de ce moment qu'une faible extension, c'est que d'abord la population principalement agricole de ce pays est fort arriérée, qu'ensuite Marx et Mazzini se firent une guerre acharnée, c'est qu'enfin les mots de socialisme, de républicanisme, d'irrédentisme, répondaient à des doctrines fort différentes en Italie, à des doctrines que l'organisation trop spéciale de l'Internationale ne satisfaisait point entièrement.

Le gouvernement ne parut point d'ailleurs s'inquiéter beaucoup de ce mouvement, et quand en 1871 les affaires de Paris menacèrent de trouver un écho en Italie, il se contenta d'envoyer une

circulaire aux maires. Puis toute une série d'années s'écoulèrent sans que l'Internationale donnât signe de vie. Cette tranquillité n'était cependant qu'apparente, car les recherches provoquées par l'attentat de Passanante (16 novembre 1878) établirent que le socialisme s'était considérablement répandu dans l'intervalle, dans tout le nord de l'Italie et surtout en Romagne et en Toscane.

En conséquence, de nombreux agitateurs étrangers furent expulsés, et les menées de ce parti furent soumises à un contrôle plus rigoureux; un congrès national qui devait être tenu le 10 mai 1880 à Milan, et dont le but était de fonder un *parti ouvrier socialiste d'Italie*, fut purement et simplement interdit.

Les socialistes se voyant surveillés d'aussi près se joignirent aux divers partis de l'Association qui revendiquaient le suffrage universel; à leurs yeux, c'était là un premier pas qui devait conduire à la république, et celle-ci devait ensuite laisser libre carrière au développement de leurs doctrines.

De nombreux congrès furent tenus à cet effet dans les provinces, et l'on convoqua pour le 10 février 1881, à Rome, un congrès national dont la présidence fut offerte à Garibaldi, et auquel prirent part mille deux cents associations

républicaines, démocratiques, irrédentistes et socialistes. Le résultat de ce meeting monstre fut l'adoption d'une motion réellement républicaine ; elle contenait le passage suivant :

« Le nouveau droit des peuples repose sur la souveraineté de la nation. Il est du droit de la démocratie de conquérir cette souveraineté. Il faut donc que la nation soit mise en possession du suffrage universel, ce droit fondamental, d'où doit sortir, pour l'Italie, une vie nouvelle, par la proclamation de la république. »

Quand l'année suivante (1882) la loi électorale tant désirée fut enfin adoptée, l'agitation socialiste devint singulièrement ardente. A la tête du mouvement se trouvait l'agitateur bien connu Andrea Costa, qui plus tard devint député, et qui chercha à faire pénétrer partout ses idées à l'aide de la presse socialiste qui surgit subitement de tous les côtés.

C'est ainsi que dans un grand nombre d'articles il fut exposé que la révolution sociale, tout en étant inévitable, ne pourrait s'effectuer d'un coup, qu'il convenait par conséquent d'entretenir partout une active propagande, d'user le plus largement possible du nouveau droit électoral, de voter en masse, en s'unissant autant que possible aux groupes radicaux, enfin de réunir les sections isolées en associations provin-

ciales et de réunir ces dernières en un parti socialiste national solidement organisé, qui lui-même prendrait part à l'agitation internationale.

Ces doctrines ne tombèrent pas sur un sol stérile ; de tous côtés surgirent des comités républicains et socialistes qui déployèrent une activité pour ainsi dire fébrile, répandant des brochures, envoyant des agitateurs, convoquant des meetings, et travaillant dans les provinces du nord de l'Italie à constituer des *associations régionales*. Puis, se ralliant en principe au programme minimum français, on présenta des candidats dans trente des cent trente-cinq circonscriptions électorales, et ailleurs on soutint les candidats républicains. C'est ainsi que les socialistes italiens réussirent à faire passer deux de leurs candidats ; l'un fut Costa, qui triompha à Ravenne, le centre de l'agitation socialiste, et l'autre fut le candidat ouvrier de Milan, où était le noyau du *parti ouvrier italien*, alors en voie de formation. En tout les socialistes obtinrent cinquante mille voix ; et dans ce nombre ne sont pas comprises celles qui se portèrent sur des candidats républicains.

A l'ouverture du Parlement on discuta vivement la question de savoir si les députés socialistes prêteraient ou non le serment ; finalement on s'accorda à penser qu'il convenait de consi-

dérer le serment comme une pure formalité, qu'il valait mieux, en somme, que les députés prêtassent le serment du haut de la tribune, et profitassent ainsi de leur droit de circulation sur les chemins de fer et des autres avantages attachés à leur mandat, pour faire une propagande socialiste des plus actives. Les députés socialistes combattirent tous les projets de réforme émanés du gouvernement, sous le prétexte « qu'on n'obtiendrait pas du gouvernement existant des réformes sociales réelles ». Costa avait reçu de ses électeurs le mandat de défendre dans le parlement ce point de vue dans toutes les occasions. Les démocrates et le parti ouvrier n'en soutiendront pas moins les socialistes. Ceux-là en effet ont, au « Congrès national » tenu dans les premiers jours d'août à Bologne par les représentants de plusieurs centaines d'associations, constitué une « ligue démocratique » avec organisation locale et provinciale pour amener, en partant d'un programme extrêmement radical et même franchement socialiste, la régénération politique et sociale de l'Italie. Ils ont élu Costa comme membre de leur « Comité central », tandis que le dernier congrès ouvrier de la Lombardie tenu, les 16 et 17 septembre 1883 à Varèse, ne montra que de la méfiance, du mauvais vouloir à l'égard du gouvernement italien lors des premiers pas qu'il

fit dans la voie des réformes sociales; ce congrès réclama notamment le droit de vote sans distinction de sexe dans les élections administratives. De plus, ce parti travaille par tous les moyens à faire pénétrer dans les masses l'idée de l'émancipation politique et sociale, comme aussi celle de la fraternité universelle des travailleurs, et peu avant la réunion du congrès, il parut à Milan un organe, *Il Fascio operaio* (l'Union ouvrière) qui se consacra à la défense de ces idées.

Ce fut précisément la question des élections administratives qui fournit aux trois principaux groupes des partis avancés l'occasion d'entretenir dans tout le pays une agitation énergique que vinrent soutenir, outre le *Fascio operaio* qu'on vient de citer, la feuille socialiste, *la Comune* de Ravenne, et le *Fascio della Democrazia* de Rome.

Ces trois journaux font depuis la fin de 1883 une violente campagne contre les projets de réformes déposés par le gouvernement, et il faut reconnaître que cette campagne n'a pas été infructueuse.

Le projet de réunir un congrès international, destiné à réunir en union internationale les divers groupes socialistes régionaux, n'a point réussi jusqu'à ce jour et une tentative de ce genre qui fut faite au mois d'août 1883 demeura en-

core sans résultat. Un congrès qui s'était réuni à cet effet à Ravenne dut se dissoudre, parce que le gouvernement prétendait en surveiller les travaux, ce qui ne pouvait convenir aux chefs du parti.

Ce ne fut qu'au mois de novembre que cinquante délégués environ se réunirent en congrès à Forli en Romagne, et arrêtèrent définitivement le programme, les statuts et la tactique du parti, en insistant tout particulièrement sur la nécessité d'une organisation indépendante du parti ouvrier, et de sa participation aux élections politiques et administratives. De plus, ils chargèrent le *Comité central*, établi à Ravenne, des travaux préparatoires de la convocation d'un *congrès socialiste national* et d'un *congrès international*, lequel, suivant les décisions de la *Conférence de Paris* et sur la proposition de Costa, se tiendrait à Turin, à l'occasion de l'exposition de 1884.

Les « anarchistes » qui reçoivent leur direction de l'étranger et principalement de la Suisse et de Londres se sont depuis longtemps séparés de la fraction modérée des socialistes, dans un congrès tenu secrètement à Chiasso et auquel prirent part les délégués de quinze villes du nord de l'Italie ; ils ont condamné comme étant corruptrice toute participation aux élections, quelles qu'elles soient, et ont reconnu la nécessité de

ne laisser échapper aucune occasion de troubler profondément l'ordre de choses établi.

En conséquence, ils prirent une part active aux préparatifs et aux travaux du congrès de Londres, qui se tint dans le courant de l'année suivante et où les représentèrent leurs compatriotes et coreligionnaires Malatesta et Cafiero (ce dernier a sacrifié toute sa fortune, qui était assez considérable, aux intérêts de son parti), et, conformément aux décisions de ce congrès, ils cherchèrent à gagner des adhérents, soit en entretenant une agitation secrète, soit en opérant ouvertement.

Quand l'influence toujours croissante de la fraction modérée leur fit craindre que la direction de l'agitation socialiste ne leur échappât, ils rappelèrent de Londres leurs deux principaux agitateurs, et Malatesta ouvrit une campagne en règle contre Costa « qui, en entrant au Parlement, avait fait du socialisme un parti « *légalitaire*, et l'avait *vendu à la bourgeoisie.* »

En mai 1883, Malatesta fut arrêté à Florence, et les recherches qui furent faites peu après à Florence, à Rome et à Naples ayant montré qu'on travaillait à la formation de groupes secrets ayant pour mission d'exécuter en Italie le programme de Londres, la cour d'appel de Rome condamna, le 1er février 1884, Malatesta avec plu-

sieurs de ses complices, à plusieurs années de réclusion.

Il paraîtrait que les conjurés avaient décidé d'exprimer leur mécontentement en se servant de la dynamite. Cette assertion mérite d'autant plus de créance que de tels procédés concordent entièrement avec les théories connues des anarchistes ; et d'ailleurs, en toute circonstance, aux anniversaires de la république romaine, de la commune de Paris, de la mort de Garibaldi et de Mazzini, à l'occasion de la condamnation des socialistes, à l'occasion des grèves, etc., ils ont toujours poussé le peuple à commettre des actes de violence.

C'est ainsi qu'ils avaient cherché à exploiter à leur profit les démonstrations qui s'étaient produites de tous côtés à l'occasion de l'exécution de l'irrédentiste Oberdank condamné pour crime de haute trahison, et le gouvernement italien se vit forcé de publier une circulaire défendant sous les peines les plus sévères toutes les manifestations de ce genre, qu'elles fussent irrédentistes, socialistes, anarchistes ou internationales.

Néanmoins, il ne s'est point produit de ralentissement sensible dans cette agitation, ainsi que le prouvent les troubles qui ont éclaté sur différents points de la Romagne en automne 1883 ; il est vrai que des faits réellement graves ne se sont plus reproduits depuis lors.

AUTRICHE-HONGRIE

Le socialisme ne prit racine en Autriche que peu avant 1870, quand les entraves que lui imposait l'ancienne loi sur les associations vinrent à tomber et que l'industrie prit un rapide essor. Depuis, il n'a fait que progresser dans ce pays. Il n'a pas réussi cependant à former un parti bien constitué et solidement uni, car les divergences politiques et nationales sont nombreuses en Autriche, et, à l'exception de quelques régions de la Moravie, de la Bohême et de la basse Autriche, l'industrie y est encore relativement peu développée ; d'ailleurs l'autorité sévit énergiquement contre les propagateurs de théories subversives ; le socialisme a donc trouvé là un ensemble de circonstances qui l'ont médiocrement favorisé, sans compter qu'il eut à souffrir de nombreuses dissensions intestines.

Dans un congrès secret qui se tint en 1875 à Vienne, on fixa les grandes lignes d'un programme et d'une organisation d'un *parti ouvrier socialiste d'Autriche*, et l'on prit pour modèle l'organisation des socialistes allemands ; mais dès

le début il se forma tant de coteries au sein de ce parti naissant, qu'il fallut décider, au congrès d'Atzgersdorf (près de Vienne) (1877), de transférer le comité directeur de Vienne à Reichenberg ou à Gratz ; ce ne fut que trois ans plus tard, à la *Conférence de Julienfeld*, près Brünn (1880) qu'on crut pouvoir reporter à Vienne la direction centrale du parti ; dans l'intervalle, les socialistes les plus remuants avaient jugé prudent de quitter la capitale autrichienne et de gagner Zurich, Paris et Londres, à la suite des grands procès socialistes de Vienne, de Cracovie et de Lemberg. La conférence décida en outre qu'il convenait d'observer la plus stricte neutralité dans la lutte qui venait de s'engager entre les partisans du *Sozial-Demokrat* de Zurich et de la *Freiheit* de Londres, lutte qui était devenue fort vive, grâce à l'intervention directe des représentants allemands les plus influents de l'une et de l'autre fraction ; enfin on résolut de laisser à tous le choix du congrès international auquel ils préféreraient se joindre.

Cependant les divergences allèrent sans cesse s'accentuant ; l'affaire Merstallinger (tentative de vol à main armée, juillet 1882) ne contribua pas peu à surexciter les esprits ; et l'*assemblée générale des travailleurs* qui se tint à Brünn les 15-16 octobre 1882, et à laquelle prirent part qua-

rante-quatre délégués, infligea un véritable vote de blâme à la minorité anarchiste.

Cependant on évita encore une rupture ouverte, en repoussant après de sérieux débats la proposition suivante, qui avait été soumise à l'Assemblée :

1. L'attentat de Merstallinger n'est qu'un crime de droit commun fort lâche, et l'assemblée des socialistes repousse toute solidarité avec les auteurs de cet attentat.

2. La tactique de la lutte par tous les moyens, prêchée par les anarchistes, est considérée comme indigne et dangereuse par la démocratie sociale, et elle déclare traîtres à la cause populaire tous ceux qui approuvent cette doctrine.

Le mouvement socialiste est de même considérablement retardé en Hongrie par les divergences qui se produisent au sein du *parti ouvrier hongrois* qui fut constitué au congrès national de Pesth, les 16 et 17 mai 1880, auquel assistèrent cent dix délégués.

Il résulte de là que le mouvement socialiste en Autriche-Hongrie se trouve encore dans la phase des tâtonnements et des incertitudes, phase d'où leurs coreligionnaires allemands sont depuis longtemps sortis grâce à leur séparation définitive d'avec les anarchistes; si l'on songe ensuite qu'ils n'ont pas de chefs énergiques capables de

triompher des tendances diverses qui cherchent à se produire, on s'expliquera pourquoi les socialistes d'Autriche-Hongrie n'ont encore obtenu que des résultats si insignifiants.

Il n'est pas sans intérêt d'examiner les caractères distinctifs des « modérés » et des « radicaux ».

Les modérés, c'est-à-dire les démocrates socialistes, cherchent à faire triompher un programme qui concorde dans ses traits généraux avec celui de Gotha, ou encore avec le programme minimum français ; ils comptent atteindre leur but par le suffrage universel direct, et ils n'ont nullement repoussé les projets des réformes sociales du gouvernement et ont accueilli favorablement notamment un projet d'assurance en cas d'accident que le gouvernement crut devoir présenter à la suite d'une enquête minutieuse qu'il avait provoquée au printemps 1883, sur les causes des souffrances de la classe ouvrière.

Ce parti cherche à s'organiser, sous la direction d'un comité central, en groupes locaux et provinciaux et à s'étendre par un système de conférences, de réunions publiques et de publications périodiques. D'une manière générale on peut dire que les démocrates socialistes réprésentent surtout l'élément allemand ; le centre du mouvement est à Brünn, et ils comptent un nombre assez

considérable d'adhérents en Silésie, en Moravie, dans la haute Autriche, dans le Tyrol, dans certaines régions du nord de la Bohême et de la Transylvanie ; ils entretiennent plusieurs journaux tels qüe le *Volksfreund* et le *Spravedlnost* à Brunn, le *Arbeiterfreund* à Reichenberg, la *Wahrheit* à Vienne, le *Arbeiter-Wochen-Chronik* et le *Nepzara* à Pesth. Ils entretiennent avec l'étranger et principalement avec la Suisse les mêmes rapports que les socialistes allemands, et le *Sozialdemokrat* de Zurich trouve auprès d'eux un écoulement assez considérable.

Quant aux *radicaux*, ils se sont depuis longtemps entièrement métamorphosés en *anarchistes*. Ils déclarent une guerre à mort à tout ce qui existe et dans cette guerre d'extermination ils trouvent bons tous les moyens, ainsi qu'on a pu le voir d'une manière non douteuse, lors du procès Merstallinger, ou encore par l'assassinat de deux agents de la police de Vienne (15 décembre 1883 et 24 janvier 1884) ; ils se déclarent partisans d'une action secrète et terrorisante, et préfèrent l'organisation fédéraliste des groupes provinciaux indépendants au système de la centralisation : enfin ils répandent des masses de brochures et profitent de toutes les occasions, et notamment des grèves, pour soulever les masses. Il va sans dire qu'ils gardent une attitude nette-

ment hostile vis-à-vis des projets de réforme par lesquels « le parti clérical féodal cherche à duper les ouvriers et à les opposer aux autres partis » ; et qu'ils se livrent aux attaques les plus violentes contre les modérés, à cause de l'accueil favorable que ceux-ci font à ces mêmes projets. On peut donc prévoir qu'une scission définitive ne tardera pas à se produire entre ces deux fractions, d'autant plus que les anarchistes ont tenu, les 26 et 27 octobre 1883, à Lang-Enzersdorf, près de Vienne, une conférence secrète, exclusivement composée de délégués anarchistes, et où le programme de ce parti fut admis à l'unanimité ; d'ailleurs les récents événements de Vienne ne peuvent que hâter encore la rupture.

Le principal contingent anarchiste est fourni par l'élément tschéco-slave ; leurs forces principales se trouvent à Vienne, et ils ont la majorité en Styrie, en Carinthie, en Carniole, et dans les bassins houillers de Bohême, en Galicie et dans un grand nombre de villes hongroises, telles que Presbourg, Œdenbourg, Agraen, Semlin, Temeswar, etc.

Depuis leur récente expulsion de Vienne, ils disputent le premier rang aux modérés à Pesth, surtout depuis que les nombreuses condamnations de ces deux dernières années ont singulièrement éclairci les rangs du parti à Prague, au-

trefois le centre du mouvement. Leurs feuilles sont, ou étaient, à Vienne, la *Zukunft* et la *Delnicke listy* qui viennent de disparaître par suite des mesures d'exception récemment prises dans cette ville ; à Pesth, le *Radical* et *Nep-akarta ;* à Reichenberg, le *Radical ;* à Prague, le *Socialiste* et le *Communiste*, ces deux derniers ont momentanément cessé de paraître par suite du procès dont il vient d'être question ; à Lemberg, la *Praca* (le travail) ; à Cracovie le *Robotnik* (le travailleur) et la *Przedswit* (l'aurore), importée de Suisse. Leurs rapports avec l'étranger ne se bornent pas à ceux qu'ils entretiennent avec la Suisse, ils se trouvent en communication constante avec Paris, Londres et New-York : la quantité considérable de lecteurs que réunit en Autriche-Hongrie la *Freiheit* de Londres, et encore ces émissaires récemment envoyés de l'étranger pour assister les anarchistes autrichiens dans leur lutte contre les modérés, en sont la preuve.

Jusque dans ces derniers temps, du moins, les anarchistes ont eu sur les modérés cet avantage qu'ils trouvaient un habile défenseur de leur cause dans la personne du peintre Peukert, récemment encore rédacteur de la *Zukunft* de Vienne, et ancien délégué au congrès de Londres, que le procès Merstallinger et les discours incendiaires qu'il prononça en Suisse n'ont que

trop mis en évidence. Les modérés au contraire perdirent leurs chefs les plus intelligents quand ceux-ci allèrent s'établir à Zurich, en Suisse, et en quelques mois l'on vit doubler le tirage de la *Zukunft*, au détriment de celui de la *Wahrheit*.

Cependant il paraîtrait que les modérés pourront compter dans cette situation critique sur l'aide des socialistes allemands et, comme leurs rapports avec ceux-ci se resserreront par l'entremise des socialistes autrichiens de Zurich, il n'est pas impossible que l'alliance allemande leur soit dans la suite d'un grand secours.

Malgré leur minorité, les anarchistes ne laissent pas d'être l'élément incontestablement le plus dangereux, grâce à leur tactique, grâce à l'énergie dont on trouve un éclatant témoignage dans les récentes et nombreuses enquêtes sur des faits de haute trahison, d'association secrète, d'actes de violence publics, de port d'armes illégal, etc., qui ont été faites à Vienne, à Gratz, à Prague, à Cracovie, à Lemberg, à Brünn, à Olmütz et ailleurs, dont on trouve une preuve encore dans les récents événements de Vienne ; et les émeutes qui se réitèrent sans cesse à Vienne, dans les districts houillers de Bohême et dans d'autres centres ouvriers, les excès anti-sémitiques de Hongrie et, tout récemment encore, les

troubles séparatistes de Croatie, établissent d'une manière non douteuse l'existence, dans les grandes masses de la population, d'un ferment qui pourrait prendre aisément sous l'action des menées anarchistes un développement fort considérable.

Les deux assassinats anarchistes qui se sont suivis coup sur coup à Vienne et que la presse du parti avait annoncés à l'avance, n'ont pas laissé de doute sur la grandeur et l'imminence du danger ; le gouvernement s'est donc vu obligé de le combattre à temps par des mesures énergiques.

On sait qu'en conséquence, une décision du ministère d'Autriche-Hongrie du 30 janvier 1884, s'appuyant sur les lois du 5 mai 1867 et du 23 mai 1873 (voir plus loin le texte de ces lois), vint étendre à Vienne et à la région environnante un « état d'exception » en vertu duquel les art. 8, 9, 10, 12 et 13 de la Constitution du 21 décembre 1867 se trouvaient suspendus, comme aussi la participation des jurés au procès de certains criminels jusqu'au 31 décembre 1884.

Les considérants par lesquels le gouvernement a justifié ces mesures sont les suivants :

Depuis longtemps la presse socialiste révolutionnaire de l'étranger a cherché à exciter les colères et les passions de la population ouvrière d'Autriche-Hongrie.

Quand, pendant l'automne de l'année 1879, Jean Most fit paraître à Londres (et actuellement à New-York) le journal *la Freiheit*, qui se répand depuis en Allemagne et en Autriche-Hongrie par tous les moyens que la ruse peut inventer, quand il développa dans son journal cette idée que les ouvriers de tous les pays n'obtiendraient une amélioration à leur sort qu'en renversant par la violence tout l'édifice politique et social actuellement existant, qu'en détruisant la propriété et en supprimant toutes différences de classes, on put voir se développer aussi, parmi les populations ouvrières d'Autriche, certaines tendances qui devaient pousser un grand nombre de travailleurs dans les voies révolutionnaires.

Des publications incendiaires qui furent répandues sous forme de *feuilles volantes* à des milliers d'exemplaires minèrent peu à peu le sol et des émissaires vinrent ensuite organiser la classe ouvrière en clubs secrets.

En 1881, la *Freiheit* et d'autres organes du parti révolutionnaire engagèrent fortement les ouvriers à se livrer à l'étude de la chimie, leur faisant comprendre de quelle utilité pouvait leur être la dynamite dans la lutte contre la société et les engageant à ne pas reculer devant le meurtre, l'incendie et le pillage. Ces continuelles excita-

tions à l'insurrection produisirent leurs fruits dès la fin de 1881.

Le 4 décembre 1881, le commissaire de police Kadlec, voulant dissoudre une réunion publique qui se tenait à l'auberge du *Chasseur vert* et dans laquelle furent prononcés des discours révolutionnaires, fut l'objet de voies de fait et reçut des blessures graves.

Une partie des ouvriers, reconnaissant tout ce qu'il y avait de déplorable dans la tactique révolutionnaire, constituèrent une fraction à tendances modérées, mais elle ne put se développer qu'à grand' peine, terrorisée qu'elle était et combattue de la manière la plus violente par les anarchistes qui repoussaient hautement, comme n'étant qu'un palliatif, toute tentative d'améliorer le sort des ouvriers par la voie législative. On fit systématiquement appel, par la parole et la plume, aux plus mauvaises passions et l'on éveilla auprès d'un grand nombre d'ouvriers le mépris de toute loi morale, de tout droit.

L'attentat dont fut victime, le 4 juillet 1882, le cordonnier Merstallinger montra les progrès qu'avait faits le mal. A la suite de ce crime audacieux, les principaux et les plus dangereux chefs anarchistes furent l'objet d'une instruction judiciaire. Depuis l'issue de ce procès, la propagande révolutionnaire n'a fait que s'accentuer ; le

parti trahit une confiance qu'il n'avait pas auparavant, et, par une série de crimes, il n'a cessé d'une part de révéler son existence, et d'autre part, de montrer jusqu'à quel point les doctrines anarchistes ont trouvé leur application pratique.

L'attitude des révolutionnaires devient de plus en plus insolente, de plus en plus provocante envers les autorités et leur presse oublie de plus en plus toute mesure.

Most triomphe, dans le n° 18 de la *Freiheit*, de l'attitude des « frères » viennois, et il met bien en relief le but suprème des anarchistes en disant : « Si le monde actuel ne peut être sou-« levé de ses gonds, on le fera sauter par la « dynamite. »

Les agitateurs cherchent par-dessus tout à entretenir chez les ouvriers la haine de la société et, à cette fin, ils ont fondé une *presse secrète* dont les productions sont les plus propres à atteindre ce but.

Sous le titre de *Première Presse libre de la Cisleithanie* parurent récemment des brochures incendiaires qui furent répandues à profusion à Vienne et dans la province.

Les anarchistes de Bohême, unis à ceux des provinces allemandes, ont déclaré dans une brochure écrite en langue tschèque, qu'elle pro-

venait de la *première imprimerie libre de Bohême.*

Le 10 août 1883, de nombreux adhérents du parti anarchiste se livrèrent sous un prétexte futile à des manifestations violentes devant les bureaux de la direction de la police et il fallut l'intervention énergique des agents de l'autorité pour les réprimer.

Une brochure abondamment répandue pousse activement à l'action; elle se termine par ces mots: « A bas tous les tyrans et leurs sbires! A bas tous les exploiteurs, à bas tous ceux qui trompent le peuple! »

Le n° 34 de la *Freiheit*, paru le 25 août 1883, s'exprime ainsi à l'occasion de l'apparition de cette même brochure: « Avant peu, on en verra bien d'autres à Vienne. »

Le 2 septembre 1883, fut convoquée une réunion publique. Bien qu'elle eût été interdite, une foule considérable d'ouvriers parut au lieu désigné pour la réunion et ce ne fut pas sans peine qu'on parvint à les disperser.

Peu après, le 6 septembre, ces excès se renouvelèrent quand il fallut, par mesure d'ordre, interdire une réunion publique qui devait se tenir au *Paradiesgarten* à Funfhaus.

Dans ces réunions d'ouvriers, on injuriait les agents de l'autorité, et l'on chantait des chansons révolutionnaires.

Irrités de voir qu'ils n'atteignaient pas leur but par ces manifestations de la rue, les chefs du parti qui s'intitulaient *Comité exécutif* et dont le rôle était surtout de terroriser par des lettres de menaces et des condamnations à mort, conçurent un plan dont l'idée première appartient à la *Freiheit* et suivant lequel il fallait non plus agir en masse, mais exécuter isolément des actes capables de répandre la terreur; qu'il fallait en conséquence s'occuper de fabriquer de la dynamite et d'en faire venir par contrebande.

Ces projets criminels se trouvent nettement exprimés dans une nouvelle brochure qui parut à la fin du mois d'octobre 1883, en langue allemande et en langue tschèque. On y prêche ouvertement le meurtre des agents de police et la marche à suivre est longuement développée. A la suite de ces excitations, il se forma un groupe d'ouvriers qui s'occupèrent de la fabrication de la dynamite. Ils cherchèrent à gagner un chimiste à leurs plans criminels, mais l'intervention de l'autorité vint empêcher l'exécution de ces plans. Les 26 et 27 octobre 1883, on discuta un nouveau plan d'action dans un conciliabule d'anarchistes tenu secrètement à Lang-Enzersdorf, dans l'arrondissement de Korneubourg; des délégués de toutes les provinces de l'empire étaient présents et l'on décida qu'il convenait d'agir par tous les

moyens contre les *exploiteurs et les organes du pouvoir*, de faire régner constamment la terreur et d'amener de toute manière la Révolution sociale. Il faut voir le résultat de ces excitations venimeuses et coupables dans l'assassinat survenu peu après du secrétaire Hlubeck à Florisdorf; une lettre de menaces avait précédé ce meurtre.

A la condamnation prononcée le 23 janvier 1884 par le tribunal de Vienne contre le chef du parti, Rouget, qui tenait une imprimerie secrète, il fut répondu, dès le lendemain, par l'assassinat de l'agent de police Blöch.

RUSSIE

Le mouvement révolutionnaire de Russie n'a pour le socialisme international qu'une importance relative, vu que la langue et les mœurs de ce pays créent des obstacles à l'échange des idées et à la communauté des tendances; son influence se borne donc aux témoignages de sympathie, non sans signification, il est vrai, dont les révolutionnaires des autres pays de l'Europe saluent les actes de violence commis par les nihilistes; et d'ailleurs ce parti fournit un notable contingent à l'élément révolutionnaire de Londres, de Paris et de la Suisse, où se porte de préférence l'émigration russe.

Le socialisme n'a pu se développer sérieusement dans l'intérieur du pays, car, outre que l'instruction est encore fort peu développée, la Russie est surtout un État agricole, et les communes rurales appelées « mirs » en sont restées à la phase patriarcale de la possession du sol en commun; il en résulte que l'agitation purement socialiste ne rencontra dans ce pays qu'un terrain d'action fort limité et qu'elle dut céder le pas au

mouvementpolitique. On peut distinguer diverses phases dans cette évolution.

Quand, de 1860 à 1870, sous l'influence des Herzen, des Bakounine, des Tschernyschewski, et d'autres, les tendances libérales commencèrent à se faire jour dans des cercles de plus en plus étendus, faisant éclore leurs fleurs nihilistes, les idées d'émancipation politique et sociale se confondaient encore, ainsi qu'on peut le voir par le programme et les actes du parti populaire né à cette époque, la *Semlja i Volja* (*Sol et Liberté*).

Après 1870, sous l'influence sans doute du rapide développement que prit l'Internationale dans les autres pays de l'Europe, sous l'influence surtout de la Commune de Paris, le caractère socialiste du mouvement s'accentua nettement, notamment dans les grandes villes comme Saint-Pétersbourg, Moscou, Charcow, Kiew, Kasan, Odessa ; mais les apôtres exaltés de la liberté politique, qu'impatientaient les lenteurs de ce mouvement, se détachèrent des socialistes purs, et par l'attentat de Vera Sassoulitsch, contre le commissaire Trepow (février 1878), ils ouvrirent la voie au terrorisme politique.

Lors des congrès qui se tinrent dans le courant de juillet et d'août 1879 à Lipezk Woronesch et Saint-Pétersbourg, ces deux partis en arrivèrent à une scission officielle.

Les *Terroristes* voulaient avant tout conquérir la liberté politique, car ils estimaient que la liberté économique naîtrait d'elle-même au sein d'un peuple libre; ils résolurent par conséquent, en vrais conspirateurs, de faire tous leurs efforts pour arriver au renversement de l'autorité gouvernementale.

Les modérés, au contraire, croyaient que le moment d'exercer une semblable action n'était pas venu encore, qu'il fallait, à l'aide d'une propagande pacifique, éclairer les masses sur leur situation sociale et préparer ainsi avec lenteur l'action politique. Cette dernière opinion fut défendue dans la *Tschorny Peredjel*, la première dans la *Varodnaja Wolja*.

On sait quels furent les actes des terroristes; l'attentat contre Trepow en ouvrit la série; et ce parti n'eut de repos que le chef politique suprême ne fût mis à mort. Mais la révolution politique ne s'étant pas produite ainsi qu'on l'avait espéré, une vive déception se produisit au sein de ce parti. On acquit la certitude qu'on avait fait fausse route, et, depuis lors, on paraît avoir renoncé aux attentats isolés, pour gagner l'armée aux idées subversives. Peut-être faut-il rattacher à ce changement de tactique les bruits d'arrestations nombreuses d'officiers qui ont couru ces temps derniers, et d'ailleurs on sait que plusieurs offi-

ciers se trouvèrent inculpés dans le récent procès nihiliste des « dix-sept ».

Il est permis, dans tous les cas, d'inférer de là que les nihilistes sont sortis de la période de prostration où les condamnations et les déportations incessantes les avaient plongés; ce qui vient encore corroborer cette hypothèse, c'est la prolongation de cette sorte d'état de siège appelé *surveillance renforcée* et qui avait été proclamé dans les deux capitales et dans diverses provinces ; c'est encore la réapparition des feuilles révolutionnaires russes de l'intérieur ou du dehors, par exemple : *Semljà i Wolja Narodnja Wolja*, « *Studentschestwo* », à Saint-Pétersbourg, et *Listock Naradnoï Woli*, *Obstscheje Djelo Wesnik Narodnoï Woli*, à Genève (ces dernières rédigées principalement par le professeur nihiliste Lawrow); c'est enfin la distribution d'une masse de brochures et de proclamations, imprimées en partie à Saint-Pétersbourg et à Varsovie; la réunion à Strelna, près Saint-Pétersbourg, d'une conférence de délégués nihilistes et l'assassinat du chef de la police, le lieutenant-colonel Soudeikine (28 décembre 1883). Dans l'intervalle, les modérés ont formulé leurs revendications dans un programme dont voici les principaux points : En politique, une constitution avec l'autonomie provinciale et l'indépendance du *Mir*, en tant qu'au-

torité économique et administrative, suffrage universel, entière liberté de la presse, droit de réunion et d'association; transformation de l'armée permanente en armée territoriale. Quant aux réformes sociales, ils demandent que le sol devienne la propriété commune, que toutes les fabriques et tous les ateliers deviennent la propriété des ouvriers.

A l'occasion du couronnement de l'empereur (printemps 1883), ce programme a été répandu par masses considérables, et les agitateurs ainsi que la presse se livrent, pour le faire connaître, à une propagande très active; ces publications spéciales sont rédigées principalement à Genève, sous la direction d'un littérateur connu, le professeur Dragomanow. Il n'est pas impossible que ces idées, venant à trouver leur forme définitive, finissent par se fondre dans le grand courant libéral, car en Russie, plus qu'ailleurs, ces idées sont accueillies par les classes les plus intelligentes de la société.

ÉTATS-UNIS

Bien que le socialisme ait trouvé un terrain singulièrement favorable à son développement dans ce pays, où toutes les entraves qui ailleurs s'opposent à ses trop rapides progrès n'existent point, ce ne fut pourtant qu'en 1867 que l'*Internationale* parvint à fonder sa première section à New-York, et cinq ans après seulement, du 6 au 8 juillet 1872, le parti naissant put tenir son premier congrès à New-York ; 22 sections seulement, représentées par un égal nombre de délégués, y prirent part, et dans ce nombre il faut compter 12 sections allemandes.

Il faut chercher la cause de cette anomalie dans ce fait que les classes ouvrières du nouveau monde, séparées d'ailleurs par des différences de langue, étaient en général hostiles aux idées socialistes, parce que, d'une part, elles croyaient à la possibilité d'une réconciliation entre le capital et le travail, et que, d'autre part, sous l'influence du système anglais des *Trades-Unions*, elles pensaient devoir ne point se préoccuper du tout de la politique, et exercer

leur activité sur le terrain purement économique.

La crise qui vint à éclater en 1873 et dont la grande grève des chemins de fer, en 1877, a marqué le point culminant, changea sensiblement la face des choses.

Dans la lutte qu'ils soutinrent alors contre l'abaissement continuel des salaires, les ouvriers allèrent fatalement au socialisme, et, lors de cette même grève des chemins de fer, l'on vit des indigènes, des Anglais, des Irlandais, des Français, des Scandinaves et des Tschèques proclamer hautement leur solidarité.

Très habilement, le socialisme sut tirer parti de cette situation pour mettre à exécution le rêve longtemps caressé d'une organisation nationale, sur des bases socialistes, de toutes les sociétés ouvrières des États-Unis.

Après que le terrain eut été convenablement préparé par de nombreux journaux fondés dans ce but, on convoqua pour le jour de Noël 1877, à New-York, un « *Congrès général du parti ouvrier de l'Amérique du Nord* ». Il siégea du 26 au 31 décembre ; les 42 délégués qui y assistèrent décidèrent la formation d'un *Parti socialiste ouvrier d'Amérique;* quant au programme qui fut adopté, ce fut assez exactement celui de Gotha. Il contenait en outre quelques dispositions transitoires

en rapport avec la situation et dont quelques-unes caractérisent fort bien l'état de la classe ouvrière de cette époque.

Voici le texte même de ce programme :

I. — Le travail est la source de toute richesse, et comme le travail utile n'est produit que dans la société et par la société, le fruit de ce travail appartient également et sans restriction à tous les membres de la société.

II. — Le système actuel, suivant lequel la société humaine est organisée, est mauvais, parce qu'il permet à une faible minorité d'accumuler des richesses et de maintenir la grande masse du peuple dans la misère. Et, comme les partis politiques actuels ont constamment agi dans l'intérêt de ceux qui possèdent, afin de leur conserver leurs privilèges économiques et de faire durer cette situation injuste, il est du devoir de la classe ouvrière de s'organiser en grand parti ouvrier, afin de conquérir le pouvoir politique et l'indépendance économique, attendu que l'émancipation de la classe ouvrière ne peut s'opérer que par la classe ouvrière elle-même. Son émancipation économique est donc le but suprême auquel doit être subordonnée toute action politique.

III. — La situation matérielle de la classe ouvrière est la même dans tous les pays ; les causes en sont donc partout les mêmes. La lutte pour

l'émancipation est donc une lutte internationale; elle doit s'effectuer solidairement. L'organisation des syndicats et des associations ouvrières sur des bases socialistes est donc une nécessité.

IV. — C'est sur ces bases qu'est fondé le *parti socialiste ouvrier*.

V. — Le parti socialiste ouvrier réclame en conséquence la mise en commun à bref délai de tous les moyens de travail (sol, machines, chemins de fer, télégraphes, canaux, etc.), afin d'arriver à la suppression du salaire et à l'introduction du système coopératif, avec le partage équitable du fruit du travail. Le parti réclame donc les réformes suivantes afin d'améliorer le sort des travailleurs dans le système actuel, et d'arriver enfin à supprimer entièrement ce système :

1° Introduction de la journée de travail légale, dont la durée sera provisoirement fixée à huit heures : peines sévères contre toutes les infractions à cette règle;

2° Surveillance, au point de vue sanitaire, des conditions du travail, du logement et de la nourriture ;

3° Établissement dans tous les États, par les soins du gouvernement, d'un bureau de statistique du travail. Les fonctionnaires de ce bureau seront nommés par le peuple;

4° Défense d'utiliser le travail des prisonniers pour et par les particuliers;

5° Défense de faire travailler les enfants dans les usines avant l'âge de 14 ans ;

6° Enseignement obligatoire jusqu'à 14 ans, l'État fournissant gratuitement aux écoles publiques tout ce dont elles ont besoin ;

7° Lois sévères condamnant à l'emprisonnement les patrons dont la négligence aura causé des accidents dont les ouvriers auront été victimes ;

8° Une loi en vertu de laquelle les ouvriers devront être payés chaque semaine en espèces ayant cours légal ; répression sévère des abus;

9° Assistance judiciaire gratuite ;

10° Abrogation de la loi restrictive du droit de grève et du droit d'exciter les autres à faire grève ;

11° Suppression de tous impôts indirects, et introduction d'un impôt direct sur le revenu ;

12° Exploitation par l'État de toutes les entreprises financières et des assurances;

13° Abrogation de toutes les lois restreignant le droit électoral des citoyens;

14° Législation directe par le peuple avec l'initiative des lois et le droit de les rejeter ; représentation des minorités ;

15° Interdiction du travail des femmes dans les

emplois qui sont nuisibles à la santé ou à la moralité ;

16° Égalité des salaires féminins pour une égale production de travail.

L'organisation du parti fut réglée par une constitution. En vertu de cette constitution, l'association nationale devait être composée d'associations locales et régionales, le pouvoir délibératif était déféré à un *Congrès national*, devant se réunir au moins une fois tous les deux ans. Quant au pouvoir exécutif, un *Comité exécutif et de contrôle* de sept membres, appelé aussi *Comité de surveillance*, en était revêtu.

La question de savoir si l'on se placerait sur le terrain politique ou sur le terrain économique fut résolue de la manière suivante : les syndicats furent considérés comme offrant un terrain d'agitation fort propice, insuffisant cependant pour la grande lutte sociale ; on convint donc d'adopter le mode d'agitation politique, lequel parut faciliter particulièrement l'expansion des idées socialistes.

Le rapide essor que prit l'association montre l'habileté des chefs à exploiter la situation : dès l'année suivante (1878), en effet, le parti fut représenté dans 25 États, par environ 100 sections, comptant 10,000 membres actifs ; et le tirage considérable des journaux socialistes permet de

fixer à un chiffre bien plus élevé le nombre des adhérents.

La *Gazette populaire de New-York* tirait à 10,000 exemplaires; le *Journal des Travailleurs de Chicago*, à 8,000 ; la *Voix du Peuple*, de Saint-Louis, à 5,000 ; le *Journal de Philadelphie*, à 3,000.

L'organisation en syndicats ne fut point non plus négligée. Vingt journaux environ furent fondés pour aider cette organisation ; la *National Labor Union* qui avait essayé, mais en vain, dès avant 1870, de grouper des associations ouvrières en vue d'une action commune dirigée contre le monopole du sol, des usines, des chemins de fer et de la banque, compta dès lors neuf associations nationales et une trentaine d'associations locales ; et la *National Greenback Labor Party*, qui s'était formée autrefois parmi les ouvriers irlandais et les petits fermiers de l'ouest, comme parti d'opposition, dirigé contre les républicains et les démocrates, fut bientôt assez fortement organisée pour pouvoir fournir aux élections d'automne le dixième du nombre des votants.

En même temps, on put aisément remarquer une tendance des deux mouvements, politique et économique, à se confondre et à accentuer la note socialiste.

C'est ainsi que la *National Labor Union* s'écarta de son principe primitif, en vertu duquel, pour

maintenir la concorde dans son sein, elle excluait toute politique de ses délibérations ; de plus, elle modifia insensiblement son programme dans le sens socialiste.

D'un autre côté, le parti du *Greenback*, tout en répudiant publiquement toutes les théories socialistes et communistes, avait accepté l'ensemble des revendications socialistes, et à Chicago notamment, où 28 syndicats s'étaient formés sur des bases nettement socialistes, cette association fit cause commune avec les socialistes qui envoyèrent 4 députés à la Chambre.

Mais, tout en progressant de la sorte, le socialisme se restreignait toujours à l'élément allemand des États-Unis, l'élément anglo-américain répugnant d'une part, par principe, aux idées socialistes et les journaux rédigés en anglais, ainsi que les agitateurs, faisant d'ailleurs presque complètement défaut.

L'excellente moisson de 1879 mit fin à la crise et l'activité industrielle et commerciale prit un nouvel essor.

Ainsi le socialisme perdit le terrain si fécond où il s'était si rapidement développé, et ses rangs s'éclaircirent avec une rapidité non moins grande.

C'est ainsi qu'à Chicago le nombre des votes socialistes tomba, d'une année à l'autre, de 14,000 à 1,200, et à Cincinnati, de 1,200 à 600 ; à Louis-

ville, où, en 1877, 5 candidats socialistes furent élus députés, pas un seul d'entre eux ne réussit à passer aux nouvelles élections ; et l'on put fixer à quelques milliers seulement le nombre total des partisans du socialisme.

Cependant le mouvement des chambres syndicales allait se développant ; par des grèves habilement conduites, les ouvriers cherchèrent à ramener les salaires à leur ancien taux et l'utilité des caisses de grève apparut dans ces circonstances avec une évidence trop grande, pour que tous les ouvriers ne cherchassent point à imiter l'exemple qui leur était donné par quelques sociétés bien organisées.

Les dissensions intestines ne contribuèrent pas peu, elles aussi, à la décadence du socialisme ; elles portaient en partie sur les principes, en partie sur des questions personnelles.

Les divergences d'opinion se manifestèrent pour la première fois au congrès du parti, qui se tint le jour de Noël, à Albany ; deux théories principales furent émises relativement au mode de réalisation des doctrines socialistes.

La grande majorité du congrès opinait pour les moyens pacifiques, estimant que la question sociale devait se résoudre par les élections ; elle demandait qu'on s'unît à l'association du *Greenback* et d'autres fractions de l'opposition pour

obtenir sur ce terrain des succès plus importants. Ce groupe avait ses forces principales à New-York ; il était dirigé par le secrétaire du parti, Philippe de Patten, Américain de naissance ; il avait pour lui le *comité exécutif et le Conseil de surveillance ;* enfin il disposait de la plupart des journaux, de la *Gazette populaire de New-York*, du *Journal de Philadelphie* et du *Milwauker Journal.*

La minorité radicale considérait l'usage de la force comme devant seul donner des résultats pratiques; elle rejetait comme corruptrice toute participation aux élections. Les partisans de ce groupe se trouvaient principalement à New-York, à Chicago et à Saint-Louis ; parmi ses chefs, elle comptait un ami de Most, Justus Schwab, de New-York et un seul journal, la *Voix du peuple de l'ouest*, paraissant à Saint-Louis, défendait ces doctrines.

Un groupe peu important, mais fort actif, prit, sous la direction de Paul Grottkau, une position intermédiaire entre ces deux tendances extrêmes ; ce chef de parti, qui avait, jusqu'à son départ récent pour l'Amérique, joué un rôle prépondérant dans le mouvement socialiste d'Allemagne et principalement de Berlin, repoussait également toute politique de compromis et toute stérile abstention électorale ; il recommandait comme

étant seule logique et conforme aux circonstances une « libre participation aux élections considérées comme moyen de propagande révolutionnaire. » Cette doctrine fut énergiquement défendue par Grottkau lui-même, dans la *Arbeiter Zeitung* (Journal des travailleurs) de Chicago et dans la feuille hebdomadaire qui dépendait de ce journal, le *Vorbote* (le *Précurseur*).

Au fond, ce parti, dont la devise était « *pacifiquement si possible, violemment s'il le faut* », cherchait à réunir les ailes extrêmes du parti révolutionnaire et à se mettre à la tête du mouvement tout entier.

Il en résulta une situation fort tendue : les partisans de Patten et ceux de Grottkau s'attaquèrent réciproquement dans leurs journaux ; la scission s'accentua et, finalement, aboutit à une rupture définitive entre les deux fractions.

Le principal motif de cette rupture avait été la question de l'élection présidentielle qui devait avoir lieu en 1880, et ce fut au 3e congrès du parti, qui se tint le jour de Noël 1879, à Alleghany, que cette question fut mise à l'ordre du jour.

Grottkau y défendit de toutes ses forces sa théorie d'une action isolée et indépendante ; il se trouva une majorité considérable pour repousser cette théorie et pour proposer de combiner l'ac-

tion du parti révolutionnaire avec celle des autres partisans de l'opposition, afin, non seulement, d'enlever le plus grand nombre possible de voix aux partis dominants, mais aussi, dans l'espoir de trouver ainsi plus facilement accès auprès des classes ouvrières anglaises, ce à quoi on attachait une importance d'autant plus grande qu'on ne voudrait pas croire à la vitalité du mouvement révolutionnaire, tant qu'il ne pourrait s'appuyer que sur l'élément allemand.

Comme d'ailleurs Grottkau et son groupe menaçaient de compromettre gravement la discipline du parti par leurs machinations, on prononça leur exclusion et, dès 1881, les deux fractions tinrent isolément leurs congrès.

Celui du *parti ouvrier socialiste*, c'est-à-dire du parti modéré, siégea à New-York, du 26 au 29 décembre 1881 ; 16 villes s'y trouvèrent représentées par 21 délégués ; il offrit cet intérêt, qu'il précisa mieux l'attitude que ce parti comptait prendre vis-à-vis du mouvement syndical, d'une part, et de l'opposition politique de l'autre.

Le congrès se déclara mécontent du développement du parti, car on avait fait la remarque que le plus grand nombre des adhérents de ce parti se trouvaient en dehors des groupes organisés; les huit importantes associations des *Greenbackler*, de *Kinghts of Labor*, des *Granger*, des membres

de la *Land Liga*, des antimonopolistes, avaient, sous l'influence de l'agitation socialiste, adhéré plus ou moins complètement aux doctrines révolutionnaires, mais, répugnant à s'appeler ouvertement socialistes ou communistes, ils ne s'étaient point laissé enrégimenter jusqu'alors.

On crut expliquer ce fait par cet autre qu'on avait fait trop de théorie, qu'on avait aussi, par là, provoqué des dissensions intestines.

Afin donc d'aplanir la voie qui devait conduire ces associations diverses dans le camp socialiste, le congrès revisa le programme du parti ; il accentua son hostilité contre le monopole, réclama la suppression de la présidence et du Sénat, et la nomination, par la Chambre des représentants, d'un Conseil fédéral ; il inséra en outre dans son programme l'établissement d'un ministère du travail et l'incorporation de tous les syndicats nationaux.

Mais on s'attacha surtout à favoriser le développement des chambres syndicales, à les attirer, du terrain purement économique, sur le terrain politique, et insensiblement, dans le camp socialiste.

Dans ce but, le congrès engagea d'abord instamment tout membre de l'association à faire partie d'une chambre syndicale ; en outre, il décida qu'en dehors des journaux allemands,

dévoués au parti, et dont la *New-York Zeitung*, par exemple, comptait 1,000 abonnés, il paraîtrait un organe en langue anglaise. Il parut, en effet, à New-York, le 1er janvier 1883, sous le titre de *The Voice of the people.*

C'est à cette intervention du parti socialiste qu'il faut attribuer la convocation du *Congrès des chambres syndicales* (à Pittsbourg, du 15 au 18 novembre 1881). 125 délégués, représentant près de 300,000 ouvriers organisés, y prirent part; c'est aussi grâce aux socialistes que ce congrès put reprendre et mener à bonne fin un projet déjà élaboré autrefois par la *National Labor Union*, mais arrêté dans son exécution par la grande crise qui sévit alors; ce projet consistait à réunir en *Association des chambres syndicales des États-Unis et du Canada* tous les syndicats locaux, nationaux et internationaux, à l'effet de travailler par une politique ouvrière, indépendante des partis politiques dominants, à l'émancipation économique des classes ouvrières.

Et si l'on s'en tint tout d'abord aux mesures transitoires que proposait le programme socialiste, on en vint, dans un second congrès (à Cleveland, 21 au 25 novembre 1882), à discuter fort sérieusement les défauts de l'ordre de choses existant, notamment l'inconvénient de la propriété individuelle du sol; question qui pouvait

bien, en raison des conditions tout à fait anormales de la propriété en Amérique, devenir à bref délai la question du jour, et une question fort brûlante; enfin, lors d'un troisième congrès (New-York, 21 au 24 août 1883), on réclama l'exploitation par l'État des grands monopoles, notamment des chemins de fer et des télégraphes.

D'autres résultats de l'influence socialiste ne tardèrent pas à se manifester: au mois d'avril 1882, 32 chambres syndicales de New-York, représentant 60,000 membres environ, se réunirent, en adoptant un programme nettement socialiste, en une association destinée à entretenir une agitation fort vive, la *Central Labor Union of New-York and vicinity;* de plus, on vit les tendances socialistes s'accentuer de plus en plus aux divers congrès ouvriers qui se tinrent dans la suite (le congrès de Pensylvanie à Philadelphie, 28 août 1882; celui de l'État de Missouri, à Saint-Louis, le 2-5 octobre 1883, etc.); enfin, lors des élections du congrès des États-Unis, qui eurent lieu en novembre 1882, on vit les grandes associations ouvrières de la *National Greenback Labor Party*, des *Knights of Labor* et de la *Central Labor Union*, faire cause commune avec les socialistes, contre les deux anciens partis politiques.

Ajoutons encore que le *parti ouvrier socialiste* modifia son organisation, à la *conférence de l'État de New-York*, qui eut lieu les 11 et 12 novembre 1882 ; il réunit toutes les associations de l'État en une association unique, afin de leur donner une impulsion commune ; il institua un *conseil d'agitation régionale* appelé à travailler a l'expansion plus rapide des doctrines socialistes, en créant une caisse d'agitation, en envoyant des agitateurs de tous côtés, en soutenant la presse dévouée au parti, en fondant des lycées d'ouvriers, etc. ; ce comité agissait du reste sous la surveillance du *comité exécutif national ;* l'exemple de l'État de New-York devait être imité par tous les autres États.

De même que le parti modéré s'était peu à peu constitué en parti de réforme, le parti avancé, qui vit son contingent s'accroître rapidement par suite de la campagne faite en vue de l'élection présidentielle, à New-York, à Chicago, à Saint-Louis, à Boston, à Milwanhee, à Philadelphie et ailleurs, ce parti, disons-nous, sentit le besoin de se donner une organisation indépendante ; il fonda donc à Boston, au commencement de l'année 1881, un organe spécial, *The Anarchist*, qui devait travailler à la fondation d'une *alliance révolutionnaire du continent américain.*

Quand, au mois de juillet suivant, un congrès

socialiste international fut convoqué à Londres, les Américains y envoyèrent des délégués de New-York et de Boston, et, conformément aux décisions de ce congrès, on convoqua le 21 octobre 1881, à Chicago, un congrès indépendant, où la fraction s'organisa en *parti socialiste révolutionnaire.* Le congrès siégea du 21 au 24 octobre; il décida notamment l'organisation des ouvriers en associations locales, régionales et internationales; il décida que le parti se livrerait par la presse à la propagande révolutionnaire, et qu'il prendrait part aux élections, mais sans se joindre à aucun autre parti; 10 villes des États-Unis s'y trouvèrent représentées par 19 délégués. Chicago, à elle seule, en envoya 10.

La décision relative aux élections était l'œuvre des délégués de Chicago, qui se trouvaient en majorité au congrès et qui étaient la plupart partisans des doctrines de Grottkau; ils voulaient ainsi se ménager la fraction modérée et ne pas rendre impossible toute entente avec elle. Mais, pour tout le reste, ce congrès ne démentit nullement ses tendances révolutionnaires; non seulement, en effet, il endossa sans restriction les décisions du congrès de Londres, mais on s'y livra à des attaques violentes contre le gouvernement anglais, à cause des mesures qu'il avait prises contre Most et les agitateurs irlandais; on envoya

aux socialistes russes l'assurance qu'ils trouveraient auprès de leurs frères américains « l'assistance la plus complète dans l'emploi qu'ils croiraient devoir faire de tous les moyens qu'ils emploieraient pour se débarrasser d'un monstre tel que le czar de Russie ». Ce congrès conseilla encore l'organisation, dans les divers États, d'associations ouvrières armées, telles qu'elles existaient depuis longtemps à Chicago, et « qui seraient prêtes à combattre, le fusil à la main, toute violation des droits de l'ouvrier ».

Outre le *Vorbote*, le congrès désigna comme organe du parti le *Nye Tid* de Chicago, et la *Liberty* de Boston; cette dernière feuille remplaçait l'*Anarchist*, et elle ne le cédait en rien, par la violence de son langage, à la *Freiheit* de Most.

Conformément au but qu'on s'était proposé en décidant que le parti prendrait part aux élections, on fit encore auprès de la fraction modérée quelques vaines tentatives de réconciliation.

Mais quand, à l'occasion des élections de novembre (1882), on donna le mot d'ordre d'une entière abstention, toutes ces négociations cessèrent et le parti radical se rapprocha dès lors de plus en plus des extrêmes, c'est-à-dire des doctrines nettement anarchistes qui, jusque-là, n'avaient été représentées ouvertement que par le *club socialiste révolutionnaire* de New-York.

Ce club avait été fondé le 15 novembre 1880 à New-York ; il comptait alors 27 membres ; primitivement, il se rattachait au parti radical, mais, depuis le congrès de Londres, où il envoya entre autres délégués Justus Schwab, et dont il accepta le programme et l'organe (la *Freiheit*), il se détacha entièrement de l'ancien parti radical et, en raison de ses tendances anarchistes, qui l'avaient poussé à désavouer jusqu'au congrès de Chicago (octobre 1881), il se vit exclure du *parti ouvrier socialiste* au congrès de New-York (décembre 1881).

Quoique numériquement le plus faible, ce cercle n'en était pas moins le plus dangereux, car il se trouvait en rapports très étroits avec les nihilistes et les fénians, et il était toujours prêt à appuyer, par tous les moyens, les criminelles machinations de ces derniers, et, d'un autre côté, il servait de lieu de rendez-vous aux plus farouches révolutionnaires du continent. Il comptait parmi ses membres nombre de ces révolutionnaires expulsés d'Europe, par exemple, l'ex-député allemand Hasselmann ; récemment Most lui-même s'est joint à cette fraction. Quand celui-ci, en effet, sortit des prisons de Londres, il ne put retrouver dans son parti la situation qu'il y avait occupée précédemment, et il lui était difficile de trouver ailleurs un refuge ; le

club socialiste révolutionnaire s'occupa de le faire venir en Amérique et il voulut à toute force lui préparer un accueil enthousiaste à son arrivée à New-York, le 18 décembre 1882.

Most qui se faisait passer pour un délégué de l'Internationale de Londres, chargé d'organiser les groupes révolutionnaires d'Amérique, mais qui, en réalité, voulait simplement réunir l'argent nécessaire pour reprendre en Europe son ancien rôle, entreprit une tournée de plusieurs mois à travers les principales villes de l'Union, prêchant *la propagande de l'action* dans ses conférences et dans ses articles de la *Freiheit*, qui parut dès lors à New-York.

On peut voir une preuve de ce qui a été dit plus haut sur le rôle de Most, dans le développement du parti anarchiste en Amérique, dans ce fait que le *Vorbote* prêta à l'agitateur son concours le plus actif, lui faisant une réclame à grand orchestre, reproduisant ses discours incendiaires, tandis que le *New-Yorker Volkszeitung* ne dit que peu ou rien de ses faits et gestes, obéissant en cela, selon toutes probabilités, aux instructions du *comité exécutif national*, auquel les allures indépendantes de Most, destructives de toute discipline, portaient ombrage et qui avait, pour ce motif, décidé d'ignorer entièrement la présence de cet agitateur.

Celui-ci s'en vengea à sa façon, en flétrissant dans la *Freiheit* « ces cercles de littérateurs qui voulaient abuser des élections primitivement utilisées comme simples moyens d'agitation, pour se créer des ministères ouvriers et d'autres bonnes sinécures pour s'y retirer; » il ne traita pas moins durement les feuilles bourgeoises, dont les unes ne firent aucune attention à lui, dont les autres le prenaient pour un fou inoffensif. Les résultats pécuniaires de cette tournée ne paraissent pas avoir répondu aux espérances que Most en avait conçues; cependant le mouvement anarchiste semble en avoir reçu une impulsion nouvelle. Ce parti réussit à trouver, en moins d'une année, des adhérents dans toutes les villes où Most avait paru; bien plus, il put dans certaines localités, comme Chicago par exemple, l'emporter sur les modérés, et, dès le mois d'octobre 1883, on put tenir à Pittsbourg un congrès anarchiste où l'on fonda la *fédération américaine de l'Association internationale des travailleurs.*

Le congrès compta une vingtaine de délégués (parmi eux Most et Grottkau) représentant un nombre égal de villes ; il siégea du 14 au 16 octobre et proclama comme principe du parti qu' « *il fallait renverser par tous les moyens, le système actuel, mensonger et criminel, et le remplacer par l'ordre véritable* », ce qui signifie

qu'on veut, à l'aide d'une révolution violente, transformer le capital individuel en propriété collective, et cette interprétation se trouve développée tout au long dans un *manifeste* qui fut imprimé en plusieurs langues et répandu à un grand nombre d'exemplaires.

Il se termine d'ailleurs ainsi :

« Le jour est venu de s'écrier :

« Un pour tous, tous pour un ! Faites entendre le cri de guerre : prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Vous n'avez à perdre que vos chaînes, vous avez un monde à gagner. Tremblez, tyrans ! avant peu luira le rouge lueur du jour de l'expiation que, gens à courte vue, vous n'avez point vu venir. »

Dans ce but, il fut décidé que le parti s'organiserait en *fédération de groupes autonomes ;* que l'agitation serait dirigée par un comité spécial, dans chacun des neuf districts de l'agitation ; qu'en outre, un bureau d'information, composé de secrétaires parlant plusieurs langues et parmi eux Grottkau, serait chargé des rapports des divers districts entre eux et avec l'étranger.

Comme d'habitude, le congrès se termina en se proclamant solidaire des révolutionnaires de tous les pays.

Le *parti ouvrier socialiste* n'avait pas été invité au congrès qui, pourtant, était ouvert à toutes

les autres nuances du parti socialiste ; mais il fut invité dans la suite à accepter la nouvelle organisation, afin d'accroître la puissance du socialisme, réuni en un seul et grand parti.

La réponse à faire à cette proposition fut discutée au congrès de Baltimore (26-28 décembre 1883), où le *parti ouvrier socialiste* se trouva représenté par vingt et une sections comptant seize délégués.

Comme il était aisé de le prévoir, ce congrès allégua l'ancienneté plus grande et le développement plus considérable de sa propre organisation pour décider que toute fusion du parti ouvrier socialiste avec une association étrangère ne pourrait s'opérer que sur les bases du programme de ce parti.

Cependant, en raison de la concurrence assez sérieuse que les partis extrêmes pourraient leur faire, les modérés décidèrent qu'on ferait toutes les concessions qui n'engageraient pas les principes.

C'est ainsi, par exemple, qu'ils consentirent à restreindre les pouvoirs des comités, au profit de l'indépendance des groupes isolés, et qu'ils s'entendirent avec les anarchistes pour voir dans les élections moins un moyen d'obtenir des succès législatifs, qu'un moyen de propagande. Bien plus, dans un *manifeste* adressé

à tous les ouvriers, les modérés laissèrent entrevoir qu'au bout du compte, la solution définitive de la question sociale s'achèverait néanmoins par la force, vu que les enseignements historiques ne rendent guère probable le recul bénévole de la bourgeoisie devant le prolétariat grandissant; toutefois, ce parti continua à répudier hautement la politique de coups de force et de dynamite des anarchistes.

Ainsi donc, en Amérique aussi, le socialisme se trouve représenté par deux tendances divergentes; comme ailleurs, on y trouve un parti de réforme et un parti franchement révolutionnaire.

La première fraction a une organisation centralisée, elle est représentée dans une trentaine de villes de l'Union.

Son principal appoint se trouve à New-York; elle est composée des éléments les plus intelligents, et dispose des plus grands journaux qui représentent un total de cinquante mille abonnés et de deux cent mille lecteurs; la classe ouvrière allemande en constitue l'élément principal.

La fraction révolutionnaire est organisée en fédération. Elle est représentée dans une vingtaine de villes et le centre de ses forces est Chicago; elle est composée d'éléments moins intelligents, mais plus énergiques et, depuis l'arrivée de

Most en Amérique, elle compte dans la *Freiheit* un organe de plus; le nombre de ses adhérents est estimé à quelques milliers de personnes appartenant aux nationalités les plus diverses.

De là il résulte donc que les révolutionnaires sont encore en minorité; il est douteux qu'il en soit encore ainsi si la nouvelle crise économique, dont divers symptômes annoncent l'explosion (par exemple, les conséquences bien visibles des spéculations exagérées sur les chemins de fer), venait à suivre la même marche que la dernière, et si les partis politiques au pouvoir persistent dans leur politique ouvrière négative.

Quant à savoir s'il y a parmi les ouvriers un ferment de révolution, il suffit de considérer le nombre des grandes grèves qui éclatent chaque année (160 dans l'espace de deux ans!) et qui nécessitent l'intervention de la force armée; il suffit de se rappeler aussi les meetings de protestation, dans lesquels « on flétrit publiquement, comme un impardonnable abus de pouvoir, cette intervention en faveur de la propriété de voleurs privilégiés et patentés ».

Il faut tenir grand compte aussi de l'élément irlandais, lequel est important en Amérique. Qu'on songe seulement au rapide développement de la Ligue agraire, qui fonda trois cents sections en moins de trois ans, qui envoya plus d'un

million de dollars en Irlande et créa les plus grandes difficultés au gouvernement anglais; qu'on songe encore à la politique de la dynamite, prêchée ces temps derniers contre l'Angleterre, et que subventionne le *Skirmishing Fund*, fondé en 1875 par O'Donovan Rossa.

Que si, malgré tout, la presse américaine persiste à considérer le socialisme comme « une plante exotique incapable de prendre racine en Amérique », il est permis de voir là une illusion fatale, attendu que la *New-Yorker-Volkszeitung* et l'*Irisch World*, toutes deux socialistes jusqu'aux moelles, sont les journaux de beaucoup les plus répandus de l'Union, et que les doctrines socialistes gagnent visiblement du terrain, même parmi l'élément anglo-américain.

CONCLUSION

Si nous jetons encore un coup d'œil sur les *rapports internationaux du socialisme moderne*, il nous sera difficile de ne pas reconnaître que ces rapports sont sortis de la phase primitive où ils se bornaient à être un simple échange d'idées, comme au temps de la vieille Internationale (fondée à Londres en 1864), qu'ils apparaissent aujourd'hui bien nettement et revêtent une forme bien définie.

Ainsi qu'on a pu le voir par divers passages de cette étude, ce sont les événements des dernières années qui ont favorisé cette évolution, et il est difficile de ne pas reconnaître qu'elle s'effectue avec une certaine méthode.

Ce sont d'abord les grandes dates révolutionnaires des diverses nations, comme, par exemple, les journées de mars, puis les anniversaires d'hommes comme Lassalle, Karl Marx, Mazzini, Garibaldi, Blanqui, etc.; ce sont les anniversaires d'attentats célèbres comme celui de l'assassinat du czar; ce sont toutes ces occasions qu'on exploite pour éveiller dans les masses l'esprit révolutionnaire

et pour le répandre sur tous les pays d'Europe.

Il est à remarquer que toutes ces *fêtes* ne sont nullement célébrées exclusivement dans le pays qu'elles intéressent particulièrement, mais elles prennent fort souvent, et notamment à Paris, à Londres, à Genève, à Bruxelles et à New-York, un caractère nettement cosmopolite.

Ainsi le 18 mars, anniversaire de la première tentative socialiste véritablement sérieuse, est fêté chaque année par les socialistes de tous les pays ; de même l'anniversaire de la mort de Karl Marx semble devoir passer à l'état de jour de fête du calendrier socialiste ; quand en effet, la nouvelle de sa mort se répandit, le célèbre agitateur fut glorifié de tous côtés comme le protagoniste du socialisme moderne.

On conçoit aisément aussi que ceux qui se posent en missionnaires de la foi nouvelle soient célébrés et honorés comme des martyrs, quand la justice vient à les atteindre.

Les manifestations auxquelles ont donné lieu les procès de haute trahison qui se sont déroulés ces temps derniers, presque dans toutes les grandes villes, manifestations qui respirent d'ordinaire la haine la plus violente contre toute autorité régulière, montrent assez comment les décisions de la justice sont accueillies, et les explosions de joie qui ont salué des événements

comme le refus fait par la France de livrer Hartmann, comme le meurtre du czar, les crimes du Phœnix-Park de Dublin, les ovations faites à Oberdank, etc., permettent de juger ce qu'est devenue, sous de telles influences, la notion du droit.

De temps à autre, partent en masses énormes, de Genève, de Paris, de Londres ou de New-York, des manifestes internationaux excitant ouvertement et dans les termes les plus violents le prolétariat de l'Europe tout entière à se soulever contre la coalition de la bourgeoisie réactionnaire et citant fréquemment « *l'éclatant exemple donné par les nihilistes et les fenians* ».

Mais la propagande imprimée ne suffit plus, on envoie dans toutes les directions des apôtres de la révolution, comme ceux qu'on a vu surgir en Allemagne, en Autriche, en France, en Belgique, en Italie, en Espagne; ils entretiennent des rapports plus suivis avec les populations et agissent sur elles avec plus de persistance.

En ce qui concerne l'Allemagne, le procès bien connu de Leipzig, intenté à Breuder et consorts, a mis en lumière de semblables agissements, et il a été reconnu que les instructions que les conjurés recevaient étaient parties de Londres; pour l'Autriche, les récents événements de Vienne semblent assigner à la Suisse le rôle de foyer révolutionnaire.

Mais les prétendus *modérés* du parti socialiste allemand cherchent aussi à entretenir des rapports suivis avec les associations similaires de leur pays ou de l'étranger, ce que leur facilitent singulièrement leurs membres expulsés ou émigrés, fixés à Paris, à Bruxelles, à Londres, en Suisse et en Amérique, où ils ont fondé eux-mêmes des associations du même genre.

Qu'on veuille bien se rappeler les tournées entreprises autrefois par Fritzsche, à travers les États-Unis, les nombreux voyages des députés socialistes d'Allemagne en Suisse, l'agitation internationale si active entretenue par de Vollmar, etc. ; d'ailleurs le congrès de Copenhague, où les socialistes allemands de Suisse, de Paris et de Londres ont été représentés par des délégués spéciaux, et où parvinrent de nombreuses adresses de l'étranger : ce congrès et les circonstances spéciales qui l'accompagnèrent montrent que ces efforts ne sont pas restés stériles.

Constatons en outre, pour comprendre les progrès de la fraternité des peuples, que la célébration du six centième anniversaire des Vêpres siciliennes fut vivement combattue par la presse socialiste de tous les pays et qu'au lieu de prendre part à cette fête, les socialistes convoquèrent à Palerme un congrès fraternel franco-italien.

La chose a, du reste, son côté positif, qui appa-

raît principalement dans les souscriptions à l'aide desquelles les ouvriers cherchent à s'entr'aider dans la mesure de leurs moyens.

Si l'on songe que ces subsides sont fournis précisément par les classes les moins aisées de la population, qu'ils se montent parfois à des sommes assez considérables, il faut bien admettre qu'un vif sentiment de solidarité peut seul provoquer de tels sacrifices.

On emploie ces subsides à soutenir les grèves, à entretenir les luttes électorales, à venir en aide à des frères qu'on fait passer pour « des victimes de la réaction bourgeoise » ; enfin, l'on subventionne les journaux dévoués au parti.

C'est ainsi que Blanqui, l'ancien communard exclu de l'amnistie, ne réussit à être élu député de Bordeaux que grâce aux abondants subsides venus d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique et d'Italie ; c'est ainsi encore qu'une grève de cinq cents ouvriers en porcelaine de Limoges fut soutenue par les socialistes anglais au commencement de 1883 ; c'est ainsi enfin qu'il y a deux ans environ, fut fondée, à Genève, par Lawroff et Véra Sassoulitch, l'*Union de la Croix-Rouge*, destinée à venir en aide aux victimes du despotisme russe, et l'appel de cette Société, en faisant le tour de la presse socialiste, ne laissa pas d'être entendu.

En raison de ses nombreux rapports avec l'étranger, l'Allemagne semble être le pays le plus favorisé sous le rapport de ces envois d'argent; non seulement il y arrive constamment des subsides de Paris, de Londres, de Suisse et surtout d'Amérique, pour venir en aide aux journaux, aux « victimes *de la loi des socialistes* », aux grèves, mais les frais des élections de 1881 ont été soldés en majeure partie avec l'argent apporté d'Amérique par Fritzsche; et, tout récemment encore, l'élection de Bebel, à Hambourg, se fit en partie avec l'argent envoyé de Londres.

Enfin, il convient de citer les congrès internationaux; or celui de Londres pour les radicaux et celui de Coire pour les modérés, tous deux de l'année 1881, ont définitivement fixé les bases de leur doctrine.

Si jusque-là on s'était borné à échanger des adresses à l'occasion des congrès nationaux, on voulut dès lors se voir, se connaître, arriver à une entente, en vue d'une action commune.

Tandis que les modérés, en rejetant le principe de la révolution à outrance, estiment que le moment n'est pas venu encore d'agir en commun, qu'il faut asseoir le mouvement sur des bases nationales, l'extrême gauche néglige purement et simplement ces difficultés; elle insère

un seul point dans son programme, à savoir, le renversement immédiat de tout ce qui existe, et elle se met aussitôt à l'œuvre pour mettre en pratique ce programme.

S'ils n'ont pu jusqu'ici obtenir des résultats de quelque importance, il faut admettre, du moins, après les attentats de toute nature qui ont éclaté partout en Europe, que ces fanatiques parlaient très sérieusement quand ils inséraient dans leur programme le renversement de l'édifice social ; seules les mesures assez sévères, prises un peu partout contre eux, ont réussi à les intimider, et il est visible que, depuis quelque temps, une période plus calme a commencé.

Il est vrai que, d'après certains bruits, il faudrait attribuer cette période de calme relatif à la résolution prise par les principaux agitateurs de quitter l'Europe où ils ne se sentaient plus en sûreté et d'aller s'établir dans la libre Amérique, pour recommencer là-bas, avec des forces nouvelles, la lutte contre la vieille société européenne. Ces bruits paraissent d'autant plus vraisemblables, que la presse socialiste révolutionnaire d'Amérique ne cesse de conseiller, avec force détails techniques, la *politique de la dynamite*, que de nombreuses machines infernales, qu'on dit être fabriquées en masse à Philadelphie et à New-York, ont réussi à pénétrer en

Europe (les récents attentats de Londres en fournissent la preuve) et que, le 10 février 1884, lors d'un meeting anarchiste tchéco-allemand, auquel prirent part Most et le principal inculpé du procès Merstallinger, qui avait réussi à fuir, on envoya aux frères autrichiens, à l'occasion de cet attentat, l'expression de la plus vive sympathie, les engageant « à se faire redouter davantage encore, à n'épargner ni princes ni aristocrates ».

Du reste, l'année où nous sommes semble devoir être particulièrement féconde en manifestations internationales; il n'y a pas moins de quatre congrès internationaux à l'étude; les doctrines les plus diverses se produiront.

Ainsi le comité d'action du congrès ouvrier suisse a proposé la convocation d'un *congrès ouvrier international*, à l'effet d'arriver à une entente sur un projet de législation internationale réglant le travail des fabriques.

La *conférence internationale* de Paris a décidé de donner suite à ses travaux dans un congrès solennel qui se tiendra à Turin, à l'occasion de l'Exposition de cette année. Les socialistes révolutionnaires ont résolu de convoquer à Paris un congrès universel.

Enfin les anarchistes se sont donné rendez-vous pour le mois de septembre à Barcelone.

APPENDICE

I

STATUTS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLLEURS

Londres, septembre 1864.

Considérant :

Que l'émancipation des classes ouvrières doit être l'œuvre de ces classes elles-mêmes, que la lutte pour l'émancipation des classes ouvrières n'est pas une lutte de privilèges et de monopoles, mais une lutte pour l'égalité des droits et des devoirs, une lutte pour la suppression de tout règne de classes ;

Que l'état de dépendance vis-à-vis de ceux qui monopolisent les outils et les sources de la vie constitue, pour le travailleur, la servitude sous toutes les formes, la source de la misère sociale, de l'abaissement intellectuel et de la dépendance politique ;

Que, pour ces motifs, l'émancipation économique de toutes les classes laborieuses est le but suprême auquel toute action pratique devra se

subordonner, et devenir simplement un moyen pour arriver au but ;

Que tous les efforts tentés jusqu'à ce jour pour l'atteindre ont échoué, à cause du manque de solidarité entre les diverses branches du monde des travailleurs, et à cause de l'absence de tout lien fraternel unissant entre elles les classes ouvrières des divers pays ;

Que l'émancipation du travail n'est ni un problème local ni un problème national, mais un problème social, embrassant tous les pays civilisés et dont la solution dépend du concours pratique et théorique des peuples dont la civilisation est la plus avancée ;

Que la renaissance des classes ouvrières dans les pays industriels de l'Europe, tout en éveillant de nouvelles espérances, contient un solennel avertissement contre tout retour aux anciens errements, et exige une union intime des mouvements encore isolés :

Pour ces motifs, le premier congrès international des travailleurs déclare que l'*Association internationale des travailleurs*, avec toutes les sociétés et tous les individus qui en font partie, base sur la vérité, le droit et la morale, sa conduite envers ses propres membres, comme envers tous les hommes, sans distinction de couleur, de croyance et de nationalité.

Le congrès estime qu'il est du devoir de l'homme de réclamer les droits de l'homme et du citoyen, non seulement pour lui-même, mais encore pour tous ceux qui remplissent leur devoir.

Point de droits sans devoirs, point de devoirs sans droits.

II

PROGRAMME D'EISENACH

Eisenach, août 1869.

I. Le parti ouvrier démocratique socialiste poursuit l'organisation de l'État populaire libre.

II. Tout membre du parti ouvrier démocratique socialiste s'engage à défendre de toutes ses forces les principes suivants :

1° La situation politique et sociale présente est souverainement injuste, il convient donc de la combattre avec la plus grande énergie.

2° La lutte pour l'émancipation des classes laborieuses n'est pas une lutte de privilèges et de monopoles, mais c'est la lutte pour l'égalité des droits et des devoirs, et pour la suppression de tout règne de classes.

3° La dépendance économique vis-à-vis du capitaliste constitue, pour le travailleur, la base de

la servitude sous toutes ses formes, et la démocratie sociale cherche à donner à chaque travailleur le produit intégral de son travail, par l'abolition du mode actuel de production (salaire) et par l'organisation du système coopératif.

4° La liberté politique est la condition la plus indispensable de l'émancipation économique des classes laborieuses. La question sociale est donc inséparable de la question politique, la solution de la première est liée à la solution de la seconde, et elle n'est possible que dans un état démocratique.

5° Considérant que l'émancipation politique et économique de la classe ouvrière n'est possible que si celle-ci engage solidairement la lutte, le parti ouvrier démocratique socialiste se donne une organisation uniforme, mais laisse à tous et à chacun la liberté d'agir isolément pour le bien commun.

6° Considérant que l'émancipation du travail n'est ni un problème local ni un problème national, mais un problème social embrassant tous les pays civilisés, le parti démocratique socialiste déclare former, autant que les lois sur l'association le permettent, une branche de l'*Association ouvrière internationale*, et déclare poursuivre le même but qu'elle.

III. Au nombre des revendications dont il convient de faire l'objet d'une vive agitation de la part du parti ouvrier, il faut citer les suivantes :

1° Suffrage universel, égal, direct et secret accordé à tous les hommes âgés de vingt ans, pour les élections au Parlement, aux Chambres des divers États, aux assemblées provinciales et locales, et à tous les autres corps représentatifs. Les représentants élus recevront des émoluments suffisants.

2° Introduction de la législation directe (c'est-à-dire attribution au peuple du droit de proposer et de rejeter les lois).

3° Suppression des privilèges de classe, de propriété, de naissance et de culte.

4° Institution d'une milice nationale à la place de l'armée permanente.

5° Séparation de l'Église et de l'État, et séparation de l'Église et de l'École.

6° Instruction obligatoire dans les écoles populaires et instruction gratuite dans tous les établissements d'instruction publique.

7° Indépendance des tribunaux, création du jury et des tribunaux de commerce pour chaque branche d'industrie, procédure publique et verbale; gratuité de la justice.

8° Abrogation de toutes les lois sur la presse, sur le droit de réunion et d'association; introduc-

tion de la journée de travail normale; limitation du travail des femmes, interdiction du travail des enfants.

9° Suppression des impôts indirects, impôt unique et progressif sur le revenu et sur les héritages.

10° Appui donné par l'État aux associations coopératives, crédits spéciaux affectés par l'État à ces entreprises, sous certaines garanties démocratiques.

III

PROGRAMME DE GOTHA

Gotha, mai 1875.

1. Le travail est la source de toute richesse et de toute civilisation et, comme tout travail généralement utile ne peut être produit que par la société, le fruit intégral de ce travail appartient à la société, c'est-à-dire à tous ses membres et, l'obligation au travail étant générale, chacun a un droit égal à recueillir de ce fruit du travail la partie raisonnablement nécessaire pour satisfaire à tous ses besoins.

Dans la société actuelle, les moyens de travail sont monopolisés par la classe des capitalistes; la dépendance de la classe ouvrière, déterminée

par ce monopole, est la cause de la misère et de la servitude sous toutes les formes.

L'émancipation du travail exige la transmission des moyens de travail à la société tout entière, et le règlement collectif de l'ensemble du travail, avec l'emploi le plus favorable à la collectivité et la distribution équitable du produit du travail.

L'émancipation du travail ne peut être l'œuvre que de la classe ouvrière elle-même, en présence de laquelle toutes les autres classes sont réactionnaires.

II. Partant de ces principes, le *parti ouvrier socialiste d'Allemagne* poursuit, par tous les moyens légaux, l'institution de l'État libre et de la société socialiste ; il entreprend de briser la loi d'airain du salaire, de faire cesser l'exploitation sous toutes ses formes, l'inégalité politique et sociale, où qu'elle existe.

Tout en limitant d'abord son action à son propre pays, le parti ouvrier socialiste d'Allemagne se rend compte du caractère international du mouvement ouvrier, et il est décidé à remplir tous les devoirs qui en résultent pour les travailleurs, afin de réaliser la fraternité de tous les hommes.

Le parti ouvrier socialiste d'Allemagne réclame, pour préparer la solution de la question sociale,

la création d'associations ouvrières de production, agissant avec le secours de l'État et sous le contrôle démocratique des travailleurs. Il faut que ces associations soient créées en nombre suffisant pour qu'elles puissent servir de point de départ à l'organisation socialiste du travail collectif.

Le parti ouvrier socialiste d'Allemagne réclame comme bases de l'État :

1° Suffrage universel, égal, direct, secret et obligatoire pour tous les citoyens âgés de vingt ans au moins, et pour toutes les élections générales et communales. Le jour de l'élection sera un dimanche ou un jour de fête.

2° Législation directe par le peuple. La guerre et la paix votées par le peuple.

3° La nation armée, milice nationale à la place des armées permanentes.

4° Suppression des lois d'exception, notamment des lois sur la presse, sur le droit de réunion et d'association, et en général de toutes les lois restreignant la libre manifestation des opinions, la liberté de la pensée et de l'étude.

5° La justice rendue par le peuple. Gratuité de la justice.

6° Éducation générale et égale donnée par l'État. Instruction obligatoire. Gratuité de l'instruction dans tous les établissements d'instruction publique. La religion déclarée chose privée.

Le parti ouvrier socialiste d'Allemagne réclame, tant que durera la constitution actuelle de la société :

1° Extension aussi grande que possible des droits et des libertés politiques dans le sens des revendications ci-dessus indiquées.

2° Un seul impôt direct et progressif sur le revenu pour l'État et la commune, à la place des impôts indirects, en particulier de ceux qui pèsent surtout sur le peuple.

3° Droit d'association illimité.

4° Journée de travail normale en rapport avec les besoins de la société. Défense de travailler le dimanche.

5° Interdiction du travail des enfants et du travail des femmes qui porte préjudice à la santé ou à la moralité.

6° Lois scolaires sur l'existence et la santé des travailleurs, contrôle sanitaire des logements d'ouvriers, surveillance du travail des mines, du travail des fabriques, du travail de l'atelier et du travail à domicile par des employés nommés par les ouvriers. Loi punissant de prison les infractions aux règlements.

7° Règlement du travail des prisons.

8° Administration entièrement libre de toutes les caisses d'assistance et de secours mutuels.

IV

MANIFESTE

PUBLIÉ A LA SUITE DU CONGRÈS DE WYDEN
Août 1880.

Parti ouvrier socialiste d'Allemagne! aux partis amis et aux associations de coreligionnaires de tous les pays, qui ont envoyé des adresses d'adhésion et de sympathie au dernier congrès de la démocratie sociale allemande.

Compagnons! frères! les représentants des travailleurs socialistes d'Allemagne réunis en congrès à Wyden vous remercient cordialement de vos adresses fraternelles et de vos témoignages de sympathie, vous donnant l'assurance que la démocratie sociale d'Allemagne demeurera ce qu'elle a été dès le premier jour et continuera à rester à son poste, qui est celui du champion de *l'émancipation du peuple écrasé et exploité;* elle soutiendra avec courage, persévérance et mûre réflexion, *la lutte d'anéantissement contre l'ordre de choses politique et social insensé et criminel qui existe aujourd'hui.*

Les décisions prises à Wyden et les conséquences immédiates qu'elles vont avoir vous prouve-

ront que les persécutions d'un *gouvernement infâme et d'une bourgeoisie non moins infâme* n'ont pas réussi à faire plier la démocratie ; qu'elle est restée malgré eux ce qu'elle a toujours été. Elle l'est restée par son importance et son influence, elle l'est restée par *sa fidélité aux principes, par son courage révolutionnaire.*

Car l'immense majorité des démocrates socialistes allemands ne s'est jamais bercée de l'illusion qui ferait croire que la démocratie réussira par des moyens purement « légaux » à faire triompher tous ses principes, c'est-à-dire que les classes privilégiées renonceront d'elles-mêmes à leurs privilèges.

Mais nul démocrate allemand n'a pensé encore qu'il nous fallût renoncer à nos principes parce que les classes privilégiées nous fermeront la voie légale par laquelle nous voudrions les faire triompher, et pour chacun de nous, il est évident que dans ce cas — que les enseignements de l'histoire rendent probable, — *tous les moyens* nous seraient bons.

Si on ne veut plier en haut, on brisera en bas!

Nous nous trouvons dans ce cas en Allemagne.

Nos adversaires, le gouvernement et la bourgeoisie, sont assez aveugles pour repousser entièrement la possibilité d'un développement pacifique, et ils poussent fatalement à une issue violente. Les maîtres politiques et économiques

de l'Allemagne ne veulent ni négociations ni compromis : ils veulent la guerre, *la guerre à mort*. Ils la veulent, ils l'auront, et la *pleine et entière responsabilité de ce qui arrivera retombera sur leurs têtes.*

La conduite réfléchie, logique, dont notre parti a jusqu'ici donné l'exemple prouve suffisamment qu'il ne se laissera jamais aller à risquer à la légère une révolution criminelle qui compromettrait gravement notre cause, parce que le peuple n'est pas suffisamment préparé à la lutte, et qui reculerait de nombreuses années la réalisation de nos idées, sans compter que ce serait *verser de la manière la plus coupable, la plus infâme, le sang précieux du peuple.*

La démocratie sociale estime au contraire que la condition essentielle du triomphe, et par conséquent le premier devoir de tout révolutionnaire, est de préparer insensiblement la révolution sous sa forme définitive et violente, en répandant nos principes parmi le peuple, en travaillant à renforcer le parti appelé à conduire la lutte future, à affaiblir les adversaires et à parer les coups qu'ils nous portent.

Si maintenant, *par la force des choses, on en arrive quelque jour aux mesures extrêmes*, eh bien ! les socialistes allemands prouveront alors qu'ils savent faire leur devoir, et ils n'au-

ront pas besoin de compter sur un heureux hasard, mais *ils entreront dans la lutte, bien préparés, avec l'espoir de vaincre.*

C'est dans cet esprit que sont conçues les décisions de notre congrès. Parmi les moyens de propagande, actuellement surtout où toute propagande faite ouvertement nous est interdite, nous avons reconnu qu'il convenait de faire figurer les élections, et nous avons en conséquence recommandé au parti d'intervenir dans toutes les élections offrant le moindre avantage à notre cause, dans celles du Reichstag, du Landtag et de la commune; nous lui avons conseillé principalement de prendre activement et généralement part aux élections législatives de l'année prochaine, dans un but d'agitation et de propagande.

Comme moyen d'établir un lien intellectuel entre les membres du parti, comme représentant du parti dans la presse, comme moyen de s'entendre et de s'expliquer, comme intermédiaire entre le mouvement allemand et celui de tous les autres pays, comme organe officiel du parti, en un mot, nous avons choisi à l'unanimité le *Sozial-Demokrat* de Zurich, qui, antérieurement déjà, avait été désigné provisoirement comme organe du parti.

Mais, en réglant ainsi les questions intérieures,

on n'a pas oublié un seul instant les liens de *solidarité qui unissent notre parti aux partis frères d'autres pays et d'autres langues*, qui unissent le prolétariat socialiste du monde entier.

Afin d'affirmer de nouveau et plus que jamais ce principe sans cesse défendu et pratiqué par la démocratie allemande, ce principe que les mouvements socialistes ont un caractère international, afin d'instituer un système de rapports non interrompus entre notre parti et les partis amis de tous les pays et de toutes les langues, nous avons fondé un *bureau de rapports extérieurs*, qui a l'honneur de se présenter à vous par cette circulaire et qui, en dehors de la fonction dont il vient d'être question, aura à entretenir des rapports avec les coreligionnaires allemands fixés à l'étranger.

En tout cas, soyez assurés que, toutes les fois qu'il s'agira de lutter pour tirer les travailleurs de la servitude politique et sociale, vous trouverez la démocratie sociale d'Allemagne prête à agir, par ses conseils et ses actes, prête à donner son concours sympathique et son concours effectif, prête à la lutte, ardente à combattre. Vive le socialisme international!

Salut démocratique!

V

MESSAGE IMPÉRIAL DU 17 NOVEMBRE 1881

Nous, Guillaume, etc.

. . . .

Dès le mois de février de cette année, Nous avons exprimé la conviction que le remède aux maux sociaux ne réside point exclusivement dans la répression des excès de la démocratie sociale, mais aussi, et concurremment, dans la réalisation positive du bien-être des travailleurs. Nous considérons qu'il est de Notre devoir d'empereur, de recommander de nouveau cette tâche à la sollicitude du Reichstag et Nous contemplerions avec d'autant plus de satisfaction tous les succès par lesquels Dieu a visiblement béni Notre règne, s'il Nous était donné d'emporter un jour la certitude d'avoir laissé à la patrie de nouvelles et de durables garanties de paix intérieure, et aux nécessiteux plus de sécurité et l'appui effectif auquel ils ont droit. Dans les efforts que Nous tentons dans ce but, Nous sommes assuré de l'adhésion des gouvernements confédérés et Nous avons la confiance que le Reichstag, sans distinction de partis, Nous appuiera.

Guidé par ces préoccupations, Nous soumettrons à une nouvelle élaboration, dans laquelle on tiendra compte des délibérations du Reichstag à ce sujet, le projet proposé, lors de la dernière session, par les gouvernements confédérés, d'une loi sur l'assurance des ouvriers en cas d'accidents, et l'on préparera une nouvelle rédaction de ce projet.

Comme complément de cette loi, il sera présenté un projet d'organisation uniforme du système de caisses de secours en cas de maladie.

Mais ceux aussi qui, vieux ou invalides, sont frappés d'incapacité de travail, ont droit à la sollicitude de l'État, dans une plus large mesure que par le passé.

Trouver les voies et moyens d'exercer cette sollicitude est une tâche difficile, mais une des tâches les plus élevées qu'ait à remplir une société qui repose sur les bases morales du christianisme.

En s'appuyant sur les forces réelles d'une société chrétienne et en plaçant les associations, corporations, etc., sous la protection bienveillante de l'État, on trouvera, Nous l'espérons, la solution de problèmes que le gouvernement à lui seul n'eût pu résoudre dans d'aussi larges proportions. De toute façon, le but ne pourra probablement être atteint dans cette

voie, sans que la nation s'impose de grands sacrifices.

VI

MESSAGE IMPÉRIAL DU 16 AVRIL 1883

Nous, Guillaume, etc.

Nous avons toujours considéré comme l'un des premiers des devoirs assumés par Nous, en acceptant la couronne impériale, d'étendre à la classe ouvrière de l'empire tout entier la sollicitude et la bienveillance que Nous Nous efforçons de témoigner à la Prusse, dans la continuation des réformes entreprises au commencement de ce siècle par feu Sa Majesté notre père. Ce devoir nous a surtout tenu à cœur depuis la promulgation de la loi sur les socialistes, et dès ce moment déjà, Nous avons exprimé la conviction que cette législation ne devait pas se borner à édicter des mesures de police et des pénalités en vue d'étouffer ou de prévenir des menées dangereuses pour la sûreté de l'État, mais qu'elle devait bien plus chercher à guérir ou du moins à diminuer le mal, par l'introduction de réformes propres à accroître le bien-être des ouvriers, à rendre leur situation meilleure et plus sûre. . . . .

Le temps qu'il faudra pour mûrir des réformes effectives..... Nous semble très long, si Nous contemplons, à l'âge où Nous sommes, la grandeur des problèmes qui restent à résoudre, avant que les intentions exprimées par Notre Message du 17 novembre 1881 puissent recevoir leur exécution pratique, dans une mesure suffisante du moins, pour qu'elles puissent être pleinement comprises des intéressés, et rencontrer auprès d'eux une entière confiance.

Mais Notre devoir d'empereur Nous ordonne de ne négliger aucun des moyens dont Nous disposons pour améliorer le sort des ouvriers, et pour travailler au maintien de la paix parmi les diverses classes de la société, aussi longtemps que Dieu nous permettra d'agir.

C'est pourquoi, faisant appel aux sentiments de fidélité éprouvée du Reichstag pour l'empereur et l'empire, Nous lui recommandons de nouveau d'examiner à bref délai les projets si importants énumérés dans ce Message.

Fait à Berlin, le 14 avril 1883.

(L. S.) Signé : GUILLAUME.
DE BISMARK.

TABLE DES MATIÈRES

1341-84. — Corbeil, imprimerie Crété.

LES MŒURS

ET LA

CARICATURE

EN ALLEMAGNE

EN AUTRICHE, EN SUISSE

POLITIQUE — THÉATRE — FEMMES

Par John GRAND-CARTERET

Avec préface de CHAMPFLEURY

1 fort vol. de luxe orné de 10 planches hors texte et de plus de 250 illustrations dans le texte.

(Reproduction d'œuvres anciennes ou d'œuvres d'artistes allemands contemporains)

De tous côtés, aujourd'hui, on se met à étudier l'Allemagne, faisant les plus grands efforts pour arriver à la connaître. Aux raconteurs d'histoires à dormir debout, aux chercheurs de succès de mauvais aloi, exploitant les passions du moment pour remplir leur escarcelle, ont succédé des écrivains, patriotes mais sincères, repoussant comme indigne de gens honnêtes le dénigrement systématique, étudiant, observant avec bonne foi, comme doit le faire quiconque se respecte.

Le volume que nous présentons aujourd'hui au public est entièrement nouveau comme idée; la thèse soutenue par l'auteur, neuve, hardie, est bien faite pour captiver les esprits! Connaissant l'Allemagne et les Allemands, le pays et la langue, il a voulu donner à ceux qui ne peuvent lire la littérature d'outre-Rhin le moyen de pénétrer plus avant dans la vie intime de nos voisins; démontrant ainsi victorieusement par la caricature que les arts du dessin constituent le document le plus précieux et le plus exact pour l'étude approfondie d'un pays.

Pris dans leur *humour*, dans leur verve caustique, dans leur caricature en un mot, les Allemands nous apparaissent sous leur vrai jour, jugés par eux-mêmes dans leurs qualités comme dans leurs défauts.

1340-84. — Corbeil. Typ. et stér. Crété